

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

F. 2007 — 774

[C — 2006/21341]

15 JUIN 2006. — Loi relative aux marchés publics
et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Dispositions générales et définitions

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Elle transpose la Directive 2004/17/CE du 31 mars 2004 portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux et la Directive 2004/18/CE du 31 mars 2004 relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Art. 2. Pour l'application de la présente loi, on entend par :

1° pouvoir adjudicateur :

a) l'Etat;

b) les collectivités territoriales;

c) les organismes de droit public;

d) les personnes, quelles que soient leur forme et leur nature, qui à la date de la décision de lancer un marché :

— ont été créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, et

— sont dotées d'une personnalité juridique, et

dont

soit l'activité est financée majoritairement par les autorités ou organismes mentionnés au 1°, a, b ou c;

soit la gestion est soumise à un contrôle de ces autorités ou organismes;

soit plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance sont désignés par ces autorités ou organismes;

e) les associations formées par un ou plusieurs pouvoirs adjudicateurs visés au 1°, a, b, c ou d;

2° entreprise publique : toute entreprise exerçant une activité visée par le titre III de la présente loi sur laquelle les pouvoirs adjudicateurs peuvent exercer directement ou indirectement une influence dominante du fait de la propriété, de la participation financière ou des règles qui la régissent. L'influence dominante est présumée lorsque ceux-ci, directement ou indirectement, à l'égard de l'entreprise :

— détiennent la majorité du capital de l'entreprise, ou

— disposent de la majorité des voix attachées aux parts émises par l'entreprise, ou

— peuvent désigner plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance de l'entreprise;

3° entité adjudicatrice : la personne de droit privé exerçant une activité visée au titre IV et bénéficiant de droits spéciaux ou exclusifs. Les droits spéciaux ou exclusifs sont les droits accordés par l'autorité compétente au moyen de toute disposition législative, réglementaire ou administrative ayant pour effet de réserver à une ou plusieurs entités l'exercice d'une activité visée au présent titre et d'affecter substantiellement la capacité des autres entités d'exercer cette activité;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

N. 2007 — 774

[C — 2006/21341]

15 JUNI 2006. — Wet overheidsopdrachten
en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — Algemene bepalingen en definities

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Ze voorziet in de omzetting van de Richtlijn 2004/17/EG van 31 maart 2004 houdende coördinatie van de procedures voor het plaatsen van opdrachten in de sectoren water- en energievoorziening, vervoer en postdiensten en de Richtlijn 2004/18/EG van 31 maart 2004 betreffende de coördinatie van de procedures voor het plaatsen van overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten.

Art. 2. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° aanbestedende overheid :

a) de Staat;

b) de territoriale lichamen;

c) de publiekrechtelijke instellingen;

d) de rechtspersonen, welke ook hun vorm en aard mogen zijn, die op de datum van de beslissing om tot een opdracht over te gaan :

— opgericht zijn met het specifieke doel te voorzien in behoeften van algemeen belang die niet van industriële of commerciële aard zijn, en

— rechtspersoonlijkheid hebben, en

waarvan

ofwel de werkzaamheden in hoofdzaak gefinancierd worden door de overheden of instellingen vermeld in 1°, a, b of c;

ofwel het beheer onderworpen is aan het toezicht van die overheden of instellingen;

ofwel de leden van de directie, van de raad van bestuur of van de raad van toezicht voor meer dan de helft door die overheden of instellingen zijn aangewezen;

e) de verenigingen bestaande uit een of meer aanbestedende overheden als bedoeld in 1°, a, b, c of d;

2° overheidsbedrijf : elke onderneming die een activiteit bedoeld in titel III van deze wet uitoefent waarop de aanbestedende overheden rechtstreeks of onrechtstreeks een overheersende invloed kunnen uitoefenen uit hoofde van eigendom, financiële deelneming of in de onderneming geldende voorschriften. De overheersende invloed wordt vermoed wanneer deze overheden, rechtstreeks of onrechtstreeks, ten opzichte van de onderneming :

— de meerderheid van het maatschappelijk kapitaal bezitten, of

— over de meerderheid van de stemmen beschikken die verbonden zijn aan de door de onderneming uitgegeven aandelen, of

— meer dan de helft van de leden van het bestuurs-, leidinggevend of toezichthoudend orgaan van de onderneming kunnen aanwijzen;

3° aanbestedende entiteit : de privaatrechtelijke persoon die bijzondere of uitsluitende rechten geniet wanneer hij een activiteit uitoefent als bedoeld in titel IV. De bijzondere of uitsluitende rechten zijn rechten die voortvloeien uit een door een bevoegde overheid verleende machtiging op grond van een wettelijke, reglementaire of administratieve bepaling die tot gevolg heeft dat de uitoefening van een van de in deze titel bedoelde activiteiten aan een of meer entiteiten voorbehouden blijft waardoor de mogelijkheden van andere entiteiten om dezelfde activiteit uit te oefenen wezenlijk nadelig worden beïnvloed;

4° centrale d'achat ou centrale de marchés : un pouvoir adjudicateur au sens du 1° qui :

— acquiert des fournitures ou des services destinés à des pouvoirs adjudicateurs, à des entreprises publiques ou à des entités adjudicatrices ou

— passe des marchés publics ou conclut des accords-cadres de travaux, de fournitures ou de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs, à des entreprises publiques ou à des entités adjudicatrices;

5° entrepreneur, fournisseur et prestataire de services : toute personne physique ou morale ou entité publique ou groupement de ces personnes ou organismes qui offre, respectivement, la réalisation de travaux ou d'ouvrages, des fournitures ou des services sur le marché.

Art. 3. Pour l'application la présente loi, on entend par :

1° marché public : le contrat à titre onéreux conclu entre un ou plusieurs entrepreneurs, fournisseurs ou prestataires de services et un ou plusieurs pouvoirs adjudicateurs ou entreprises publiques et ayant pour objet l'exécution de travaux, la fourniture de produits ou la prestation de services;

2° marché public de travaux : le marché public ayant pour objet soit l'exécution, soit conjointement la conception et l'exécution de travaux relatifs à une des activités mentionnées à l'annexe I^{re} de la présente loi ou d'un ouvrage, soit la réalisation, par quelque moyen que ce soit, d'un ouvrage répondant aux besoins précisés par le pouvoir adjudicateur ou l'entreprise publique. Un ouvrage est le résultat d'un ensemble de travaux de bâtiment ou de génie civil destiné à remplir par lui-même une fonction économique ou technique;

3° marché public de fournitures : le marché public autre qu'un marché public de travaux ayant pour objet l'achat, le crédit-bail, la location ou la location-vente, avec ou sans option d'achat, de produits.

Un marché public ayant pour objet la fourniture de produits et, à titre accessoire, les travaux de pose et d'installation est considéré comme un marché public de fournitures;

4° marché public de services : le marché public autre qu'un marché public de travaux ou de fournitures, portant sur la prestation de services visés à l'annexe II de la présente loi.

Un marché public ayant pour objet à la fois des fournitures et des services visés à l'annexe II de la présente loi est considéré comme un marché public de services lorsque la valeur des services en question dépasse celle des fournitures incorporées dans le marché.

Un marché public ayant pour objet des services visés à l'annexe II de la présente loi et ne comportant des activités visées à l'annexe I^{re} de la présente loi qu'à titre accessoire par rapport à l'objet principal du marché est considéré comme un marché public de services;

5° procédure ouverte : la procédure de passation dans laquelle tout entrepreneur, fournisseur ou prestataire de services intéressé peut présenter une offre et dans laquelle la séance d'ouverture des offres est publique;

6° procédure restreinte : la procédure de passation à laquelle tout entrepreneur, fournisseur ou prestataire de services peut demander à participer et dans laquelle seuls les candidats sélectionnés par le pouvoir adjudicateur ou l'entreprise publique peuvent présenter une offre et assister à la séance d'ouverture des offres;

7° procédure négociée sans publicité : la procédure de passation dans laquelle le pouvoir adjudicateur ou l'entreprise publique consulte les entrepreneurs, fournisseurs ou prestataires de services de son choix et négocie les conditions du marché avec un ou plusieurs d'entre eux;

8° procédure négociée avec publicité : la procédure présentant les mêmes caractéristiques que celle définies au 7°, à l'exception du fait qu'une publicité doit être organisée;

9° dialogue compétitif : la procédure de passation à laquelle tout entrepreneur, fournisseur ou prestataire de services peut demander à participer et dans laquelle le pouvoir adjudicateur conduit un dialogue avec les candidats sélectionnés à cette procédure, en vue de développer une ou plusieurs solutions aptes à répondre à ses besoins et sur la base de laquelle ou desquelles les candidats retenus seront invités à remettre une offre;

4° aankoopcentrale of opdrachtcentrale : een aanbestedende overheid in de zin van 1° die :

— leveringen of diensten verwerft die bestemd zijn voor aanbestedende overheden, overheidsbedrijven of aanbestedende entiteiten of

— overheidsopdrachten gunt of raamovereenkomsten sluit met betrekking tot werken, leveringen of diensten die bestemd zijn voor aanbestedende overheden, overheidsbedrijven of aanbestedende entiteiten;

5° aannemer, leverancier of dienstverlener : elke natuurlijke of rechtspersoon, elke overheidsinstelling of elke combinatie van deze personen of overheidsinstellingen die respectievelijk de uitvoering van werken of van bouwwerken, leveringen of diensten op de markt aanbiedt.

Art. 3. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° overheidsopdracht : de overeenkomst onder bezwarende titel die wordt gesloten tussen één of meer aannemers, leveranciers of dienstverleners en één of meer aanbestedende overheden of overheidsbedrijven en die betrekking heeft op het uitvoeren van werken, het leveren van producten of het verlenen van diensten;

2° overheidsopdracht voor werken : de overheidsopdracht die betrekking heeft op hetzij het uitvoeren, hetzij zowel het ontwerpen als het uitvoeren van werken in het kader van één van de in bijlage I van deze wet vermelde werkzaamheden of van een bouwwerk, dan wel het laten uitvoeren, met welke middelen ook, van een bouwwerk dat aan de door de aanbestedende overheid of het overheidsbedrijf vastgestelde behoeften voldoet. Een bouwwerk is het product van een geheel van bouwkundige of civieltechnische werken dat ertoe bestemd is als zodanig een economische of technische functie te vervullen;

3° overheidsopdracht voor leveringen : een andere overheidsopdracht dan een overheidsopdracht voor werken die betrekking heeft op de aankoop, leasing, huur of huurkoop, met of zonder koopoptie, van producten.

Een overheidsopdracht die betrekking heeft op het leveren van producten en in bijkomende orde op plaatsings- en installatiewerkzaamheden wordt als een overheidsopdracht voor leveringen beschouwd;

4° overheidsopdracht voor diensten : een andere overheidsopdracht dan een overheidsopdracht voor werken of leveringen die betrekking heeft op het verlenen van de in bijlage II van deze wet bedoelde diensten.

Een overheidsopdracht die zowel betrekking heeft op leveringen als op de in bijlage II van deze wet bedoelde diensten, wordt als een overheidsopdracht voor diensten beschouwd indien de waarde van de desbetreffende diensten hoger is dan die van de in de opdracht opgenomen leveringen.

Een overheidsopdracht die betrekking heeft op de in bijlage II van deze wet bedoelde diensten en ten opzichte van het hoofdvoorwerp van de opdracht slechts bijkomstig werkzaamheden omvat als bedoeld in bijlage I van deze wet, wordt als een overheidsopdracht voor diensten beschouwd;

5° open procedure : de gunningsprocedure waarbij elke belangstellende aannemer, leverancier of dienstverlener een offerte mag indienen en waarbij de openingszitting van de offertes openbaar is;

6° beperkte procedure : de gunningsprocedure waarbij elke aannemer, leverancier of dienstverlener een aanvraag tot deelneming mag indienen en waarbij alleen de door de aanbestedende overheid of het overheidsbedrijf geselecteerde kandidaten een offerte mogen indienen en aanwezig mogen zijn op de openingszitting van de offertes;

7° onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking : de gunningsprocedure waarbij de aanbestedende overheid of het overheidsbedrijf de door haar gekozen aannemers, leveranciers of dienstverleners raadpleegt en over de voorwaarden van de opdracht onderhandelt met één of meer van hen;

8° onderhandelingsprocedure met bekendmaking : de procedure met dezelfde kenmerken als die omschreven in 7°, behalve dat de bekendmaking ervan verplicht is;

9° concurrentiedialoog : de gunningsprocedure waaraan alle aannemers, leveranciers of dienstverleners mogen vragen deel te nemen en waarbij de aanbestedende overheid een dialoog voert met de voor deze procedure geselecteerde kandidaten, teneinde één of meer oplossingen uit te werken die aan de behoeften van de aanbestedende overheid beantwoorden en op grond waarvan de gekozen kandidaten zullen worden uitgenodigd om een offerte in te dienen;

10° concours de projets : la procédure qui permet au pouvoir adjudicateur ou à l'entreprise publique d'acquérir un plan ou un projet qui est choisi par un jury après mise en concurrence;

11° marché public de promotion de travaux : le marché public portant à la fois sur le financement et l'exécution de travaux ainsi que, le cas échéant, sur toute prestation de services relative à ceux-ci;

12° concession de travaux publics : le contrat présentant les mêmes caractéristiques qu'un marché public de travaux, à l'exception du fait que la contrepartie des travaux consiste soit uniquement dans le droit d'exploiter l'ouvrage, soit dans ce droit assorti d'un prix;

13° système d'acquisition dynamique : le processus entièrement électronique pour l'acquisition de fournitures et de services d'usage courant, dont les caractéristiques généralement disponibles sur le marché satisfont aux besoins du pouvoir adjudicateur ou de l'entreprise publique, limité dans le temps et ouvert pendant toute sa durée à tout fournisseur et prestataire de services satisfaisant aux critères de sélection et ayant présenté une offre indicative conforme au cahier spécial des charges;

14° enchère électronique : le processus itératif, applicable à des fournitures et services d'usage courant, selon un dispositif électronique de présentation de nouveaux prix, revus à la baisse ou de nouvelles valeurs portant sur certains éléments des offres, qui intervient après une première évaluation complète des offres, permettant que leur classement puisse être effectué sur la base d'un traitement automatique;

15° accord-cadre : l'accord conclu entre un ou plusieurs pouvoirs adjudicateurs ou entreprises publiques et un ou plusieurs entrepreneurs, fournisseurs ou prestataires de services ayant pour objet d'établir les termes régissant les marchés à passer au cours d'une période donnée, notamment en ce qui concerne les prix et, le cas échéant, les quantités envisagées.

Art. 4. Pour l'application du titre IV de la loi, on entend par :

1° marché : le contrat présentant les mêmes caractéristiques qu'un marché public, à l'exception du fait qu'il est conclu par une entité adjudicatrice au sens de l'article 2, 3°;

2° marché de travaux, de fournitures ou de services : le marché ayant pour objet des travaux, des fournitures ou des services au sens de l'article 3, 2° à 4°;

3° procédure ouverte : la procédure de passation dans laquelle tout entrepreneur, fournisseur ou prestataire de services peut présenter une offre;

4° procédure restreinte : la procédure de passation dans laquelle tout entrepreneur, fournisseur ou prestataire de services peut demander à participer et dans laquelle seuls les candidats sélectionnés par l'entité adjudicatrice au sens de l'article 2, 3°, peuvent présenter une offre;

5° procédure négociée sans publicité, procédure négociée avec publicité et concours de projets : les procédures de passation présentant les mêmes caractéristiques que celles définies à l'article 3, 7°, 8° et 10°, à l'exception du fait qu'elles sont lancées par une entité adjudicatrice au sens de l'article 2, 3°;

6° système d'acquisition dynamique, concession de travaux, enchère électronique et accord-cadre : les processus ou l'accord présentant les mêmes caractéristiques que celles définies à l'article 3, 12° à 15°, à l'exception du fait qu'il y est recouru par une entité adjudicatrice au sens de l'article 2, 3°.

TITRE II. — Des marchés publics

CHAPITRE I^{er}. — Principes généraux

Art. 5. Les pouvoirs adjudicateurs traitent les entrepreneurs, les fournisseurs et les prestataires de services dans le respect de l'égalité, de manière non discriminatoire et agissent avec transparence.

Les marchés publics sont attribués avec concurrence, après vérification du droit d'accès, sélection qualitative et examen des offres des participants, conformément à une des procédures de passation déterminées au chapitre IV.

Art. 6. § 1^{er}. Les marchés publics sont passés à forfait.

Le caractère forfaitaire des marchés publics ne fait pas obstacle à la révision des prix en fonction de facteurs déterminés d'ordre économique ou social, à condition que cette révision soit prévue dans le cahier spécial des charges ou dans le contrat.

La révision doit rencontrer l'évolution des prix des principaux composants du prix de revient, selon des modalités à fixer par le Roi.

10° ontwerpenwedstrijd : de procedure die tot doel heeft de aanbestedende overheid of het overheidsbedrijf een plan of een ontwerp te verschaffen dat na mededinging door een jury wordt gekozen;

11° promotieopdracht van werken : de overheidsopdracht die zowel betrekking heeft op het financieren als op het uitvoeren van werken en, in voorkomend geval, op elke dienstverlening in dat verband;

12° concessie voor openbare werken : de overeenkomst met dezelfde kenmerken als een overheidsopdracht voor werken, behalve dat de tegenprestatie voor de werken bestaat uit hetzij uitsluitend het recht het werk te exploiteren, hetzij dit recht gepaard gaande met een prijs;

13° dynamisch aankoopstelsel : het geheel elektronisch proces voor het verwerven van leveringen en diensten voor courant gebruik, met algemeen op de markt beschikbare kenmerken die overeenstemmen met de behoeften van de aanbestedende overheid of van het overheidsbedrijf, dat beperkt is in de tijd en gedurende de gehele looptijd openstaat voor elke leverancier en dienstverlener die voldoet aan de selectiecriteria en een indicatieve offerte heeft ingediend overeenkomstig de eisen van het bestek;

14° elektronische veiling : het zich herhalend proces langs elektronische weg, toepasselijk voor leveringen en diensten voor courant gebruik, voor de voorstelling van nieuwe, verlaagde prijzen of van nieuwe waarden voor bepaalde elementen van de offertes, dat plaatsvindt na de eerste volledige beoordeling van de offertes en hun klassering op basis van elektronische verwerking mogelijk maakt;

15° raamovereenkomst : een overeenkomst gesloten tussen één of meer aanbestedende overheden of overheidsbedrijven en één of meer aannemers, leveranciers of dienstverleners met het doel gedurende een bepaalde periode de voorwaarden inzake te gunnen opdrachten vast te leggen, met name wat betreft de prijzen en eventueel de beoogde hoeveelheden.

Art. 4. Voor de toepassing van titel IV van de wet, wordt verstaan onder :

1° opdracht : de overeenkomst met dezelfde kenmerken als een overheidsopdracht, behalve dat die gesloten wordt door een aanbestedende entiteit in de zin van artikel 2, 3°;

2° opdracht voor werken, leveringen of diensten : de opdracht betreffende werken, leveringen of diensten in de zin van artikel 3, 2° tot 4°;

3° open procedure : de gunningsprocedure waarbij elke aannemer, leverancier of dienstverlener een offerte mag indienen;

4° beperkte procedure : de gunningsprocedure waarbij elke aannemer, leverancier of dienstverlener een aanvraag tot deelneming mag indienen en waarbij enkel de kandidaten geselecteerd door de aanbestedende entiteit in de zin van artikel 2, 3°, een offerte mogen indienen;

5° onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, onderhandelingsprocedure met bekendmaking en ontwerpenwedstrijd : de gunningsprocedures met dezelfde kenmerken als die omschreven in artikel 3, 7°, 8° en 10°, behalve dat ze worden uitgeschreven door een aanbestedende entiteit in de zin van artikel 2, 3°;

6° dynamisch aankoopstelsel, concessie voor werken, elektronische veiling en raamovereenkomst : de processen of de overeenkomst met dezelfde kenmerken als die omschreven in artikel 3, 12° tot 15°, behalve dat daarvan gebruik wordt gemaakt door een aanbestedende entiteit in de zin van artikel 2, 3°.

TITEL II. — Overheidsopdrachten

HOOFDSTUK I. — Algemene beginselen

Art. 5. De aanbestedende overheden behandelen de aannemers, de leveranciers en de dienstverleners op gelijke, niet-discriminerende en transparante wijze.

De overheidsopdrachten worden gegund na mededinging, na onderzoek van het toegangsrecht, de kwalitatieve selectie en onderzoek van de offertes van de deelnemers, overeenkomstig één van de in hoofdstuk IV bepaalde gunningsprocedures.

Art. 6. § 1. De overheidsopdrachten worden gegund op forfaitaire basis.

De forfaitaire grondslag van de overheidsopdrachten vormt geen belemmering voor de herziening van de prijzen in het licht van bepaalde economische of sociale factoren, op voorwaarde dat deze herziening in het bestek of in de overeenkomst is vermeld.

De herziening moet tegemoetkomen aan de prijsevolutie van de hoofdcomponenten van de kostprijs, overeenkomstig de door de Koning te bepalen modaliteiten.

Si l'entrepreneur, le fournisseur ou le prestataire de services a recours à des sous-traitants, ceux-ci doivent, s'il y a lieu, se voir appliquer la révision de leurs prix suivant les modalités à fixer par le Roi et dans la mesure correspondant à la nature des prestations qu'ils exécutent.

§ 2. Les marchés publics peuvent être passés sans fixation forfaitaire des prix :

1° dans des cas exceptionnels, pour les travaux, fournitures ou services complexes ou d'une technique nouvelle, présentant des aléas techniques importants, qui obligent à commencer l'exécution des prestations alors que toutes les conditions de réalisation et obligations ne peuvent en être déterminées complètement;

2° en cas de circonstances extraordinaires et imprévisibles, quand ils ont trait à des travaux, des fournitures ou des services urgents dont la nature et les conditions de réalisation sont difficiles à définir.

Art. 7. Un paiement ne peut être effectué que pour un service fait et accepté. Sont admis à ce titre, suivant ce qui est prévu au contrat, les approvisionnements constitués pour l'exécution du marché et approuvés par le pouvoir adjudicateur.

Toutefois, des avances peuvent être accordées selon les conditions fixées par le Roi.

Art. 8. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application d'autres interdictions résultant d'une loi, d'un décret, d'une ordonnance, d'une disposition réglementaire ou statutaire, il est interdit à tout fonctionnaire, officier public ou à toute autre personne liée à un pouvoir adjudicateur de quelque manière que ce soit, d'intervenir d'une façon quelconque, directement ou indirectement, dans la passation et l'exécution d'un marché public dès qu'il pourrait se trouver, soit personnellement, soit par personne interposée, dans une situation de conflit d'intérêts avec un candidat ou un soumissionnaire.

§ 2. L'existence de ce conflit d'intérêts est en tout cas présumée :

1° dès qu'il y a parenté ou alliance, en ligne directe jusqu'au troisième degré et, en ligne collatérale, jusqu'au quatrième degré, ou de cohabitation légale, entre le fonctionnaire, l'officier public ou la personne physique visée au § 1^{er} et l'un des candidats ou soumissionnaires ou toute autre personne physique qui exerce pour le compte de l'un de ceux-ci un pouvoir de direction ou de gestion;

2° lorsque le fonctionnaire, l'officier public ou la personne physique visée au § 1^{er} est lui-même ou par personne interposée, propriétaire, copropriétaire ou associé actif de l'une des entreprises candidates ou soumissionnaires ou exerce, en droit ou en fait, lui-même ou par personne interposée, un pouvoir de direction ou de gestion.

Le fonctionnaire, l'officier public ou la personne physique se trouvant dans l'une de ces situations est tenu de se récuser.

§ 3. Lorsque le fonctionnaire, l'officier public ou la personne physique ou morale visée au § 1^{er} détient, soit lui-même, soit par personne interposée, une ou plusieurs actions ou parts représentant au moins cinq pour cent du capital social de l'une des entreprises candidates ou soumissionnaires, il a l'obligation d'en informer le pouvoir adjudicateur.

Art. 9. Est interdit tout acte, convention ou entente de nature à fausser les conditions normales de la concurrence. Les demandes de participation ou les offres remises à la suite d'un tel acte, convention ou entente doivent être écartées.

Si un tel acte, convention ou entente a abouti à la conclusion d'un marché public, le pouvoir adjudicateur applique les mesures prévues en cas de manquement aux clauses du contrat, à moins qu'il n'en dispose autrement par décision motivée.

Art. 10. Le Roi fixe les règles applicables aux moyens de communication entre les pouvoirs adjudicateurs et les entrepreneurs, les fournisseurs et les prestataires de services. Les moyens de communication choisis doivent être généralement disponibles et ne peuvent avoir pour effet de restreindre l'accès à la procédure de passation.

Art. 11. Le pouvoir adjudicateur et toute personne qui, en raison de ses fonctions ou des missions qui lui ont été confiées, a connaissance de renseignements confidentiels relatifs à un marché ou qui ont trait à la passation et à l'exécution du marché, communiqués par les candidats, soumissionnaires, entrepreneurs, fournisseurs ou prestataires de services, ne divulguent aucun de ces renseignements. Ces renseignements concernent notamment les secrets techniques ou commerciaux et les aspects confidentiels des offres.

Wanneer de aannemer, de leverancier of de dienstverlener een beroep doet op onderaannemers, dan moeten die, in voorkomend geval, ook in de weerslag van de herziening van hun prijzen delen volgens de door de Koning te bepalen modaliteiten en in de mate die overeenstemt met de aard van de door hen uitgevoerde prestaties.

§ 2. De overheidsopdrachten mogen worden gegund zonder forfaitaire prijsbepaling :

1° in uitzonderlijke gevallen, voor de werken, leveringen of diensten die ingewikkeld zijn of een nieuwe techniek inluiden, met belangrijke technische risico's, die verplichten tot het aanvatten van de uitvoering van de prestaties, terwijl niet alle uitvoeringsvoorwaarden en verplichtingen volledig kunnen worden bepaald;

2° in buitengewone en onvoorzienbare omstandigheden, wanneer zij betrekking hebben op spoedeisende werken, leveringen of diensten waarvan de aard en de uitvoeringsvoorwaarden moeilijk kunnen worden omschreven.

Art. 7. Betalingen mogen alleen worden gedaan voor verstrekte en aanvaarde prestaties. Als zodanig worden beschouwd, volgens wat in de overeenkomst is bepaald, de voorraden die aangelegd zijn voor de uitvoering van de opdracht en die door de aanbestedende overheid zijn goedgekeurd.

Nochtans kunnen voorschotten worden toegestaan volgens de voorwaarden vastgesteld door de Koning.

Art. 8. § 1. Onverminderd de toepassing van andere verbodsbepalingen die voortvloeien uit een wet, een decreet, een ordonnantie, een reglement of statuut, is het elke ambtenaar, openbare gezagsdrager of ieder ander persoon die op welke wijze ook aan de aanbestedende overheid verbonden is, verboden, op welke wijze ook, rechtstreeks of onrechtstreeks tussen te komen bij de gunning en de uitvoering van een overheidsopdracht zodra hij daardoor, persoonlijk of via een tussenpersoon, zou kunnen terechtkomen in een toestand van belangenvermenging met een kandidaat of inschrijver.

§ 2. Deze belangenvermenging wordt alleszins vermoed te bestaan :

1° zodra de ambtenaar, de openbare gezagsdrager of de natuurlijke persoon bedoeld in § 1, bloed- of aanverwant is in de rechte lijn tot de derde graad en in de zijlijn tot de vierde graad of in geval van wettelijke samenwoning, met een van de kandidaten of inschrijvers of met ieder ander natuurlijk persoon die voor rekening van een van hen een directie- of beheersbevoegdheid uitoefent;

2° indien de ambtenaar, de openbare gezagsdrager of de natuurlijke persoon bedoeld in § 1 zelf of via een tussenpersoon eigenaar, mede-eigenaar of werkend vennoot is van één van de kandiderende of inschrijvende ondernemingen dan wel in rechte of in feite, zelf of via een tussenpersoon, een directie- of beheersbevoegdheid uitoefent.

De ambtenaar, de openbare gezagsdrager of de natuurlijke persoon die zich in een van deze toestanden bevindt, is verplicht zichzelf te wraken.

§ 3. Indien de ambtenaar, de openbare gezagsdrager, de natuurlijke persoon of rechtspersoon bedoeld in § 1, zelf of via een tussenpersoon, een of meer aandelen of deelbewijzen ter waarde van ten minste vijf percent van het maatschappelijk kapitaal van een van de kandiderende of inschrijvende ondernemingen bezit, is hij verplicht de aanbestedende overheid daarvan in kennis te stellen.

Art. 9. Elke handeling, overeenkomst of afspraak die de normale mededingingsvoorwaarden kan vertekenen, is verboden. De aanvragen tot deelneming of de offertes die met zodanige handeling, overeenkomst of afspraak zijn ingediend, moeten worden geweerd.

Wanneer zodanige handeling, overeenkomst of afspraak tot het toewijzen van een overheidsopdracht heeft geleid, treft de aanbestedende overheid de maatregelen voor inbreuken op de bepalingen van de overeenkomst, tenzij ze, bij een met redenen omklede beslissing anders beschikt.

Art. 10. De Koning bepaalt de regels die van toepassing zijn op de communicatiemiddelen tussen de aanbestedende overheden en de aannemers, leveranciers en dienstverleners. De gekozen communicatiemiddelen moeten algemeen beschikbaar zijn en mogen de toegang tot de gunningsprocedure niet beperken.

Art. 11. De aanbestedende overheid en elke persoon die, in het kader van zijn functie of van de hem toevertrouwde opdrachten, kennis heeft van vertrouwelijke informatie over een opdracht of die hem, in het kader van de gunning en uitvoering van de opdracht, door de kandidaten, inschrijvers, aannemers, leveranciers of dienstverleners werd verstrekt, mogen die informatie niet bekendmaken. Deze informatie heeft meer bepaald betrekking op de technische of commerciële geheimen en op de vertrouwelijke aspecten van de offertes.

Dans le cas d'une procédure de recours, l'instance saisie et le pouvoir adjudicateur veillent au respect du caractère confidentiel des renseignements visés à l'alinéa précédent.

En toute hypothèse, les candidats, les soumissionnaires et les tiers n'ont aucun accès aux documents relatifs à la procédure de passation des marchés aussi longtemps que le pouvoir adjudicateur n'a pas pris de décision, selon le cas, au sujet de la sélection des candidats, de la régularité des offres, de l'attribution du marché ou de la renonciation à poursuivre la procédure.

CHAPITRE II. — *Champ d'application quant aux personnes*

Art. 12. Sont soumis à l'application du présent titre les pouvoirs adjudicateurs définis à l'article 2, 1°.

Une liste non limitative des organismes de droit public visés et des personnes visées à l'article 2, 1°, c), et d), est établie par le Roi.

Art. 13. Le Roi peut rendre les dispositions de la présente loi ou certaines d'entre elles applicables aux personnes de droit privé ne répondant pas aux conditions de l'article 2, 1°, d), et qui passent des marchés de travaux ou de services subventionnés par les pouvoirs adjudicateurs visés à l'article 12.

Art. 14. Lorsqu'un pouvoir adjudicateur octroie à une entité autre qu'un tel pouvoir adjudicateur des droits spéciaux ou exclusifs d'exercer une activité de service public, l'acte par lequel ces droits sont octroyés prévoit que l'entité concernée doit, pour les marchés de fournitures qu'elle passe avec des tiers dans le cadre de cette activité, respecter le principe de non-discrimination en raison de la nationalité.

Art. 15. Un pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale d'achat ou de marchés telle que définie à l'article 2, 4°, est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation.

CHAPITRE III. — *Champ d'application quant aux marchés*

Art. 16. Le présent titre s'applique aux marchés publics définis à l'article 3, 1° à 4°, 10° à 12° et 15°, passés par les pouvoirs adjudicateurs visés à l'article 12.

Art. 17. § 1^{er}. La présente loi ne s'applique pas aux marchés publics régis par des règles procédurales différentes, à passer :

1° en vertu d'un accord international conclu en conformité avec le Traité instituant la Communauté européenne, avec un ou plusieurs pays tiers à la Communauté européenne et portant sur des travaux ou des fournitures destinés à la réalisation ou à l'exploitation en commun d'un ouvrage ou sur des services ou des concours destinés à la réalisation ou à l'exploitation en commun d'un projet par les Etats signataires;

2° en vertu d'un accord international conclu en relation avec le stationnement de troupes et concernant des entreprises d'un Etat membre ou d'un pays tiers;

3° en vertu de la procédure spécifique d'une organisation internationale.

§ 2. La présente loi ne s'applique pas aux marchés publics de services visés à l'article 3, 4°, attribués par un pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur ou à une association de pouvoirs adjudicateurs, sur la base d'un droit exclusif dont ceux-ci bénéficient en vertu de dispositions législatives, réglementaires ou administratives publiées et compatibles avec le Traité instituant la Communauté européenne.

§ 3. La présente loi ne s'applique pas aux marchés publics de fournitures et de services auxquels s'applique l'article 296 du Traité instituant la Communauté européenne, à passer, par le ministre ou par l'autorité qu'il mandate à cette fin, dans le cadre d'une coopération internationale de quelque nature que ce soit réunissant majoritairement des Etats membres de l'Union européenne ou de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Le Roi fixe les modalités de contrôle auxquelles sont soumis ces marchés.

Art. 18. Le Roi peut soumettre à des règles spécifiques de passation et d'exécution les marchés auxquels s'applique l'article 296 du Traité instituant la Communauté européenne.

In geval van een verhaalprocedure moeten de betrokken instantie en de aanbestedende overheid erop toezien dat het in het vorige lid bedoelde vertrouwelijke karakter van de informatie wordt nageleefd.

In elk geval hebben de kandidaten, inschrijvers en derden geen toegang tot de documenten betreffende de gunningsprocedure van de opdrachten zolang de aanbestedende overheid geen beslissing heeft genomen, naar gelang van het geval, over de selectie van de kandidaten, de regelmatigheid van de offertes, de gunning van de opdracht of de beslissing om de procedure stop te zetten.

HOOFDSTUK II. — *Toepassingsgebied wat de personen betreft*

Art. 12. Deze titel is van toepassing op de aanbestedende overheden zoals omschreven in artikel 2, 1°.

Een niet-limitatieve lijst van de publiekrechtelijke instellingen en van de personen bedoeld in artikel 2, 1°, c), en d), wordt door de Koning opgesteld.

Art. 13. De Koning kan de bepalingen van deze wet of sommige ervan toepasselijk maken op de privaatrechtelijke personen die niet voldoen aan de voorwaarden van artikel 2, 1°, d), en die opdrachten voor werken of diensten gunnen die gesubsidieerd worden door de in artikel 12 bedoelde aanbestedende overheden.

Art. 14. Wanneer een aanbestedende overheid aan een instelling die zelf geen aanbestedende overheid is, bijzondere of uitsluitende rechten toekent om een activiteit van openbare dienst uit te oefenen, bepaalt de akte waarin deze rechten worden toegekend dat deze instelling, wat betreft de opdrachten van leveringen die ze aan derden gunt in het kader van deze activiteit, het beginsel van niet-discriminatie op grond van nationaliteit moet naleven.

Art. 15. Een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoop- of opdrachtcentrale als bedoeld in artikel 2, 4°, is vrijgesteld van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren.

HOOFDSTUK III. — *Toepassingsgebied wat de opdrachten betreft*

Art. 16. Deze titel is van toepassing op de in artikel 3, 1° tot 4°, 10° tot 12° en 15°, omschreven overheidsopdrachten, die gegund worden door de in artikel 12 bedoelde aanbestedende overheden.

Art. 17. § 1. Deze wet is niet van toepassing op de overheidsopdrachten waarvoor andere procedurevoorschriften gelden en die gegund worden krachtens :

1° een internationaal akkoord, gesloten in overeenstemming met het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, met één of meerdere derde landen buiten de Europese Gemeenschap, dat betrekking heeft op werken of leveringen bestemd voor de gemeenschappelijke verwezenlijking of exploitatie van een bouwwerk, of op diensten of wedstrijden bestemd voor de gemeenschappelijke verwezenlijking of exploitatie van een project door de ondertekenende Staten;

2° een internationaal akkoord gesloten in verband met de legering van strijdkrachten en betreffende ondernemingen van een lidstaat of een derde land;

3° de specifieke procedure van een internationale instelling.

§ 2. Deze wet is niet van toepassing op de overheidsopdrachten voor diensten bedoeld in artikel 3, 4°, die worden gegund door een aanbestedende overheid aan een andere aanbestedende overheid of aan een vereniging van aanbestedende overheden op basis van een alleenrecht dat ze genieten krachtens bekendgemaakte wettelijke, reglementaire of administratieve bepalingen die verenigbaar zijn met het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap.

§ 3. Deze wet is niet van toepassing op de overheidsopdrachten voor leveringen en diensten waarop artikel 296 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap van toepassing is en die door de minister of de overheid die hij daarvoor mandateert, worden gegund in het kader van een internationale samenwerking, van welke aard ook, waarbij voor het merendeel lidstaten van de Europese Unie of van de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie betrokken zijn. De Koning bepaalt de controlemodaliteiten die op deze opdrachten van toepassing zijn.

Art. 18. De Koning kan specifieke gunnings- en uitvoeringsvoorschriften toepasselijk maken op de opdrachten die worden gegund overeenkomstig artikel 296 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap.

CHAPITRE IV. — Procédure de passation

Section 1^{re}. — Publicité

Art. 19. Sauf exception prévue dans la présente loi et sans préjudice de la publicité européenne à partir de certains montants, les marchés publics sont soumis à une publicité appropriée, dont le Roi fixe les modalités.

La publication au *Bulletin des Adjudications* est gratuite pour autant que les données soient introduites par des moyens de saisie électronique en ligne ou par des transferts de données entre systèmes permettant une publication automatisée et structurée.

Section II. — Droit d'accès et sélection qualitative

Art. 20. Le Roi fixe les règles en matière de droit d'accès ainsi que celles relatives à la sélection qualitative des candidats et des soumissionnaires.

Sauf exigences impératives d'intérêt général, est exclu de la participation à tout marché public tout candidat ou soumissionnaire ayant fait l'objet d'une condamnation prononcée par une décision judiciaire ayant force de chose jugée dont le pouvoir adjudicateur a connaissance pour participation à une organisation criminelle, corruption, fraude ou blanchiment de capitaux.

Art. 21. Les entrepreneurs, les fournisseurs et les prestataires de services originaires de pays tiers à la Communauté européenne ne sont admis à déposer une demande de participation ou une offre en application du présent titre que s'ils peuvent, à cette fin, se fonder sur un traité international ou un acte d'une institution internationale, dans les limites et les conditions prévues par l'acte concerné.

L'avis de marché ou, en son absence, le cahier spécial des charges, peut prévoir une disposition contraire.

Art. 22. § 1^{er}. Un pouvoir adjudicateur peut, dans le respect des principes du Traité instituant la Communauté européenne, réserver l'accès à la procédure de passation à des ateliers protégés ou en réserver l'exécution dans le cadre de programmes d'emplois protégés, lorsque la majorité des travailleurs concernés sont des personnes handicapées qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales.

L'avis de marché ou, en son absence, le cahier spécial des charges, fait mention de cette réservation d'accès.

§ 2. Lorsqu'un marché public n'atteint pas le montant fixé pour la publicité européenne, un pouvoir adjudicateur peut, dans le respect des principes du Traité instituant la Communauté européenne, réserver l'accès à la procédure de passation à des entreprises d'économie sociale d'insertion.

On entend par entreprise d'économie sociale d'insertion, l'entreprise répondant aux conditions de l'article 59 de la loi du 26 mars 1999 relative au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses, ou remplissant des conditions équivalentes dans l'état d'origine du candidat ou du soumissionnaire.

Section III. — Modes de passation

Sous-section 1^{re}. — Adjudication et appel d'offres

Art. 23. Les marchés publics sont passés en principe par procédure ouverte ou restreinte, soit par adjudication, soit par appel d'offres, lesquels sont nommés respectivement adjudication ouverte ou restreinte et appel d'offres ouvert ou restreint. Le Roi fixe l'organisation de ces modes de passation.

Art. 24. Lorsque le pouvoir adjudicateur décide d'attribuer le marché par adjudication, celui-ci doit être attribué au soumissionnaire qui a remis l'offre régulière la plus basse, sous peine d'une indemnité forfaitaire fixée à dix pour cent du montant, hors taxe sur la valeur ajoutée, de cette offre. Cette indemnité forfaitaire est éventuellement complétée d'une indemnité en vue de la réparation de l'intégralité du dommage, lorsque celui-ci résulte d'un acte de corruption au sens de l'article 2 de la Convention civile sur la corruption, faite à Strasbourg le 4 novembre 1999.

Pour la détermination de l'offre régulière la plus basse, le pouvoir adjudicateur tient compte des prix offerts et des autres éléments chiffrables qui viendront, d'une manière certaine, augmenter ses débours.

HOOFDSTUK IV. — Gunningsprocedure

Afdeling I. — Bekendmaking

Art. 19. Behoudens de in deze wet bepaalde uitzonderingen en onverminderd de Europese bekendmaking vanaf bepaalde bedragen, zijn de overheidsopdrachten onderworpen aan een passende bekendmaking waarvan de Koning de regels vastlegt.

De bekendmaking in het *Bulletin der Aanbestedingen* gebeurt kosteloos voorzover de gegevens on line worden ingevoerd door elektronische gegevensopvang of door gegevensoverdracht tussen systemen die een automatische en gestructureerde bekendmaking mogelijk maken.

Afdeling II. — Toegangsrecht en kwalitatieve selectie

Art. 20. De Koning bepaalt de voorschriften inzake het toegangsrecht en die inzake de kwalitatieve selectie van de kandidaten en inschrijvers.

Behalve om dwingende redenen van algemeen belang, wordt elke kandidaat of inschrijver de toegang tot elke overheidsopdracht ontzegd indien hij werd veroordeeld door een rechterlijke beslissing met kracht van gewijsde waarvan de aanbestedende overheid kennis heeft en die betrekking heeft op deelname aan een criminele organisatie, omkoping, fraude of witwassen van geld.

Art. 21. De aannemers, leveranciers en dienstverleners uit derde landen buiten de Europese Gemeenschap mogen enkel een aanvraag tot deelneming of een offerte met toepassing van deze titel indienen, mits zij zich daarvoor kunnen beroepen op een internationaal verdrag of een akte van een internationale instelling, met inachtneming van de perken en de voorwaarden bepaald in de betrokken akte.

De aankondiging van opdracht of, bij ontstentenis daarvan, het bestek, kan in een andersluidende bepaling voorzien.

Art. 22. § 1. Een aanbestedende overheid kan, overeenkomstig de beginselen van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, de toegang tot de gunningsprocedure reserveren voor sociale werkplaatsen of de uitvoering ervan reserveren in het kader van programma's voor beschermde arbeid indien de meerderheid van de betrokken werknemers personen met een handicap zijn die wegens de aard of de ernst van hun handicap geen beroepsactiviteit in normale omstandigheden kunnen uitoefenen.

De aankondiging van opdracht of, bij ontstentenis daarvan, het bestek moet deze toegangsreservatie vermelden.

§ 2. Wanneer een opdracht het bedrag voor Europese bekendmaking niet bereikt, kan een aanbestedende overheid, overeenkomstig de beginselen van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, de toegang tot de gunningsprocedure reserveren voor sociale inschakelingsondernemingen.

Met sociale inschakelingsonderneming wordt bedoeld de onderneming die voldoet aan de voorwaarden van artikel 59 van de wet van 26 maart 1999 betreffende het Belgische actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen, of die aan gelijkaardige voorwaarden voldoet in het land van oorsprong van de kandidaat of inschrijver.

Afdeling III. — Gunningswijzen

Onderafdeling I. — Aanbesteding en offerteaanvraag

Art. 23. De overheidsopdrachten worden in principe gegund bij open of beperkte procedure, hetzij bij aanbesteding, hetzij bij offerteaanvraag, die respectievelijk open of beperkte aanbesteding en open of beperkte offerteaanvraag worden genoemd. De Koning regelt deze gunningswijzen.

Art. 24. Wanneer de aanbestedende overheid beslist de opdracht te gunnen bij aanbesteding, dient die te worden gegund aan de inschrijver die de laagste regelmatige offerte heeft ingediend, op straffe van een forfaitaire schadevergoeding vastgesteld op tien percent van het bedrag zonder belasting over de toegevoegde waarde van deze offerte. Deze forfaitaire schadevergoeding wordt eventueel aangevuld met een schadeloosstelling met het oog op het volledige herstel van de schade, wanneer deze voortvloeit uit een daad van corruptie als bedoeld in artikel 2 van het Burgerlijk Verdrag inzake corruptie, opgemaakt te Straatsburg op 4 november 1999.

Voor het bepalen van de laagste regelmatige offerte houdt de aanbestedende overheid rekening met de aangeboden prijzen en met de andere berekenbare gegevens die met zekerheid haar uitgaven zullen verhogen.

Art. 25. Lorsque le pouvoir adjudicateur décide d'attribuer le marché par appel d'offres, celui-ci doit être attribué au soumissionnaire qui a remis l'offre régulière économiquement la plus avantageuse du point de vue du pouvoir adjudicateur, tenant compte des critères d'attribution.

Les critères d'attribution doivent être indiqués dans l'avis de marché ou dans le cahier spécial des charges. Ces critères doivent être liés à l'objet du marché et permettre une comparaison objective des offres sur la base d'un jugement de valeur. Les critères sont par exemple la qualité, le prix, la valeur technique, le caractère esthétique et fonctionnel, les caractéristiques environnementales, des considérations d'ordre social, le coût d'utilisation, la rentabilité, le service après-vente et l'assistance technique, la date de livraison et le délai de livraison ou d'exécution, les garanties en matière de pièces de rechange et la sécurité d'approvisionnement.

Pour les marchés publics atteignant le montant fixé pour la publicité européenne, le pouvoir adjudicateur précise la pondération relative de chacun des critères d'attribution, celle-ci pouvant éventuellement être exprimée dans une fourchette dont l'écart maximal doit être approprié. Si une telle pondération n'est pas possible pour des raisons démontrables, les critères sont mentionnés dans un ordre décroissant d'importance.

Pour les marchés publics n'atteignant pas le montant précité, le pouvoir adjudicateur précise soit leur pondération relative telle que prévue à l'alinéa précédent, soit leur ordre décroissant d'importance. A défaut, les critères d'attribution ont la même valeur.

Sous-section II. — Procédure négociée

Art. 26. § 1^{er}. Il ne peut être traité par procédure négociée sans publicité, mais si possible après consultation de plusieurs entrepreneurs, fournisseurs ou prestataires de services, que dans les cas suivants :

1° dans le cas d'un marché public de travaux, de fournitures ou de services, lorsque :

a) la dépense à approuver ne dépasse pas, hors taxe sur la valeur ajoutée, les montants fixés par le Roi;

b) le marché a pour objet des travaux, des fournitures ou des services déclarés secrets ou dont l'exécution doit s'accompagner de mesures particulières de sécurité, conformément à des dispositions législatives, réglementaires ou administratives en vigueur, ou lorsque la protection des intérêts essentiels du pays l'exige. Cette disposition s'applique également aux marchés publics de fournitures et de services auxquels s'applique l'article 296 du Traité instituant la Communauté européenne et aux marchés publics de services en matière de transport aérien ou maritime pour les besoins du ministère de la Défense;

c) dans la mesure strictement nécessaire, l'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles pour le pouvoir adjudicateur ne permet pas de respecter les délais exigés par la procédure ouverte, restreinte ou négociée avec publicité. Les circonstances invoquées pour justifier l'urgence impérieuse ne doivent, en aucun cas, être imputables au pouvoir adjudicateur;

d) aucune demande de participation ou demande de participation appropriée, aucune offre ou offre appropriée n'a été déposée à la suite d'une adjudication ou d'un appel d'offres, pour autant que les conditions initiales du marché ne soient pas substantiellement modifiées et, pour les marchés atteignant les montants fixés pour la publicité européenne, qu'un rapport soit communiqué à la Commission européenne à sa demande;

e) seules des offres irrégulières ou des offres inacceptables ont été déposées en réponse à une adjudication, un appel d'offre ou un dialogue compétitif, pour autant que le pouvoir adjudicateur consulte tous les soumissionnaires qui répondaient aux exigences en matière de sélection qualitative et ont remis une offre formellement régulière lors de la première procédure et que les conditions initiales du marché ne soient pas substantiellement modifiées.

Lorsque la première procédure a été obligatoirement soumise à la publicité européenne, seuls les soumissionnaires répondant aux exigences et conditions précitées peuvent être consultés.

Lorsque la première procédure n'a pas été obligatoirement soumise à la publicité européenne, le pouvoir adjudicateur peut, en vue d'élargir la concurrence, consulter en outre des entrepreneurs, des fournisseurs ou des prestataires de services qui, selon lui, peuvent répondre aux exigences en matière de droit d'accès et de sélection qualitative, que ceux-ci aient remis ou non une offre dans le cadre de la première procédure;

Art. 25. Wanneer de aanbestedende overheid beslist de opdracht te gunnen bij offerteaanvraag, dient die te worden gegund aan de inschrijver die de regelmatige offerte heeft ingediend die de economisch voordeligste is vanuit het oogpunt van de aanbestedende overheid, rekening houdende met de gunningscriteria.

De gunningscriteria moeten in de aankondiging van opdracht of in het bestek zijn vermeld. Deze criteria moeten verband houden met het voorwerp van de opdracht en een objectieve vergelijking van de offertes mogelijk maken op basis van een waardeoordeel. De criteria zijn bijvoorbeeld de kwaliteit, de prijs, de technische waarde, de esthetische en functionele kenmerken, de milieukenmerken, de sociale overwegingen, de gebruikskosten, de rentabiliteit, de nazorg en technische bijstand, de leveringsdatum en de leverings- of uitvoeringstermijn, de waarborgen inzake wisselstukken en de bevoorradingszekerheid.

Wat de overheidsopdrachten betreft die het bedrag voor de Europese bekendmaking bereiken, specificeert de aanbestedende overheid de weging van elk gunningscriterium, die eventueel kan worden uitgedrukt binnen een vork met een passend verschil tussen minimum en maximum. Indien een dergelijke weging om aantoonbare redenen niet mogelijk is, worden de criteria vermeld in dalende volgorde van belangrijkheid.

Wat de overheidsopdrachten betreft die het genoemd bedrag niet bereiken, specificeert de aanbestedende overheid ofwel de in het vorige lid bepaalde weging, ofwel de dalende volgorde van belangrijkheid ervan. Zoniet hebben de gunningscriteria dezelfde waarde.

Onderafdeling II. — Onderhandelingsprocedure

Art. 26. § 1. De overheidsopdrachten mogen enkel worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking doch, indien mogelijk, na raadpleging van meerdere aannemers, leveranciers of dienstverleners in de volgende gevallen :

1° in het geval van een overheidsopdracht voor werken, leveringen of diensten wanneer :

a) de goed te keuren uitgave niet hoger is dan de door de Koning vastgelegde bedragen zonder belasting over de toegevoegde waarde;

b) de opdracht betrekking heeft op werken, leveringen of diensten die geheim verklaard zijn, of waarvan de uitvoering gepaard moet gaan met bijzondere veiligheidsmaatregelen, overeenkomstig de van kracht zijnde wettelijke, reglementaire of administratieve bepalingen of indien de bescherming van de fundamentele belangen van het land dit vereist. Deze bepaling is ook van toepassing op de overheidsopdrachten voor leveringen en diensten waarop artikel 296 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap van toepassing is en op de overheidsopdrachten voor diensten inzake lucht- of maritiem transport voor de behoeften van het Ministerie van Landsverdediging;

c) voor zover zulks strikt noodzakelijk is, ingeval de termijnen voor de open of beperkte procedure of de onderhandelingsprocedure met bekendmaking wegens dwingende spoed, voortvloeiend uit onvoorziene gebeurtenissen voor de aanbestedende overheid, niet in acht kunnen worden genomen. De ter rechtvaardiging van de dwingende spoed ingeroepen omstandigheden mogen in geen geval aan de aanbestedende overheid te wijten zijn;

d) geen of geen geschikte aanvraag tot deelneming of offerte werd ingediend naar aanleiding van een aanbesteding of een offerteaanvraag, mits de oorspronkelijke voorwaarden van de opdracht niet wezenlijk worden gewijzigd en, voor de opdrachten die de bedragen voor de Europese bekendmaking bereiken, aan de Europese Commissie op haar verzoek een verslag wordt overgemaakt;

e) enkel onregelmatige of onaanvaardbare offertes werden ingediend naar aanleiding van een aanbesteding, offerteaanvraag of concurrentiedialoog, mits de aanbestedende overheid alle inschrijvers raadpleegt die aan de eisen inzake kwalitatieve selectie beantwoorden en bij de eerste procedure een formeel regelmatige offerte hebben ingediend, en de oorspronkelijke voorwaarden van de opdracht niet wezenlijk worden gewijzigd.

Wanneer de eerste procedure verplicht onderworpen is aan de Europese bekendmaking, mogen enkel de inschrijvers worden geraadpleegd die aan voormelde eisen en voorwaarden voldoen.

Wanneer de eerste procedure niet verplicht onderworpen is aan de Europese bekendmaking, kan de aanbestedende overheid, teneinde de mededinging te verruimen, bovendien aannemers, leveranciers of dienstverleners raadplegen die volgens haar in staat zijn te voldoen aan de eisen inzake toegangsrecht en kwalitatieve selectie, ongeacht of zij al dan niet een offerte hebben ingediend in het kader van de eerste procedure;

f) les travaux, fournitures ou services ne peuvent, pour des raisons techniques, artistiques ou tenant à la protection de droits d'exclusivité, être confiés qu'à un entrepreneur, fournisseur ou prestataire de services déterminé;

2° dans le cas d'un marché public de travaux ou de services, lorsque :

a) des travaux ou des services complémentaires ne figurant pas dans le projet initialement envisagé ni dans le marché initial sont devenus nécessaires, à la suite d'une circonstance imprévue, à l'exécution de l'ouvrage ou du service tel qu'il y est décrit, à condition que l'attribution soit faite à l'adjudicataire qui exécute ledit ouvrage ou les services et que le montant cumulé des marchés passés pour les travaux ou services complémentaires n'excède pas cinquante pour cent du montant du marché principal :

— lorsque ces travaux ou services complémentaires ne peuvent être techniquement ou économiquement séparés du marché principal sans inconvénient majeur pour le pouvoir adjudicateur;

— lorsque ces travaux ou services, quoique séparables de l'exécution du marché initial, sont strictement nécessaires à son perfectionnement;

b) des travaux ou services nouveaux consistant dans la répétition de travaux ou services similaires sont attribués à l'adjudicataire du marché initial par le même pouvoir adjudicateur, à condition que ces travaux ou services soient conformes à un projet de base et que ce projet ait fait l'objet du marché initial passé par adjudication ou par appel d'offres. Toutefois, la possibilité de recourir à cette procédure doit être indiquée dès la mise en concurrence du premier marché. La décision d'attribution des marchés répétitifs doit en outre intervenir dans les trois ans après la conclusion du marché initial;

3° dans le cas d'un marché public de fournitures, lorsque :

a) les produits concernés sont fabriqués uniquement à des fins de recherche, d'expérimentation, d'étude ou de développement, cette disposition ne comprenant pas la production en quantités visant à établir la viabilité commerciale du produit ou d'amortir les frais de recherche et de développement;

b) des fournitures complémentaires sont à effectuer par le fournisseur initial et sont destinées, soit au renouvellement partiel de fournitures ou d'installations d'usage courant, soit à l'extension de fournitures ou d'installations existantes, lorsque le changement de fournisseur obligerait le pouvoir adjudicateur à acquérir un matériel de technique différente entraînant une incompatibilité ou des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées. La durée de ces marchés, ainsi que des marchés renouvelables, ne peut pas, en règle générale, dépasser trois ans;

c) des fournitures complémentaires de même nature et présentant les mêmes caractéristiques qui, à la suite d'une circonstance imprévue, sont attribuées au fournisseur du marché initial, à condition que le montant cumulé des marchés de fournitures complémentaires n'excède pas cinquante pour cent du montant du marché initial et que le montant cumulé de tous les marchés n'atteigne pas les montants fixés pour la publicité au niveau européen. La durée de ces marchés, ainsi que des marchés renouvelables, ne peut pas, en règle générale, dépasser trois ans;

d) il s'agit de fournitures cotées et achetées à une bourse de matières premières;

e) des fournitures sont achetées à des conditions particulièrement avantageuses, soit auprès d'un fournisseur cessant définitivement ses activités commerciales, soit auprès des curateurs ou liquidateurs d'une faillite, d'un concordat judiciaire ou d'une procédure de même nature existant dans les législations ou réglementations nationales;

4° dans le cas d'un marché public de services, lorsque le marché de services considéré fait suite à un concours de projets et doit, conformément aux règles y applicables, être attribué au lauréat ou à un des lauréats de ce concours. Dans ce dernier cas, tous les lauréats doivent être invités à participer aux négociations.

f) de werken, leveringen of diensten om technische of artistieke redenen of omwille van de bescherming van alleenrechten, slechts aan één bepaalde aannemer, leverancier of dienstverlener kunnen worden toevertrouwd;

2° in het geval van een overheidsopdracht voor werken of diensten wanneer :

a) het gaat om aanvullende werken of diensten die noch in het oorspronkelijk geplande ontwerp, noch in de oorspronkelijke opdracht zijn vermeld en die ingevolge onvoorziene omstandigheden noodzakelijk zijn geworden voor de uitvoering van de erin beschreven werken of diensten, op voorwaarde dat ze worden gegund aan degene die deze werken of diensten uitvoert en het samengevoegde bedrag van de opdrachten gegund voor de aanvullende werken of diensten niet hoger ligt dan vijftig percent van het bedrag van de hoofdopdracht :

— wanneer deze aanvullende werken of diensten technisch of economisch niet van de hoofdopdracht kunnen worden gescheiden zonder een ernstig bezwaar op te leveren voor de aanbestedende overheid;

— wanneer deze werken of diensten, alhoewel scheidbaar van de uitvoering van de oorspronkelijke opdracht, strikt noodzakelijk zijn voor de vervolmaking ervan;

b) het gaat om nieuwe werken of diensten bestaande uit de herhaling van soortgelijke werken of diensten, die door dezelfde aanbestedende overheid worden gegund aan degene die de oorspronkelijke opdracht uitvoert, op voorwaarde dat deze werken of diensten overeenstemmen met een basisontwerp en dit ontwerp het voorwerp uitmaakte van de oorspronkelijke opdracht, gegund na aanbesteding of offerteaanvraag. De mogelijkheid om deze procedure aan te wenden, dient evenwel bij het in mededinging stellen van de eerste opdracht te worden vermeld. Bovendien moet de gunning van de herhalingsopdrachten gebeuren binnen drie jaar na de toewijzing van de oorspronkelijke opdracht;

3° in het geval van een overheidsopdracht voor leveringen wanneer :

a) het producten betreft die uitsluitend voor onderzoek, proefneming, studie of ontwikkeling worden vervaardigd. Deze bepaling geldt niet voor de productie in grote hoeveelheden met het doel de commerciële haalbaarheid van het product vast te stellen of de kosten van onderzoek en ontwikkeling te delgen;

b) aanvullende leveringen te verrichten zijn door de oorspronkelijke leverancier, die ofwel bestemd zijn voor de gedeeltelijke vernieuwing van leveringen of installaties voor courant gebruik, ofwel voor de uitbreiding van bestaande leveringen of installaties, wanneer verandering van leverancier de aanbestedende overheid ertoe zou verplichten apparatuur aan te schaffen met andere technische eigenschappen, zodat onverenigbaarheid ontstaat of zich bij gebruik en onderhoud onevenredige technische moeilijkheden voordoen. De looptijd van deze opdrachten en nabestellingen mag in regel drie jaar niet overschrijden;

c) aanvullende leveringen van dezelfde aard en met dezelfde kenmerken ingevolge onvoorziene omstandigheden worden gegund aan de leverancier van de oorspronkelijke opdracht, op voorwaarde dat het samengevoegde bedrag van de opdrachten gegund voor de aanvullende leveringen niet hoger ligt dan vijftig percent van het bedrag van de oorspronkelijke opdracht en het samengevoegd bedrag van alle opdrachten of bedragen voor de bekendmaking op Europees niveau niet bereikt. De looptijd van deze opdrachten en nabestellingen mag in regel drie jaar niet overschrijden;

d) het gaat om op een grondstoffenmarkt genoteerde en aangekochte leveringen;

e) het gaat om de aankoop van leveringen tegen bijzonder gunstige voorwaarden, hetzij bij een leverancier die definitief zijn handelsactiviteit stopzet, hetzij bij curatoren of vereffenaars van een faillissement, een gerechtelijk akkoord of een in de nationale wetgevingen of reglementeringen bestaande procedure van dezelfde aard;

4° in het geval van een overheidsopdracht voor diensten wanneer de betrokken opdracht op een ontwerpenwedstrijd volgt en, overeenkomstig de toepasselijke regels, moet worden gegund aan de winnaar of aan één van de winnaars van de wedstrijd. In dit laatste geval moeten alle winnaars worden uitgenodigd om aan de onderhandelingen deel te nemen.

§ 2. Il ne peut être traité par procédure négociée avec publicité que dans les cas suivants :

1° dans le cas d'un marché public de travaux, de fournitures ou de services, lorsque :

a) seules des offres irrégulières ou des offres inacceptables ont été déposées à la suite d'une adjudication, d'un appel d'offres ou d'un dialogue compétitif, pour autant que :

— les conditions initiales du marché ne soient pas substantiellement modifiées et que

— le pouvoir adjudicateur ne consulte pas tous les soumissionnaires qui répondaient aux exigences en matière de sélection qualitative et ont remis une offre formellement régulière lors de la première procédure;

b) dans des cas exceptionnels, il s'agit de travaux, de fournitures ou de services dont la nature ou les aléas ne permettent pas une fixation préalable et globale des prix;

c) l'accès du marché est réservé en application de l'article 22 et que le montant estimé du marché n'atteint pas le montant fixé pour la publicité européenne;

d) le montant estimé du marché hors taxe sur la valeur ajoutée n'atteint pas les montants fixés par le Roi, lesquels, en toute hypothèse, doivent être inférieurs à ceux fixés pour la publicité européenne;

2° dans le cas d'un marché public de travaux, lorsque les travaux sont réalisés uniquement à des fins de recherche, d'expérimentation ou de mise au point et non dans le but d'assurer une rentabilité ou le recouvrement des coûts de recherche et de développement;

3° dans le cas d'un marché public de services, dans la mesure où la nature de la prestation à fournir est telle que les spécifications du marché ne peuvent être établies avec une précision suffisante pour permettre l'attribution du marché par procédure ouverte ou restreinte.

§ 3. Au cours de la négociation, le pouvoir adjudicateur assure l'égalité de traitement de tous les soumissionnaires. En particulier, il ne donne pas d'information discriminatoire, susceptible d'avantager certains soumissionnaires.

Le Roi fixe les autres dispositions de la procédure négociée.

Sous-section III. — Dialogue compétitif

Art. 27. Un pouvoir adjudicateur ne peut recourir à la procédure de dialogue compétitif que dans le cas d'un marché particulièrement complexe lorsqu'il n'est objectivement pas en mesure de définir les moyens techniques aptes à satisfaire ses besoins ou d'évaluer ce que le marché peut offrir en termes de solutions techniques, financières ou juridiques.

Le Roi fixe les règles à respecter lors d'un dialogue compétitif. Celles-ci imposent notamment :

— l'égalité de traitement de tous les participants au cours du dialogue;

— la non-divulgateur aux participants des solutions proposées ou d'autres informations confidentielles communiquées par un participant au dialogue sans l'accord de celui-ci.

Sous-section IV. — Marchés et procédures spécifiques ou complémentaires

Art. 28. Un pouvoir adjudicateur peut recourir à un marché public de promotion de travaux dans les conditions fixées par le Roi.

Ces conditions imposent notamment :

— la fixation des garanties contractuelles pouvant être exigées du promoteur;

— l'obligation pour le promoteur d'assurer entièrement les responsabilités incombant à l'entrepreneur, par application des articles 1792 et 2270 du Code civil;

— l'obligation pour le promoteur, soit de satisfaire aux obligations de la législation organisant l'agrégation d'entrepreneurs de travaux, soit d'avoir recours à des entrepreneurs satisfaisant à ces obligations, selon qu'il réalise personnellement les travaux ou non.

§ 2. De overheidsopdrachten mogen enkel worden gegund bij onderhandelingsprocedure met bekendmaking in de volgende gevallen :

1° in het geval van een overheidsopdracht voor werken, leveringen of diensten wanneer :

a) enkel onregelmatige of onaanvaardbare offertes werden ingediend naar aanleiding van een aanbesteding, offerteaanvraag of concurrentiedialoog, voorzover :

— de oorspronkelijke voorwaarden van de opdracht niet wezenlijk worden gewijzigd en

— de aanbestedende overheid niet alle inschrijvers raadpleegt die aan de eisen inzake kwalitatieve selectie beantwoorden en die bij de eerste procedure een formeel regelmatige offerte hebben ingediend;

b) het in uitzonderlijke gevallen gaat om werken, leveringen of diensten gaat waarvan de aard of de onzekere omstandigheden verhinderen op voorhand een globale prijs vast te stellen;

c) de toegang tot de opdracht overeenkomstig artikel 22 wordt voorbehouden en het geraamde bedrag van de opdracht het bedrag voor de Europese bekendmaking niet bereikt;

d) het geraamde bedrag van de opdracht zonder belasting over de toegevoegde waarde de door de Koning bepaalde bedragen niet bereikt, die alleszins lager moeten zijn dan de bedragen voor de Europese bekendmaking;

2° in het geval van een overheidsopdracht voor werken, wanneer het gaat om werken die uitsluitend worden uitgevoerd ten behoeve van onderzoek, proefneming of ontwikkeling, en niet met het doel winst te maken of de kosten van onderzoek en ontwikkeling te dekken;

3° in het geval van een overheidsopdracht voor diensten, voor zover door de aard van de te verlenen diensten de specificaties van de opdracht niet voldoende nauwkeurig kunnen worden vastgesteld om de opdracht bij open of beperkte procedure te gunnen.

§ 3. Tijdens de onderhandelingen verzekert de aanbestedende overheid de gelijke behandeling van alle inschrijvers. Zij verstrekt met name geen discriminerende informatie die bepaalde inschrijvers kan bevoordelen.

De Koning bepaalt de overige regels van de onderhandelingsprocedure.

Onderafdeling III. — Concurrentiedialoog

Art. 27. Een aanbestedende overheid kan de concurrentiedialoog slechts gebruiken in geval van een bijzonder ingewikkelde opdracht, wanneer ze objectief niet in staat is de technische middelen te bepalen die aan haar behoeften kunnen voldoen of te beoordelen wat de markt te bieden heeft op het stuk van technische, financiële of juridische oplossingen.

De Koning bepaalt de na te leven voorschriften bij een concurrentiedialoog. Deze voorschriften zijn onder meer :

— de gelijke behandeling van alle deelnemers tijdens de dialoog;

— de niet-bekendmaking aan de deelnemers van de voorgestelde oplossingen of andere door een deelnemer verstrekte vertrouwelijke inlichtingen zonder instemming van laatstgenoemde.

Onderafdeling IV. — Specifieke of aanvullende opdrachten en procedures

Art. 28. Een aanbestedende overheid kan gebruik maken van een promotieopdracht van werken onder de door de Koning bepaalde voorwaarden.

Deze voorwaarden zijn onder meer :

— de vaststelling van de contractuele waarborgen die van de promotor kunnen worden geëist;

— de verplichting voor de promotor al de verantwoordelijkheden op zich te nemen die ten laste vallen van de aannemer bij toepassing van de artikelen 1792 en 2270 van het Burgerlijk Wetboek;

— de verplichting voor de promotor, hetzij te voldoen aan de wettelijke verplichtingen in verband met de erkenning van de aannemers van werken, hetzij een beroep te doen op aannemers die aan deze verplichtingen voldoen, al naargelang hij de werken al dan niet persoonlijk uitvoert.

Art. 29. Un pouvoir adjudicateur peut, pour des marchés de fournitures ou de services d'usage courant, recourir à un système d'acquisition dynamique.

La mise en place d'un système d'acquisition dynamique requiert, pour chaque marché spécifique, la procédure ouverte et l'utilisation des moyens électroniques pour toutes les phases de la procédure jusqu'à l'attribution du marché.

Les offres indicatives conformes introduites par tous les soumissionnaires satisfaisant aux critères de sélection, peuvent être modifiées à tout moment, à condition qu'elles restent conformes au cahier spécial des charges.

Le pouvoir adjudicateur ne peut recourir à ce système de manière à empêcher, restreindre ou fausser la concurrence.

Le Roi fixe les conditions dans lesquelles un système d'acquisition dynamique peut être utilisé.

Art. 30. En procédure ouverte, restreinte ou négociée dans les cas visés à l'article 26, § 1^{er}, 1^o, e), et § 2, 1^o, a), un pouvoir adjudicateur peut faire précéder l'attribution du marché d'une enchère électronique pour autant que les spécifications du marché puissent être établies de manière précise et que cela concerne des marchés de fournitures ou de services d'usage courant.

Dans les mêmes conditions, l'enchère électronique peut être utilisée lors de la remise en concurrence des parties à un accord-cadre, ainsi que pour les marchés passés dans le cadre d'un système d'acquisition dynamique.

Le pouvoir adjudicateur ne peut recourir aux enchères électroniques de façon abusive ou de manière à empêcher, restreindre ou fausser la concurrence, ou de manière à modifier l'objet du marché.

Le Roi fixe les conditions dans lesquelles l'enchère électronique peut être utilisée.

Art. 31. Dans les limites de l'article 34 de la Directive 2004/18/CE, un gouvernement régional peut déterminer, pour des marchés publics portant sur la conception et la construction d'un ensemble de logements sociaux, une procédure spéciale d'attribution visant à choisir l'entrepreneur le plus apte à être intégré à une équipe comprenant également les délégués du pouvoir adjudicateur et des experts.

Art. 32. Un pouvoir adjudicateur peut conclure des accords-cadres.

Le choix des parties à l'accord-cadre ainsi que l'attribution des marchés fondés sur cet accord doivent se faire sur la base des mêmes critères d'attribution.

Lors de l'attribution des marchés fondés sur un accord-cadre, aucune modification substantielle ne peut être apportée aux termes déjà fixés dans l'accord-cadre.

La durée d'un accord-cadre, de même que celle des marchés fondés sur cet accord-cadre, ne peut dépasser quatre ans, sauf dans des cas exceptionnels dûment motivés.

Le pouvoir adjudicateur ne peut recourir aux accords-cadres de façon abusive ou de manière à empêcher, restreindre ou fausser la concurrence.

Le Roi fixe les conditions qui régissent l'accord-cadre.

Art. 33. § 1^{er}. Le Roi fixe les règles à respecter lors d'un concours de projets.

Ces règles sont notamment :

— l'interdiction de limiter l'accès à la participation aux ressortissants d'un territoire ou d'une partie d'un territoire d'un Etat membre de la Communauté européenne;

— l'interdiction d'exiger des participants qu'ils soient soit des personnes physiques, soit des personnes morales.

§ 2. Le Roi peut rendre des règles d'attribution spécifiques applicables aux marchés de services juridiques relatifs à des litiges qui se limitent à la consultation et à la représentation devant des juridictions et d'autres organes de règlement des litiges, ainsi qu'à la prévention des litiges.

Art. 29. Een aanbestedende overheid kan een beroep doen op een dynamisch aankoopstelsel voor opdrachten voor leveringen en diensten voor courant gebruik.

Het gebruik van een dynamisch aankoopstelsel vereist, voor elke specifieke opdracht, een open procedure en de aanwending van elektronische middelen in alle stadia van de procedure tot de gunning van de opdracht.

De regelmatige indicatieve offertes van alle inschrijvers die voldoen aan de selectiecriteria, kunnen te allen tijde worden gewijzigd op voorwaarde dat zij in overeenstemming blijven met het bestek.

De aanbestedende overheid mag van dit systeem geen gebruik maken op een wijze die de mededinging zou verhinderen, beperken of vervalsen.

De Koning bepaalt de voorwaarden waarin een dynamisch aankoopstelsel kan worden gebruikt.

Art. 30. In de open, de beperkte of de onderhandelingsprocedure in de gevallen bedoeld in artikel 26, § 1, 1^o, e), en § 2, 1^o, a), kan een aanbestedende overheid de gunning van de opdracht laten voorafgaan door een elektronische veiling, voor zover de specificaties van de opdracht nauwkeurig kunnen worden bepaald en het gaat om opdrachten voor leveringen en diensten voor courant gebruik.

De elektronische veiling kan onder dezelfde voorwaarden worden aangewend bij het opnieuw tot mededinging oproepen van de partijen bij een raamovereenkomst, alsook voor opdrachten die in het kader van een dynamisch aankoopstelsel worden gegund.

De aanbestedende overheid mag geen misbruik maken van de elektronische veiling, noch er gebruik van maken op een wijze die de mededinging zou verhinderen, beperken of vervalsen of die het voorwerp van de opdracht zou wijzigen.

De Koning bepaalt de voorwaarden waarin de elektronische veiling kan worden gebruikt.

Art. 31. Elke gewestregering kan, binnen de perken van artikel 34 van de Richtlijn 2004/18/EG, voor overheidsopdrachten die betrekking hebben op het ontwerp en de bouw van een complex van sociale woningen, een bijzondere gunningsprocedure vastleggen die tot doel heeft de aannemer te kiezen die het meest geschikt is om te worden opgenomen in een team dat ook uit afgevaardigden van de aanbestedende overheid en deskundigen bestaat.

Art. 32. Een aanbestedende overheid kan raamovereenkomsten sluiten.

De keuze van de partijen bij de raamovereenkomst en de gunning van de erop gesteunde opdrachten, moeten op basis van dezelfde gunningscriteria gebeuren.

Bij de gunning van de erop gesteunde opdrachten mogen de reeds in de raamovereenkomst vastgelegde voorwaarden niet wezenlijk worden gewijzigd.

De duur van de raamovereenkomst, alsook van de opdrachten die erop zijn gesteund, is beperkt tot vier jaar, behoudens in uitzonderlijke en behoorlijk gemotiveerde gevallen.

De aanbestedende overheid mag geen misbruik maken van de raamovereenkomst, noch er gebruik van maken op een wijze die de mededinging zou verhinderen, beperken of vervalsen.

De Koning bepaalt de regels die van toepassing zijn op de raamovereenkomst.

Art. 33. § 1. De Koning bepaalt de na te leven regels bij een ontwerpenwedstrijd.

Deze regels zijn onder meer :

— het verbod om de toegang van deelnemers te beperken tot diegenen die behoren tot het grondgebied van een lidstaat van de Europese Gemeenschap of van een deel daarvan;

— het verbod om van de deelnemers te eisen dat ze hetzij natuurlijke personen, hetzij rechtspersonen moeten zijn.

§ 2. De Koning kan specifieke gunningsvoorschriften toepasselijk maken op de opdrachten voor juridische diensten inzake geschillen die beperkt zijn tot raadpleging en vertegenwoordiging voor rechtbanken en andere instanties van geschillenbeslechting, alsook tot geschillenpreventie.

Sous-section V. — Concessions de travaux publics

Art. 34. § 1^{er}. Une concession de travaux publics peut être octroyée dans les conditions fixées par le Roi.

§ 2. Si le concessionnaire est un pouvoir adjudicateur visé à l'article 12, il doit, lorsqu'il n'exécute pas lui-même les travaux, respecter les dispositions du présent titre pour la passation à des tiers des travaux ou de l'ouvrage. La même règle est d'application lorsqu'il attribue des marchés publics de fournitures ou de services.

§ 3. Si le concessionnaire est une personne autre qu'un pouvoir adjudicateur au sens du § 2, il est tenu de respecter les règles de publicité fixées par le Roi pour la passation de marchés de travaux à une personne tierce. Ne sont pas considérées comme tierces, les entreprises qui se sont groupées pour obtenir la concession, ni les entreprises qui leur sont liées.

Au sens du présent article, on entend par entreprise liée, toute entreprise sur laquelle le concessionnaire peut exercer, directement ou indirectement, une influence dominante ou toute entreprise qui peut exercer une influence dominante sur le concessionnaire ou qui, comme le concessionnaire, est soumise à l'influence dominante d'une autre entreprise du fait de la propriété, de la participation financière ou des règles qui la régissent. L'influence dominante est présumée lorsqu'une entreprise, directement ou indirectement, à l'égard d'une autre entreprise :

- détient la majorité du capital souscrit de l'entreprise, ou
- dispose de la majorité des voix attachées aux parts émises par l'entreprise, ou
- peut désigner plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance de l'entreprise.

Sous-section VI. — Dispositions communes

Art. 35. L'accomplissement d'une procédure n'implique pas l'obligation d'attribuer le marché. Le pouvoir adjudicateur peut soit renoncer à attribuer le marché, soit refaire la procédure, au besoin selon un autre mode.

Art. 36. Un marché peut être subdivisé en plusieurs lots.

Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur a le droit de n'en attribuer que certains et, éventuellement, de décider que les autres lots feront l'objet d'un ou plusieurs nouveaux marchés, au besoin selon un autre mode.

Art. 37. § 1^{er}. Lorsque le pouvoir adjudicateur en démontre la nécessité, il peut recourir à un marché fractionné en une ou plusieurs tranches fermes et une ou plusieurs tranches conditionnelles. La conclusion du marché porte sur l'ensemble du marché mais n'engage le pouvoir adjudicateur que pour les tranches fermes. L'exécution de chaque tranche conditionnelle est subordonnée à une décision du pouvoir adjudicateur portée à la connaissance de l'adjudicataire selon les modalités prévues par le marché.

§ 2. Dès sa conclusion, un marché peut comporter une ou plusieurs reconductions, selon les modalités mentionnées dans l'avis de marché ou dans le cahier spécial des charges. La durée totale, y compris les reconductions, ne peut en règle générale dépasser quatre ans à partir de la conclusion du marché.

Art. 38. En cas de marché conjoint pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents et, le cas échéant, de personnes de droit privé, les personnes intéressées désignent l'autorité ou l'organe qui intervient, en leur nom collectif, en qualité de pouvoir adjudicateur. Les conditions du marché peuvent prévoir un paiement séparé pour chacune de ces personnes.

Onderafdeling V. — Concessies voor openbare werken

Art. 34. § 1. Een concessie voor openbare werken mag worden toegekend onder de voorwaarden bepaald door de Koning.

§ 2. Indien de concessiehouder een aanbestedende overheid is als bedoeld in artikel 12, dient hij, wanneer hij de werken niet zelf uitvoert, de bepalingen van deze titel na te leven voor de gunning aan derden van de werken of het bouwwerk. Dezelfde regel is van toepassing wanneer hij overheidsopdrachten van leveringen of diensten gunt.

§ 3. Indien de concessiehouder geen aanbestedende overheid is in de zin van § 2, dient hij de door de Koning bepaalde bekendmakingsregels na te leven voor de gunning aan derden van de opdrachten voor werken. Worden niet beschouwd als derden, de ondernemingen die zich verenigd hebben om de concessie te bekomen, noch de ondernemingen die ermee verbonden zijn.

In dit artikel wordt verstaan onder een verbonden onderneming : elke onderneming waarop de concessiehouder rechtstreeks of onrechtstreeks een overheersende invloed kan uitoefenen of elke onderneming die een overheersende invloed kan uitoefenen op de concessiehouder of die, zoals de concessiehouder, onderworpen is aan de overheersende invloed van een andere onderneming omwille van eigendom, financiële deelneming of op haar van toepassing zijnde voorschriften. De overwegende invloed wordt vermoed wanneer een onderneming, rechtstreeks of onrechtstreeks, ten opzichte van een andere onderneming :

- de meerderheid van het geplaatste kapitaal van de onderneming bezit, of
- over de meerderheid van de stemmen beschikt die verbonden zijn aan de door de onderneming uitgegeven aandelen, of
- meer dan de helft van de leden van het bestuurs-, leidinggevend of toezichthoudend orgaan van de onderneming kan aanwijzen.

Onderafdeling VI. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 35. Het volgen van een procedure houdt geen verplichting in tot het gunnen van de opdracht. De aanbestedende overheid kan zowel afzien van het gunnen van de opdracht als de procedure herbeginnen, desnoods op een andere wijze.

Art. 36. Een opdracht kan in verschillende percelen worden onderverdeeld.

In dat geval heeft de aanbestedende overheid het recht er slechts enkele te gunnen en eventueel te besluiten de andere op te nemen in één of meer nieuwe opdrachten die desnoods op een andere wijze zullen worden gegund.

Art. 37. § 1. Wanneer de aanbestedende overheid de noodzaak daartoe aantoonde, kan ze een opdracht gunnen die een of meer vaste gedeelten en een of meer voorwaardelijke gedeelten omvat. Alhoewel de toewijzing van de opdracht betrekking heeft op de volledige opdracht, is de aanbestedende overheid enkel gebonden door de vaste gedeelten. De uitvoering van elk voorwaardelijk gedeelte is afhankelijk van een beslissing van de aanbestedende overheid die aan de begunstigde wordt meegedeeld overeenkomstig de in de opdracht bepaalde modaliteiten.

§ 2. Een opdracht kan van bij de toewijzing één of meer verlengingen omvatten, overeenkomstig de in de aankondiging van opdracht of in het bestek bepaalde modaliteiten. De volledige looptijd, met inbegrip van de verlengingen, dient over het algemeen beperkt te blijven tot vier jaar na het toewijzen van de opdracht.

Art. 38. In geval van een samengevoegde opdracht voor rekening van verschillende aanbestedende overheden en in voorkomend geval van privaatrechtelijke personen, duiden de betrokken personen de overheid of entiteit aan die in hun naam in de hoedanigheid van aanbestedende overheid zal optreden. De voorwaarden van de opdracht kunnen voorzien in een afzonderlijke betaling voor elk van die personen.

CHAPITRE V. — Conditions d'exécution

Section 1^{re}. — Règles générales d'exécution

Art. 39. Le Roi fixe les règles générales d'exécution des marchés publics.

Art. 40. Dans le respect des principes du Traité instituant la Communauté européenne, et pour autant qu'elles ne soient pas directement ou indirectement discriminatoires et qu'elles soient mentionnées selon le cas dans l'avis de marché ou dans le cahier spécial des charges, le pouvoir adjudicateur peut imposer des conditions d'exécution permettant de tenir compte d'objectifs tels que :

- 1° la mise en œuvre d'actions de formation professionnelle pour les chômeurs ou les jeunes;
- 2° la promotion de la politique de l'égalité des chances par rapport à l'emploi des personnes qui ne sont pas suffisamment intégrées dans le circuit professionnel;
- 3° la lutte contre le chômage;
- 4° l'obligation de respecter, en substance, les dispositions des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du Travail, dans l'hypothèse où celles-ci n'auraient pas déjà été mises en œuvre dans le droit national du pays de production;
- 5° la protection de l'environnement.

Section II. — Spécifications techniques

Art. 41. Le pouvoir adjudicateur inclut les spécifications techniques dans le cahier spécial des charges du marché, dans les documents en tenant lieu ou dans les documents généraux rendus applicables à ce marché.

Le Roi fixe les autres modalités ayant trait à la formulation des spécifications techniques, des normes et des agréments techniques. Celles-ci doivent être formulées :

- 1° soit par référence à des spécifications techniques;
- 2° soit en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles;
- 3° soit en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles visées au 2° se référant aux spécifications visées au 1° comme un moyen de présomption de conformité à ces performances ou exigences fonctionnelles;
- 4° soit par une référence aux spécifications visées au 1° pour certaines caractéristiques et aux performances ou aux exigences fonctionnelles visées au 2° pour d'autres caractéristiques.

Section III. — Obligations sociales et fiscales

Art. 42. § 1^{er}. L'entrepreneur d'un marché public de travaux est tenu :

- 1° de respecter et de faire respecter par toute personne agissant en qualité de sous-traitant à quelque stade que ce soit et par toute personne mettant du personnel à disposition sur le chantier, toutes dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles aussi bien en matière de bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail qu'en ce qui concerne les conditions générales de travail, que celles-ci résultent de la loi ou d'accords paritaires sur le plan national, régional ou local;
- 2° de respecter et de faire respecter par ses propres sous-traitants et par toute personne lui procurant du personnel, toutes dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles en matière fiscale et de sécurité sociale;
- 3° d'assurer, en cas de carence de l'employeur, à l'égard du personnel ayant travaillé ou travaillant sur le chantier pour compte d'un de ses sous-traitants, le paiement des sommes dues pour les prestations effectuées par ce personnel sur le chantier, à titre de rémunération, de cotisations de sécurité sociale et de précompte professionnel. Il en est de même envers le personnel qui était ou est mis à sa disposition ou à la disposition d'un de ses propres sous-traitants;
- 4° sans préjudice de l'application du § 3, alinéa 2, d'assurer en cas de carence de l'employeur à l'égard du personnel ayant travaillé ou travaillant sur le chantier dont il a la responsabilité, le paiement des sommes dues à titre de rémunération, par tout sous-traitant ou par toute personne ayant mis du personnel à disposition sur ce chantier, pour les prestations effectuées sur celui-ci.

§ 2. Le fournisseur et le prestataire de services d'un marché public sont tenus de respecter et de faire respecter par leurs propres sous-traitants et par toute personne leur procurant du personnel, toutes dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles visées au § 1^{er}, 1° et 2°.

HOOFDSTUK V. — Uitvoeringsvoorwaarden

Afdeling I. — Algemene uitvoeringsregels

Art. 39. De Koning bepaalt de algemene uitvoeringsregels voor de overheidsopdrachten.

Art. 40. Overeenkomstig de beginselen van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, en voorzover ze niet rechtstreeks of onrechtstreeks discriminerend zijn en, naar gelang van het geval, ze worden vermeld in de aankondiging van opdracht of in het bestek, kan de aanbestedende overheid uitvoeringsvoorwaarden opleggen die het mogelijk maken rekening te houden met doelstellingen zoals :

- 1° het verstrekken van beroepsopleidingen aan werklozen en jongeren;
- 2° het bevorderen van het gelijke kansenbeleid inzake de arbeidsparticipatie van onvoldoende in het arbeidsproces geïntegreerde personen;
- 3° de strijd tegen de werkloosheid;
- 4° de verplichting om, in hoofdzaak, de bepalingen van de basisconventies van de Internationale Arbeidsorganisatie na te leven, in de veronderstelling dat die niet reeds worden toegepast in het nationale recht van het land waar de productie plaatsvindt;
- 5° de bescherming van het leefmilieu.

Afdeling II. — Technische specificaties

Art. 41. De aanbestedende overheid neemt de technische specificaties op in het bestek van de opdracht, in de als zodanig geldende documenten of in de algemene documenten die op deze opdracht toepasselijk worden gemaakt.

De Koning bepaalt de andere modaliteiten die betrekking hebben op het voorschrijven van de technische specificaties, de normen en de technische erkenningen. Dit voorschrijven gebeurt :

- 1° hetzij door verwijzing naar technische specificaties;
- 2° hetzij in termen van prestatie-eisen of functionele eisen;
- 3° hetzij in termen van prestatie-eisen of functionele eisen als bedoeld in 2°, waarbij onder vermoeden van overeenstemming met deze prestatie-eisen of functionele eisen wordt verwezen naar de in 1° bedoelde specificaties;
- 4° hetzij door verwijzing naar de in 1° bedoelde specificaties voor bepaalde kenmerken en naar de in 2° bedoelde prestatie-eisen en functionele eisen voor andere kenmerken.

Afdeling III. — Sociale en fiscale verplichtingen

Art. 42. § 1. De aannemer van een overheidsopdracht voor werken moet :

- 1° alle wettelijke, reglementaire of conventionele bepalingen naleven en doen naleven door elke persoon die handelt als onderaannemer in welke fase ook, en door elke persoon die personeel tewerkstelt op de bouwplaats, zowel inzake het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk als inzake de algemene arbeidsvoorwaarden, ongeacht of deze voortvloeien uit de wet of uit paritaire akkoorden op nationaal, gewestelijk of lokaal vlak;
- 2° alle wettelijke, reglementaire of conventionele bepalingen op fiscaal vlak en op het vlak van de sociale zekerheid naleven en doen naleven door zijn eigen onderaannemers en door elke persoon die hem personeel ter beschikking stelt;
- 3° in geval de werkgever in gebreke blijft ten opzichte van het personeel dat voor rekening van één van zijn onderaannemers op de bouwplaats gewerkt heeft of nog werkt, de bedragen betalen die aan dit personeel verschuldigd zijn voor de werken uitgevoerd op de bouwplaats, in de vorm van loon, bijdragen voor de sociale zekerheid en bedrijfsvoorheffing. Hetzelfde geldt voor het personeel dat hij of één van zijn onderaannemers ter beschikking had of heeft;
- 4° onverminderd de toepassing van § 3, tweede lid, en in geval de werkgever in gebreke blijft ten opzichte van het personeel dat heeft gewerkt of nog werkt op de bouwplaats waarvoor hij verantwoordelijk is, de bedragen betalen die als loon verschuldigd zijn door elke onderaannemer of persoon die personeel ter beschikking heeft gesteld op deze bouwplaats, voor de arbeid die op deze bouwplaats is verricht.

§ 2. De leverancier en de dienstverlener van een overheidsopdracht moeten alle wettelijke, reglementaire of conventionele bepalingen bedoeld in § 1, 1° en 2°, naleven en doen naleven door hun eigen onderaannemers en door elke persoon die hen personeel ter beschikking stelt.

§ 3. Les sous-traitants auxquels il est fait appel et ceux qui mettent du personnel à disposition pour l'exécution d'un marché public sont tenus, dans les mêmes conditions que l'entrepreneur, de respecter les dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles visées au § 1^{er}, 1^o et 2^o, et au § 2 et de faire respecter celles-ci par leurs propres sous-traitants et par toute personne mettant du personnel à leur disposition.

Dans les marchés publics de travaux, les sous-traitants doivent en outre assurer, dans les conditions définies au § 1^{er}, 3^o, le paiement des sommes dues à titre de rémunération, de sécurité sociale et de précompte professionnel pour les prestations du personnel ayant travaillé ou travaillant sur le chantier pour le compte d'un de leurs propres sous-traitants, de même que du personnel mis à leur disposition ou à la disposition d'un de leurs propres sous-traitants sur ce chantier.

§ 4. L'action du personnel dérivant du § 1^{er}, 3^o et 4^o, ou du § 3, alinéa 2, doit être précédée de l'envoi d'une réclamation qui doit être adressée, par lettre recommandée, au débiteur et, dans tous les cas, à l'entrepreneur, dans un délai d'un mois à dater de l'exigibilité de la rémunération. Cette action se prescrit par un an à dater de l'envoi de la réclamation.

Les personnes qui ont effectué le paiement de sommes dues en vertu du § 1^{er}, 3^o et 4^o, et du § 3, alinéa 2, sont subrogées aux droits et privilèges légaux s'exerçant sur ces sommes, à l'égard de l'employeur. L'entrepreneur qui a payé, conformément au § 1^{er}, 4^o, dispose en outre, dans les mêmes conditions, d'une action en récupération à l'encontre du débiteur de ces sommes, en vertu du § 3, alinéa 2.

§ 5. Sans préjudice de l'application des sanctions prévues par d'autres dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles, les manquements aux obligations visées aux §§ 1^{er} et 2 sont constatés par le pouvoir adjudicateur et donnent lieu à l'application des mesures prévues en cas de manquement aux clauses du contrat.

§ 6. Pour les activités visées à l'article 400 du Code des impôts sur les revenus 1992 et à l'article 30bis de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, dans les marchés publics de travaux, l'entrepreneur et le sous-traitant sont réputés avoir satisfait aux obligations qui leur sont imposées aux §§ 1^{er} et 3 en matière fiscale et de sécurité sociale, dès lors que leurs sous-traitants satisfont aux dispositions de la législation relative à l'enregistrement des entrepreneurs et aux dispositions de la législation organisant l'agrégation d'entrepreneurs de travaux.

Pour les activités qui relèvent du champ d'application de la commission paritaire de la construction, la présomption susmentionnée ne s'applique que si l'entrepreneur et le sous-traitant se sont conformés aux dispositions légales et réglementaires en matière de retenue ou de dispense organisées par les articles 30bis de la loi du 27 juin 1969 et 403 du Code des impôts sur les revenus 1992.

Section IV. — Droits des tiers sur les créances

Art. 43. § 1^{er}. Les créances des adjudicataires dues en exécution d'un marché public de travaux, de fournitures ou de services, passé par un pouvoir adjudicateur visé à l'article 12, ne peuvent faire l'objet d'une saisie, d'une opposition, d'une cession ou d'une mise en gage jusqu'à la réception.

Lorsque le marché comporte une réception provisoire et une réception définitive, l'interdiction prend fin à la réception provisoire de l'ensemble du marché.

§ 2. A l'exception des avances prévues à l'article 7, alinéa 2, ces créances peuvent être saisies ou faire l'objet d'une opposition même avant la réception :

— par les ouvriers et les employés de l'entrepreneur, du fournisseur ou du prestataire de services pour leurs salaires et appointements, dus pour des prestations afférentes au marché en question;

— par les sous-traitants et les fournisseurs de l'entrepreneur, du fournisseur ou du prestataire de services pour les sommes dues à raison des travaux, des fournitures ou des services qu'ils ont exécutés pour le marché en question.

§ 3. De onderaannemers waarop een beroep wordt gedaan en diegenen die personeel ter beschikking stellen voor de uitvoering van een overheidsopdracht moeten, onder dezelfde voorwaarden als de aannemer, de wettelijke, reglementaire of conventionele bepalingen bedoeld in § 1, 1^o en 2^o, en in § 2 naleven en doen naleven door hun eigen onderaannemers en door elke persoon die hen personeel ter beschikking stelt.

Voor de overheidsopdrachten voor werken moeten de onderaannemers bovendien, onder de voorwaarden bepaald in § 1, 3^o, de bedragen betalen, in de vorm van loon, sociale zekerheid en bedrijfsvoorheffing die verschuldigd zijn wegens de prestaties van het personeel dat op de bouwplaats gewerkt heeft of nog werkt voor rekening van één van hun eigen onderaannemers evenals aan het personeel dat aan henzelf of aan één van hun eigen onderaannemers op deze bouwplaats ter beschikking gesteld werd.

§ 4. De rechtsoverdracht van het personeel krachtens § 1, 3^o en 4^o, of krachtens § 3, tweede lid, dient te worden voorafgegaan door een bezwaarschrift dat aangetekend dient te worden verstuurd naar de schuldenaar en in alle gevallen naar de aannemer binnen een maand na de invorderbaarheid van het loon. Deze rechtsoverdracht verjaart na één jaar te rekenen vanaf de verzending van het bezwaarschrift.

De personen die krachtens § 1, 3^o en 4^o, en § 3, tweede lid, betalingen van verschuldigde bedragen hebben uitgevoerd, worden ten opzichte van de werkgever in de wettelijke rechten en voorrechten gesteld met betrekking tot die bedragen. De aannemer die overeenkomstig § 1, 4^o, heeft betaald, beschikt bovendien, onder dezelfde voorwaarden, over een verhaalrecht ten opzichte van de schuldenaar van deze bedragen krachtens § 3, tweede lid.

§ 5. Onverminderd de toepassing van de sancties bedoeld in andere wettelijke, reglementaire of conventionele bepalingen, worden de inbreuken op de verplichtingen bedoeld in § 1 en § 2 vastgesteld door de aanbestedende overheid en geven ze aanleiding tot de toepassing van de maatregelen in geval van inbreuken op de bepalingen van de overeenkomst.

§ 6. Voor de activiteiten bedoeld in artikel 400 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en in artikel 30bis van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de sociale zekerheid van de arbeiders, in de overheidsopdrachten voor werken, worden de aannemer en de onderaannemer geacht te hebben voldaan aan de verplichtingen die hen worden opgelegd door § 1 en § 3 inzake de fiscale wetgeving en op het vlak van de sociale zekerheid, indien hun onderaannemers voldoen aan de wetgeving betreffende de registratie van aannemers en aan de wettelijke bepalingen houdende regeling van de erkenning van de aannemers van werken.

Voor de werkzaamheden die tot het toepassingsgebied van het paritair comité voor het bouwbedrijf behoren, is het hierboven vermelde vermoeden slechts van toepassing indien de aannemer en de onderaannemer zich hebben gericht naar de wettelijke of reglementaire bepalingen inzake inhouding of vrijstelling geregeld door de artikelen 30bis van de wet van 27 juni 1969 en 403 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992.

Afdeling IV. — Derdenrechten op schuldvorderingen

Art. 43. § 1. De schuldvorderingen van de aannemers uit hoofde van de uitvoering van een door een in artikel 12, bedoelde aanbestedende overheid gegunde overheidsopdracht voor werken, leveringen of diensten, mogen tot aan de oplevering niet het voorwerp zijn van beslag, verzet, overdracht of inpandgeving.

Wanneer de opdracht in een voorlopige en een definitieve oplevering voorziet, eindigt het verbod bij de voorlopige oplevering van de volledige opdracht.

§ 2. Met uitzondering van de voorschotten bedoeld in artikel 7, tweede lid, mag op deze schuldvorderingen vóór de datum van de oplevering beslag worden gelegd en mogen ze het voorwerp uitmaken van verzet :

— door de arbeiders en bedienden van de aannemer, leverancier of dienstverlener ten belope van hun lonen en wedden, verschuldigd voor prestaties binnen het raam van de opdracht in kwestie;

— door de onderaannemers en de leveranciers van de aannemer, leverancier of dienstverlener, ten belope van de bedragen die hen verschuldigd zijn voor werken, leveringen of diensten die ze hebben verricht voor de opdracht in kwestie.

§ 3. A l'exception des avances visées à l'article 7, alinéa 2, les créances peuvent également être cédées ou mises en gage par l'entrepreneur, le fournisseur ou le prestataire de services, même avant la réception, au profit de bailleurs de fonds si elles sont affectées à la garantie de crédit ou d'avances de sommes en vue de l'exécution du marché en question, pourvu que l'utilisation de ce crédit ou de ces avances soit concomitante ou postérieure à la signification de ces cessions ou mises en gage.

§ 4. La cession et la mise en gage de la créance sont signifiées par le cessionnaire au pouvoir adjudicateur par exploit d'huissier. La signification peut également être effectuée par le cessionnaire au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée. A cette fin, le pouvoir adjudicateur mentionne explicitement dans le cahier spécial des charges ou dans les documents en tenant lieu, les coordonnées administratives du service à qui cette lettre doit être envoyée. Pour être valable, la signification doit être effectuée au plus tard en même temps que la demande en paiement du cessionnaire.

La cession de plusieurs créances peut être signifiée au moyen du même exploit d'huissier ou de la même lettre recommandée à condition que ces créances aient trait au même pouvoir adjudicateur et découlent d'un seul et même marché public conclu.

§ 5. Les cessions et les mises en gage ne sortiront leurs effets qu'après que les ouvriers, les employés, les sous-traitants et les fournisseurs ayant fait une saisie-arrêt ou une opposition, auront été payés.

Les sommes à en provenir ne pourront être imputées par le bailleur de fonds, cessionnaire ou créancier gagiste, à la couverture de créances sur l'adjudicataire, nées d'autres chefs, avant ou pendant la durée d'exécution des travaux, fournitures ou services financés, tant que lesdits travaux, fournitures ou services n'auront pas été réceptionnés.

§ 6. Le pouvoir adjudicateur fait connaître aux cessionnaires de créances et aux bénéficiaires du nantissement de celles-ci, par lettre recommandée à la poste, les saisies-arrêts ou oppositions qui lui ont été notifiées à la requête des créanciers privilégiés.

TITRE III. — Des marchés publics de travaux, de fournitures et de services dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux

CHAPITRE 1^{er}. — Champ d'application et dispositions générales

Section 1^{re}. — Champ d'application quant aux personnes

Art. 44. Sont soumis à l'application du présent titre, lorsqu'ils exercent une des activités y visées :

1° les pouvoirs adjudicateurs définis à l'article 2, 1°;

2° les entreprises publiques définies à l'article 2, 2°, pour les marchés ayant trait à leurs tâches de service public au sens d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance. La présente disposition ne porte pas préjudice à l'application de l'article 72.

Une liste non limitative des entreprises publiques est établie par le Roi.

Section II. — Champ d'application quant aux marchés

Art. 45. Le présent titre s'applique aux marchés publics définis à l'article 3, 1° à 4°, 10°, 11° et 15°, passés par les pouvoirs adjudicateurs et les entreprises publiques visés à l'article 44.

Le présent titre ne s'applique pas aux concessions de travaux publics définies à l'article 3, 12°, qui sont octroyés par les pouvoirs adjudicateurs ou des entreprises publiques exerçant une ou plusieurs activités visées au présent titre lorsque ces concessions sont octroyées pour l'exercice de ces activités.

§ 3. Met uitzondering van de voorschotten bedoeld in artikel 7, tweede lid, mogen de schuldvorderingen eveneens, vóór de oplevering, door de aannemer, leverancier of dienstverlener worden overgedragen of in pand gegeven ten voordele van kredietverleners, als ze worden aangewend tot waarborg van krediet of voorschotten verleend met het oog op de uitvoering van de opdracht in kwestie, voorzover dit krediet of deze voorschotten gelijktijdig met of na de betekening van deze overdracht of in pandgeving worden aangewend.

§ 4. De overdracht en de in pandgeving van de schuldvordering worden bij deurwaardersexploot door de cessionaris aan de aanbestedende overheid betekend. De betekening kan eveneens gebeuren per aangetekend schrijven van de cessionaris aan de aanbestedende overheid. Daartoe vermeldt de aanbestedende overheid in het bestek of de als zodanig geldende documenten uitdrukkelijk de administratieve gegevens van de dienst waaraan het schrijven dient te worden gericht. Om geldig te zijn, moet de betekening ten laatste tegelijkertijd gebeuren met de betalingsaanvraag van de cessionaris.

De overdracht van meerdere schuldvorderingen kan aan de hand van hetzelfde deurwaardersexploot of aangetekend schrijven worden betekend, op voorwaarde dat die schuldvorderingen op dezelfde aanbestedende overheid betrekking hebben en uit eenzelfde toegewezen overheidsopdracht voortkomen.

§ 5. De overdracht en in pandgeving zullen slechts uitwerking hebben nadat de arbeiders, bedienden, onderaannemers en leveranciers die derdenbeslag hebben gelegd of verzet hebben aangetekend, werden uitbetaald.

De sommen die hieruit voortkomen, zullen door de kredietverlener, de cessionaris of de pandhoudende schuldeiser niet kunnen worden aangewend tot dekking van schuldvorderingen uit anderen hoofde ontstaan tegen de aannemer, vóór of tijdens de duur van de uitvoering van de gefinancierde werken, leveringen of diensten zolang bedoelde werken, leveringen of diensten niet werden opgeleverd.

§ 6. De aanbestedende overheid geeft de cessionarissen en pandhouders van schuldvorderingen, bij ter post aangetekend schrijven, kennis van het derdenbeslag of verzet dat haar, op verzoek van de bevoorrechte schuldeisers, is betekend.

TITEL III. — Overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en postdiensten

HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied en algemene bepalingen

Afdeling I. — Toepassingsgebied wat de personen betreft

Art. 44. Deze titel is van toepassing op de volgende entiteiten indien ze één van de in deze titel bedoelde activiteiten uitoefenen :

1° de aanbestedende overheden zoals omschreven in artikel 2, 1°;

2° de overheidsbedrijven zoals omschreven in artikel 2, 2°, voor de opdrachten die betrekking hebben op taken van openbare dienst als bedoeld in een wet, een decreet of een ordonnantie. Deze bepaling doet geen afbreuk aan de toepassing van artikel 72.

Een niet-limitatieve lijst van de overheidsbedrijven wordt opgesteld door de Koning.

Afdeling II. — Toepassingsgebied wat de opdrachten betreft

Art. 45. Deze titel is van toepassing op de in artikel 3, 1° tot 4°, 10°, 11° en 15°, omschreven overheidsopdrachten die gegund worden door de in artikel 44 bedoelde aanbestedende overheden en overheidsbedrijven.

Deze titel is niet van toepassing op de in artikel 3, 12°, omschreven concessies voor openbare werken die worden toegekend door aanbestedende overheden of overheidsbedrijven die één of meerdere activiteiten bedoeld in deze titel uitoefenen wanneer deze concessies worden toegekend voor de uitoefening van deze activiteiten.

*Section III. — Champ d'application quant aux activités visées**Sous-section 1^{re}. — Marchés publics dans les secteurs de l'eau et de l'énergie et exclusions spécifiques*

Art. 46. Dans les secteurs de l'eau et de l'énergie, sont soumises aux dispositions du présent titre les activités suivantes :

1° la mise à disposition ou l'exploitation de réseaux fixes destinés à fournir un service au public dans le domaine de la production, du transport ou de la distribution d'eau potable, d'électricité, de gaz ou de chaleur;

2° l'alimentation de ces réseaux en eau potable, en électricité, en gaz ou en chaleur.

Toutefois, dans le cas d'une entreprise publique, cette alimentation ne constitue pas une activité visée par la présente loi, à la double condition que :

a) dans le cas de l'eau potable et celui de l'électricité :

— cette entreprise publique produise de l'eau potable ou de l'électricité parce que sa consommation est nécessaire à l'exercice par elle d'une activité autre que celles visées au présent article et aux articles 47 à 52;

— l'alimentation du réseau public ne dépende que de la consommation propre de cette entreprise publique sans dépasser trente pour cent de sa production totale respectivement d'eau potable ou d'électricité calculée sur la moyenne des trois dernières années, y inclus l'année en cours;

b) dans le cas du gaz ou de la chaleur;—

— cette entreprise publique produise du gaz ou de la chaleur en tant que résultat inéluctable de l'exercice d'une activité autre que celles visées au présent article et aux articles 47 à 52;

— l'alimentation du réseau public ne vise qu'à exploiter de manière économique cette production et n'excède pas vingt pour cent du chiffre d'affaires de cette entreprise publique calculé sur la moyenne des trois dernières années, y inclus l'année en cours;

3° l'exploitation d'une aire géographique dans le but de prospecter ou d'extraire du pétrole, du gaz, du charbon ou d'autres combustibles solides.

Art. 47. § 1^{er}. Le présent titre s'applique également aux marchés publics au sens de l'article 45 des pouvoirs adjudicateurs et des entreprises publiques mettant à disposition ou exploitant des réseaux fixes destinés à fournir un service au public dans le domaine de la production, du transport ou de la distribution d'eau potable ou alimentant ces réseaux en eau potable, et qui :

1° sont liés à des projets de génie hydraulique, à l'irrigation ou au drainage, pour autant que le volume d'eau destiné à l'approvisionnement en eau potable représente plus de vingt pour cent du volume total d'eau mis à disposition par ces projets ou par ces installations d'irrigation ou de drainage;

2° sont liés à l'évacuation ou au traitement des eaux usées.

§ 2. La présente loi ne s'applique pas aux marchés que les pouvoirs adjudicateurs et les entreprises publiques visés au § 1^{er} passent pour l'achat d'eau.

Art. 48. Sans préjudice de l'article 72, le présent titre n'est pas applicable aux pouvoirs adjudicateurs visés à l'article 44, 1°, pour les marchés de travaux, de fournitures et de services se rapportant à la production d'électricité.

Art. 49. Dans le secteur de l'énergie, la présente loi ne s'applique pas aux marchés qu'un pouvoir adjudicateur ou qu'une entreprise publique exerçant une activité visée à l'article 47 passe pour la fourniture d'énergie ou de combustibles destinés à la production d'énergie.

Sous-section II. — Marchés publics dans le secteur des transports

Art. 50. Dans le secteur des transports, sont soumises aux dispositions du présent titre les activités suivantes :

1° la mise à disposition ou l'exploitation de réseaux destinés à fournir un service au public dans le domaine du transport par train, métro, tramway, autobus, trolleybus, câble ou système automatique. En ce qui concerne les services de transport, il est considéré qu'un réseau existe lorsque le service est fourni dans les conditions déterminées par l'autorité compétente, portant notamment sur les itinéraires à suivre, la capacité de transport disponible ou la fréquence du service;

*Afdeling III. — Toepassingsgebied wat de bedoelde activiteiten betreft**Onderafdeling I. — Overheidsopdrachten in de sectoren water en energie en specifieke uitsluitingen*

Art. 46. In de sectoren water en energie zijn de hierna volgende activiteiten onderworpen aan de bepalingen van deze titel :

1° de terbeschikkingstelling of de uitbating van vaste netten bestemd voor dienstverlening aan het publiek op het gebied van productie van, vervoer van of voorziening in drinkwater, elektriciteit, gas of warmte;

2° de voorziening van deze netten van drinkwater, elektriciteit, gas of warmte.

In het geval van een overheidsbedrijf, wordt deze voorziening niet gezien als een activiteit als bedoeld in deze wet, onder de tweeledige voorwaarde dat :

a) inzake drinkwater en elektriciteit :

— dit overheidsbedrijf het drinkwater of de elektriciteit voortbrengt omdat de consumptie ervan noodzakelijk is voor de uitoefening door haar van een andere activiteit dan die bedoeld in dit artikel en de artikelen 47 tot 52;

— de bevoorrading van het openbare net slechts afhangt van het eigen gebruik van dit overheidsbedrijf zonder dertig percent van haar totale productie van respectievelijk drinkwater of elektriciteit te overschrijden, berekend op grond van het gemiddelde van de laatste drie jaren, het lopende jaar inbegrepen;

b) inzake gas of warmte :

— dit overheidsbedrijf gas of warmte voortbrengt als onvermijdelijk gevolg van de uitoefening van een andere activiteit dan die bedoeld in dit artikel en de artikelen 47 tot 52;

— de bevoorrading van het openbare net slechts een economisch verantwoorde uitbating van deze productie beoogt zonder twintig percent van de omzet van dit overheidsbedrijf te overschrijden, berekend op grond van het gemiddelde van de laatste drie jaren, het lopende jaar inbegrepen;

3° de uitbating van een geografisch gebied met als doel het prospecteren of de winning van olie, gas, steenkool of andere vaste brandstoffen.

Art. 47. § 1. Deze titel is eveneens van toepassing op de overheidsopdrachten in de zin van artikel 45 van de aanbestedende overheden en van de overheidsbedrijven die vaste netten ter beschikking stellen of uitbaten die bestemd zijn voor de dienstverlening aan het publiek op het gebied van productie van, vervoer van of voorziening in drinkwater of van de drinkwatertoevoer op deze netten, en die :

1° verbonden zijn aan projecten in verband met de waterbouwkunde, de bewatering of afwatering, voorzover het volume water bestemd voor de bevoorrading van drinkwater meer dan twintig percent bedraagt van het totale volume water dat door deze projecten of deze bevoeiings- of afwateringsinrichtingen ter beschikking gesteld wordt;

2° verbonden zijn aan de lozing of de behandeling van het afvalwater.

§ 2. Deze wet is niet van toepassing op de opdrachten die de aanbestedende overheden en overheidsbedrijven bedoeld in § 1 gunnen voor de aankoop van water.

Art. 48. Onverminderd artikel 72, is deze titel niet van toepassing op de aanbestedende overheden bedoeld in artikel 44, 1°, voor de opdrachten voor werken, leveringen en diensten die betrekking hebben op de productie van elektriciteit.

Art. 49. In de sector energie is deze wet niet van toepassing op de opdrachten gegund door een aanbestedende overheid of een overheidsbedrijf die één van de in artikel 47 bedoelde activiteiten uitoefent met het oog op de levering van energie of van brandstoffen bestemd voor de productie van energie.

Onderafdeling II. — Overheidsopdrachten in de sector vervoer

Art. 50. In de sector vervoer zijn de bepalingen van deze titel van toepassing op de volgende activiteiten :

1° de terbeschikkingstelling of de netuitbating bestemd voor de dienstverlening aan het publiek op het gebied van vervoer per trein, metro, tram, autobus, trolleybus, kabelbaan of zelfbesturingssysteem. Wat de vervoersdiensten betreft, wordt verondersteld dat een net bestaat wanneer de dienst verleend wordt onder de door de bevoegde overheid bepaalde voorwaarden, die met name betrekking hebben op de te volgen reiswegen, het beschikbaar vervoervermogen of de dienstfrequentie;

2° l'exploitation d'une aire géographique en vue de mettre à la disposition des transporteurs aériens, maritimes ou fluviaux, des aéroports, des ports maritimes ou intérieurs ou d'autres terminaux de transport.

Sous-section III. — Marchés publics dans le secteur des services postaux

Art. 51. § 1^{er}. Dans le secteur des services postaux, sont soumises aux dispositions du présent titre les activités visant à fournir des services postaux ou, dans les conditions visées au § 2, c), d'autres services que les services postaux.

§ 2. On entend par :

a) envoi postal : un envoi portant une adresse sous la forme définitive dans laquelle il doit être acheminé, quel que soit son poids. Il s'agit par exemple, outre les envois de correspondance, de livres, de catalogues, de journaux, de périodiques et de colis postaux contenant des marchandises avec ou sans valeur commerciale, quel que soit leur poids;

b) services postaux : des services consistant en la levée, le tri, l'acheminement et la distribution d'envois postaux. Ces services comprennent :

— les services postaux réservés : des services qui sont réservés ou peuvent l'être en vertu de l'article 144octies de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;

— les autres services postaux : des services qui ne peuvent être réservés en vertu de l'article 144octies de la loi du 21 mars 1991;

c) services autres que les services postaux : des services fournis dans les domaines suivants :

— les services de gestion de services courrier (aussi bien les services précédant l'envoi que ceux postérieurs à l'envoi, tels les mailroom management services), et

— les services à valeur ajoutée liés au courrier électronique et effectués entièrement par voie électronique (y inclus la transmission sécurisée de documents codés par voie électronique, les services de gestion des adresses et la transmission de courrier électronique recommandé);

— les services concernant des envois non compris au a) tels que le publipostage ne portant pas d'adresse;

— les services financiers tels qu'ils sont définis dans la catégorie 6 de l'annexe II de la présente loi, y compris notamment les virements postaux et les transferts à partir de comptes courants postaux;

— les services de philatélie;

— les services logistiques (services associant la remise physique et/ou le dépôt à des fonctions autres que postales), pourvu que ces services soient fournis par une entité fournissant également des services postaux au sens du point b), premier ou second tiret, et que ces derniers ne soient pas directement exposés à la concurrence sur des marchés dont l'accès n'est pas limité.

Sous-section IV. — Marchés concernant plusieurs activités et exclusions générales

Art. 52. Le présent titre ne s'applique pas :

1° aux marchés publics que les pouvoirs adjudicateurs et les entreprises publiques passent pour la poursuite des activités visées au présent titre dans un pays tiers à la Communauté européenne, dans des conditions n'impliquant pas l'exploitation physique d'un réseau ou d'une aire géographique à l'intérieur de la Communauté européenne;

2° aux marchés publics passés en vue d'une vente ou d'une location à des tiers lorsque le pouvoir adjudicateur ou l'entreprise publique ne bénéficie d'aucun droit spécial ou exclusif pour vendre ou louer l'objet de ces marchés et lorsque d'autres personnes peuvent librement le vendre ou le louer dans les mêmes conditions que le pouvoir adjudicateur;

3° aux marchés publics :

a) qu'une entreprise publique passe auprès d'une entreprise liée, ou

b) qu'une co-entreprise constituée, aux fins de la poursuite des activités visées au présent titre, de plusieurs entreprises publiques au sens de ce titre et d'entités adjudicatrices au sens du titre IV, passe auprès d'une de ces entreprises publiques ou entités adjudicatrices ou d'une entreprise liée à une de celles-ci.

2° de exploitatie van een geografisch gebied met het oog op de terbeschikkingstelling aan de vervoerders door de lucht, over zee of langs de binnenwateren, van luchthavens, zee- of binnenhavens of van andere vervoerterminals.

Onderafdeling III. — Overheidsopdrachten in de sector postdiensten

Art. 51. § 1. In de sector van de postdiensten zijn de bepalingen van deze titel van toepassing op de activiteiten met het oog op de levering van postdiensten of, overeenkomstig de in § 2, c), bedoelde voorwaarden, van andere diensten dan postdiensten.

§ 2. Men verstaat onder :

a) postzending : een geadresseerde zending in de definitieve vorm waarin zij moet worden verstuurd, ongeacht het gewicht. Naast brievenpost worden bijvoorbeeld als postzending aangemerkt : boeken, catalogi, kranten, tijdschriften en postpakketten die goederen met of zonder handelswaarde bevatten, ongeacht het gewicht;

b) postdiensten : diensten die bestaan in het ophalen, sorteren, vervoeren en bestellen van postzendingen. Deze diensten omvatten :

— de voorbehouden postdiensten : diensten die zijn of kunnen worden voorbehouden krachtens artikel 144octies van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;

— de andere postdiensten : diensten die niet kunnen worden voorbehouden krachtens artikel 144octies van de wet van 21 maart 1991;

c) andere diensten dan de postdiensten : diensten die op de volgende gebieden worden geleverd :

— beheer van postdiensten (diensten die zowel vóór als na de zending worden geleverd, zoals mailroom management services), en

— diensten met een meerwaarde die verband houden met elektronische post en die volledig langs elektronische weg plaatsvinden (met inbegrip van de beveiligde doorgifte van gecodeerde documenten langs elektronische weg, de adresbeheersdiensten en het doorzenden van geregistreerde elektronische post);

— diensten die geen betrekking hebben op de in a) bedoelde postdiensten, zoals niet-geadresseerde direct mail;

— financiële diensten als gedefinieerd in categorie 6 van bijlage II van deze wet, met inbegrip van met name postoverschrijvingen en girale overschrijvingen;

— filateliediensten;

— logistieke diensten (diensten waarbij fysieke levering en/of opslag gecombineerd worden met niet-postale diensten, op voorwaarde dat deze diensten worden geleverd door een dienst die ook postdiensten, in de zin van punt b), eerste of tweede streepje, verstrekt en deze laatste niet rechtstreeks blootstaan aan mededinging op een marktgebied waartoe de toegang niet beperkt is.

Onderafdeling IV. — Opdrachten betreffende meerdere activiteiten en algemene uitsluitingen

Art. 52. Deze titel is niet van toepassing op :

1° de overheidsopdrachten gegund door de aanbestedende overheden en de overheidsbedrijven met het oog op de uitoefening van de in deze titel bedoelde activiteiten in een derde land buiten de Europese Gemeenschap, onder voorwaarden die niet leiden tot de materiële uitbating van een netwerk of van een geografisch gebied binnen de Europese Gemeenschap;

2° de overheidsopdrachten gegund met het oog op een doorverkoop of het verhuren aan derden wanneer de aanbestedende overheid of het overheidsbedrijf geen enkel bijzonder of uitsluitend recht geniet voor de verkoop of het verhuren van het voorwerp van deze opdrachten en wanneer andere personen, onder dezelfde voorwaarden als de aanbestedende overheid, het vrij kunnen verkopen of verhuren;

3° de overheidsopdrachten :

a) die door een overheidsbedrijf aan een verbonden onderneming worden gegund, of

b) die, met het oog op de uitoefening van de in deze titel bedoelde activiteiten, door een gemeenschappelijke onderneming, bestaande uit meerdere overheidsbedrijven in de zin van deze titel en uit aanbestedende entiteiten als bedoeld in titel IV, worden gegund aan één van deze overheidsbedrijven of aanbestedende entiteiten of aan een onderneming die verbonden is met één van deze overheidsbedrijven of aanbestedende entiteiten.

Cette exception ne vaut qu'à la condition que quatre-vingts pour cent au moins du chiffre d'affaires moyen réalisé respectivement en matière de travaux, de fournitures ou de services par cette entreprise au cours des trois dernières années provienne de la prestation de ces travaux, fournitures ou services aux entreprises auxquelles elle est liée.

Lorsque, en fonction de la date de création ou du début d'activité de l'entreprise liée, le chiffre d'affaires n'est pas disponible pour les trois dernières années, il suffit que cette entreprise démontre que la réalisation du chiffre d'affaires moyen est vraisemblable, notamment par des projections d'activités.

Lorsque des travaux, des fournitures ou des services identiques ou similaires sont prestés par plus d'une entreprise liée à l'entreprise publique ou à l'entité adjudicatrice, il faut tenir compte du chiffre d'affaires total résultant respectivement des travaux, des fournitures ou des services prestés par ces entreprises.

Par entreprise liée, on entend toute entreprise dont les comptes annuels sont consolidés avec ceux de l'entreprise publique ou de l'entité adjudicatrice conformément aux exigences de la Septième Directive 83/349/CEE du Conseil du 13 juin 1983, fondée sur l'article 54, 3, g, du Traité, concernant les comptes consolidés. Dans le cas d'entreprises publiques ou d'entités adjudicatrices non soumises à la Directive 83/349/CEE, on entend par "entreprise liée" toute entreprise :

i) sur laquelle l'entreprise publique ou l'entité adjudicatrice peut exercer, directement ou indirectement, une influence dominante parce qu'elle

— détient la majorité du capital de l'entreprise, ou

— dispose de la majorité des voix attachées aux parts émises par l'entreprise, ou

— peut désigner plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance de l'entreprise;

ii) ou qui peut exercer une même influence dominante qu'au i) sur l'entreprise publique ou l'entité adjudicatrice;

iii) ou qui, comme l'entreprise publique ou l'entité adjudicatrice, est soumise à une même influence dominante qu'au 1^o d'une autre entreprise du fait de la propriété, de la participation financière ou des règles qui la régissent;

4^o aux marchés publics que les pouvoirs adjudicateurs ou les entreprises publiques passent à des fins autres que la poursuite des activités visées au présent titre. Cette disposition ne porte pas préjudice à l'application du titre II pour les pouvoirs adjudicateurs définis à l'article 2, 1^{er}.

5^o aux marchés publics que les pouvoirs adjudicateurs ou les entreprises publiques passent pour la poursuite des activités visées au présent titre si l'activité prestée est directement exposée à la concurrence, sur des marchés dont l'accès n'est pas limité. Cette exclusion est toutefois subordonnée à une procédure de demande d'exemption par l'autorité nationale compétente et à une décision de la Commission européenne.

CHAPITRE II. — Modes de passation

Art. 53. § 1^{er}. Les marchés publics sont passés en principe par procédure ouverte ou restreinte, soit par adjudication, soit par appel d'offres, lesquels sont nommés respectivement adjudication ouverte ou restreinte et appel d'offres ouvert ou restreint, ou par procédure négociée avec publicité.

Le Roi fixe l'organisation de ces modes de passation.

§ 2. Il ne peut être traité par procédure négociée sans publicité mais si possible après consultation de plusieurs entrepreneurs, fournisseurs ou prestataires de services que dans les cas suivants :

1^o dans le cas d'un marché public de travaux, de fournitures ou de services, lorsque :

a) la dépense à approuver ne dépasse pas, hors taxe sur la valeur ajoutée, les montants fixés par le Roi;

b) le marché a pour objet des travaux, des fournitures ou des services déclarés secrets par l'autorité ou dont l'exécution doit s'accompagner de mesures particulières de sécurité conformément à des dispositions législatives, réglementaires ou administratives en vigueur, ou lorsque la protection des intérêts essentiels du pays l'exige;

Deze uitzondering geldt slechts op voorwaarde dat minstens tachtig percent van de gemiddelde omzet, die deze onderneming respectievelijk inzake werken, leveringen of diensten verwezenlijkt heeft tijdens de voorbije drie jaar, voortvloeit uit deze werken, leveringen of diensten verricht voor rekening van de ondernemingen waarmee zij verbonden is.

Wanneer de omzet over de voorbije drie jaar niet beschikbaar is op basis van de datum van oprichting of aanvang van de bedrijfsactiviteiten van de verbonden onderneming, volstaat het dat deze onderneming onder meer door het extrapoleren van activiteiten aantoont dat de gemiddelde omzet aannemelijk is.

Wanneer identieke of gelijkaardige werken, leveringen of diensten door meer dan één met het overheidsbedrijf of de aanbestedende entiteit verbonden onderneming worden verricht, dient rekening te worden gehouden met de totale omzet die respectievelijk voortvloeit uit de door deze ondernemingen gepresteerde werken, leveringen of diensten.

Onder verbonden onderneming wordt verstaan : een onderneming waarvan de jaarrekening geconsolideerd is met die van het overheidsbedrijf of aanbestedende entiteit overeenkomstig de voorschriften van de Zevende Richtlijn 83/349/EEG van de Raad van 13 juni 1983 op basis van artikel 54, 3, g, van het Verdrag betreffende de geconsolideerde jaarrekening. In het geval van overheidsbedrijven of van aanbestedende entiteiten die niet tot het toepassingsgebied van Richtlijn 83/349/EEG behoren, verstaat men onder "verbonden onderneming" elke onderneming :

i) waarop het overheidsbedrijf of de aanbestedende entiteit rechtstreeks of onrechtstreeks een overheersende invloed kan uitoefenen omdat deze

— de meerderheid van het kapitaal van de onderneming bezit, of

— over de meerderheid van de stemmen beschikt die aan de door de onderneming uitgegeven aandelen zijn verbonden, of

— meer dan de helft van de leden van het bestuurs-, leidinggevend of toezichthoudend orgaan van de onderneming kan aanwijzen;

ii) of die eenzelfde overheersende invloed als in i) kan uitoefenen op het overheidsbedrijf of de aanbestedende entiteit;

iii) of die, zoals het overheidsbedrijf of de aanbestedende entiteit, onder eenzelfde overheersende invloed als in 1^o staat die uitgaat van een andere onderneming uit hoofde van eigendom, financiële deelneming of van de voor deze laatste onderneming geldende voorschriften;

4^o de overheidsopdrachten die door de aanbestedende overheden of de overheidsbedrijven gegund worden voor andere doeleinden dan het uitoefenen van de activiteiten bedoeld in deze titel. Deze bepaling doet geen afbreuk aan de toepassing van titel II voor de aanbestedende overheden omschreven in artikel 2, 1.

5^o de overheidsopdrachten die door de aanbestedende overheden of de overheidsbedrijven gegund worden met het oog op de uitoefening van de in deze titel bedoelde activiteiten, wanneer de uitgeoefende activiteiten rechtstreeks blootstaan aan mededinging op een markt waar de toegang niet beperkt is. Deze uitsluiting is evenwel afhankelijk van een procedure inzake vrijstellingsaanvragen door de nationale bevoegde overheid en van een beslissing van de Europese Commissie.

HOOFDSTUK II. — Gunningswijzen

Art. 53. § 1. De overheidsopdrachten worden in principe gegund bij open of beperkte procedure, hetzij bij aanbesteding, hetzij bij offerte-aanvraag die respectievelijk open of beperkte aanbesteding en open of beperkte offerte-aanvraag worden genoemd, of bij onderhandelingsprocedure met bekendmaking.

De Koning regelt deze gunningswijzen.

§ 2. De overheidsopdrachten mogen enkel worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking doch, indien mogelijk, na raadpleging van meerdere aannemers, leveranciers of dienstverleners in de volgende gevallen :

1^o in het geval van een overheidsopdracht voor werken, leveringen of diensten wanneer :

a) de goed te keuren uitgave niet hoger is dan de door de Koning vastgelegde bedragen zonder belasting over de toegevoegde waarde;

b) de opdracht betrekking heeft op werken, leveringen of diensten die door de overheid geheim verklaard zijn of waarvan de uitvoering gepaard moet gaan met bijzondere veiligheidsmaatregelen, overeenkomstig de van kracht zijnde wettelijke, reglementaire of administratieve bepalingen of indien de bescherming van de fundamentele belangen van het land dit vereist;

c) dans la mesure strictement nécessaire, l'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles pour le pouvoir adjudicateur ne permet pas de respecter les délais exigés par la procédure ouverte, restreinte ou négociée avec publicité. Les circonstances invoquées pour justifier l'urgence impérieuse ne doivent, en aucun cas, être imputables au pouvoir adjudicateur ou à l'entreprise publique;

d) aucune demande de participation ou demande de participation appropriée, aucune offre ou offre appropriée n'a été déposée en réponse à une procédure ouverte, restreinte ou négociée avec publicité, pour autant que les conditions initiales du marché ne soient pas substantiellement modifiées;

e) les travaux, fournitures ou services ne peuvent, en raison de leur spécificité technique, artistique ou pour des raisons tenant à la protection des droits d'exclusivité, être confiés qu'à un entrepreneur, fournisseur ou prestataire de services déterminé;

f) le marché est passé uniquement à des fins de recherche, d'expérimentation, d'étude ou de développement et non dans le but d'assurer une rentabilité ou de récupérer les coûts de recherche et de développement et dans la mesure où la passation d'un tel marché ne porte pas préjudice à la mise en concurrence des marchés subséquents qui poursuivent notamment ces buts;

g) le marché est à passer sur la base d'un accord-cadre, pour autant que cet accord-cadre ait été passé selon une des procédures visées au § 1^{er};

2° dans le cas d'un marché public de travaux ou de services, pour des travaux ou des services complémentaires ne figurant pas dans le projet initialement adjugé ni dans le premier marché conclu et qui sont devenus nécessaires, à la suite d'une circonstance imprévue, à l'exécution de ce marché, à condition que l'attribution soit faite à l'entrepreneur ou au prestataire de services qui exécute le marché initial :

— lorsque ces travaux ou services complémentaires ne peuvent être techniquement ou économiquement séparés du marché principal sans inconvénient majeur pour le pouvoir adjudicateur ou l'entreprise publique,

ou

- lorsque ces travaux ou services complémentaires, quoique séparables de l'exécution du marché initial, sont strictement nécessaires à son perfectionnement;

3° dans le cas d'un marché public de travaux, pour des travaux nouveaux, consistant dans la répétition d'ouvrages similaires qui sont attribués à l'adjudicataire du marché initial par le même pouvoir adjudicateur ou la même entreprise publique, à condition que ces travaux soient conformes à un projet de base et que ce projet ait fait l'objet d'un premier marché passé par adjudication, par appel d'offres ou par procédure négociée avec publicité. Toutefois, la possibilité de recourir à cette procédure doit être indiquée dès la mise en concurrence du premier marché;

4° dans le cas d'un marché public de fournitures, lorsque :

a) des fournitures complémentaires sont à effectuer par le fournisseur initial et sont destinées soit au renouvellement partiel de fournitures ou d'installations d'usage courant, soit à l'extension de fournitures ou d'installations existantes, lorsque le changement de fournisseur obligerait le pouvoir adjudicateur ou l'entreprise publique à acquérir un matériel de technique différente entraînant une incompatibilité ou des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées;

b) des fournitures complémentaires de même nature et présentant les mêmes caractéristiques sont attribuées, à la suite d'une circonstance imprévue, au fournisseur du marché initial, à condition que le montant cumulé des marchés de fournitures complémentaires n'excède pas cinquante pour cent du montant du marché initial et que le montant cumulé de tous les marchés n'atteigne pas les montants fixés pour la publicité au niveau européen;

c) il s'agit de fournitures cotées et achetées à une bourse de matières premières;

d) il s'agit d'achats d'opportunité, s'il est possible d'acquérir des fournitures en profitant d'une occasion particulièrement avantageuse qui s'est présentée dans une période de temps très courte et pour lesquelles le prix à payer est considérablement plus bas que les prix normalement pratiqués sur le marché;

c) voor zover zulks strikt noodzakelijk is, ingeval de termijnen voor de open of beperkte procedure of de onderhandelingsprocedure met bekendmaking wegens dwingende spoed, voortvloeiend uit onvoorziene gebeurtenissen voor de aanbestedende overheid, niet in acht kunnen worden genomen. De ter rechtvaardiging van de dwingende spoed ingeroepen omstandigheden mogen in geen geval aan de aanbestedende overheid of aan het overheidsbedrijf te wijten zijn;

d) geen of geen geschikte aanvraag tot deelneming of offerte werd ingediend ingeval een open of beperkte procedure of een onderhandelingsprocedure met bekendmaking, mits de oorspronkelijke voorwaarden van de opdracht niet wezenlijk worden gewijzigd;

e) de uitvoering van de werken, leveringen of diensten slechts kan worden toevertrouwd aan één bepaalde aannemer of leverancier of dienstverlener omwille van de technische of artistieke specificiteit ervan, of omwille van de bescherming van alleenrechten;

f) de opdracht enkel wordt gegund ten behoeve van onderzoek, proefnemingsstudie of ontwikkeling en niet met het doel rendabiliteit na te streven dan wel de kosten van onderzoek en ontwikkeling te dekken en voorzover de gunning van een dergelijke opdracht niet verhindert dat een oproep tot mededinging wordt gedaan voor latere opdrachten die dit doel in het bijzonder beogen;

g) de opdracht te gunnen is op grond van een raamovereenkomst, voorzover deze raamovereenkomst werd gegund overeenkomstig één van de procedures bedoeld in § 1;

2° in het geval van een overheidsopdracht voor werken of diensten wanneer het gaat om aanvullende werken of diensten die niet werden opgenomen in het oorspronkelijk aanbestede project, noch in de eerste afgesloten opdracht en die ingeval onvoorziene omstandigheden noodzakelijk zijn geworden voor de uitvoering van deze opdracht, op voorwaarde dat ze worden toegewezen aan de aannemer of dienstverlener die de oorspronkelijke opdracht uitvoert :

— wanneer deze aanvullende werken of diensten technisch of economisch niet van de hoofdupdracht kunnen worden gescheiden, zonder een ernstig bezwaar op te leveren voor de aanbestedende overheid of het overheidsbedrijf,

of

— wanneer deze aanvullende werken of diensten, alhoewel scheidbaar van de uitvoering van de oorspronkelijke opdracht, strikt noodzakelijk zijn voor de vervolmaking ervan;

3° in het geval van een overheidsopdracht voor werken wanneer het gaat om nieuwe werken bestaande uit een herhaling van soortgelijke werken, die aan de aannemer van de eerste opdracht worden gegund door dezelfde aanbestedende overheid of het overheidsbedrijf op voorwaarde dat deze werken overeenstemmen met een basisontwerp en dat dit ontwerp het voorwerp uitmaakte van een eerste opdracht die gegund werd na aanbesteding, offerteaanvraag of onderhandelingsprocedure met bekendmaking. De mogelijkheid om deze procedure aan te wenden dient evenwel bij het in mededinging stellen van de eerste opdracht vermeld te worden;

4° in het geval van een overheidsopdracht voor leveringen wanneer :

a) door de oorspronkelijke leverancier aanvullende leveringen te verrichten zijn en die ofwel zijn bestemd voor gedeeltelijke vernieuwing van de leveringen of installaties voor courant gebruik, ofwel voor de uitbreiding van bestaande leveringen of installaties, wanneer verandering van leverancier de aanbestedende overheid of het overheidsbedrijf ertoe zou verplichten apparatuur aan te schaffen met andere technische eigenschappen zodat onverenigbaarheid ontstaat of zich bij gebruik en onderhoud onevenredige technische moeilijkheden voordoen;

b) aanvullende leveringen van dezelfde aard en met dezelfde kenmerken, ingeval onvoorziene omstandigheden worden gegund aan de leverancier van de oorspronkelijke opdracht mits het samengevoegde bedrag van de opdrachten gegund voor de aanvullende leveringen niet hoger ligt dan vijftig procent van het bedrag van de oorspronkelijke opdracht en het samengevoegde bedrag van alle opdrachten de bedragen voor de bekendmaking op Europees niveau niet bereikt;

c) het gaat om op een grondstoffenmarkt genoteerde en aangekochte leveringen;

d) het gaat om opportuïteitsaankopen, indien het mogelijk is leveringen aan te schaffen tegen uiterst gunstige voorwaarden die slechts een zeer korte tijd gelden, en waarvoor de te betalen prijs merkbaar lager is dan de op de markt gangbare prijzen;

e) des fournitures sont achetées à des conditions particulièrement avantageuses soit auprès d'un fournisseur cessant définitivement ses activités commerciales, soit auprès des curateurs ou liquidateurs d'une faillite, d'un concordat judiciaire ou d'une procédure de même nature existant dans les législations ou réglementations nationales;

5° dans le cas d'un marché public de services, lorsque le marché fait suite à un concours de projets et doit, conformément aux règles y applicables, être attribué au lauréat ou à un des lauréats de ce concours. Dans ce dernier cas, tous les lauréats doivent être invités à participer aux négociations;

6° dans le cas d'un marché public de services dont le montant total n'atteint pas le montant fixé pour la publicité européenne, lorsque :

a) les services ne peuvent, en raison des nécessités techniques ou d'investissements préalables importants, être confiés qu'à un prestataire de services déterminé;

b) des services nouveaux, consistant dans la répétition de services similaires, sont attribués à l'adjudicataire du marché initial par le même pouvoir adjudicateur ou la même entreprise publique, à condition que ces services soient conformes à un projet de base et que ce projet ait fait l'objet d'un premier marché passé après mise en concurrence. La possibilité de recourir à cette procédure doit être indiquée dès la mise en concurrence de la première opération.

Art. 54. § 1^{er}. Dans le cas d'un marché public de fournitures, le pouvoir adjudicateur ou l'entreprise publique peut rejeter toute offre dont la part de produits originaires de pays tiers excède la moitié de la valeur totale des produits composant cette offre. Pour l'application du présent article, les logiciels utilisés dans les équipements de réseaux de télécommunications sont considérés comme des produits.

On entend par pays tiers tout pays avec lequel la Communauté européenne n'a pas conclu, dans un cadre multilatéral ou bilatéral, un accord assurant un accès comparable et effectif des entreprises de la Communauté aux marchés de ce pays conformément aux conditions de l'article 21.

Si deux ou plusieurs offres sont jugées équivalentes, le pouvoir adjudicateur ou l'entreprise publique doit donner la préférence à celle des offres qui ne peut être rejetée en application de l'alinéa 1^{er}. Pour le critère du prix, une telle offre est considérée comme équivalente si elle n'excède pas de trois pour cent le montant d'une offre à laquelle s'applique l'alinéa 1^{er}.

L'obligation visée à l'alinéa précédent ne s'impose cependant pas si le pouvoir adjudicateur ou l'entreprise publique devait par ce fait acquérir un matériel présentant des caractéristiques techniques différentes de celles du matériel déjà existant, entraînant une incompatibilité ou des difficultés techniques d'utilisation ou d'entretien ou des coûts disproportionnés.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er}, la part des produits originaires des pays tiers est déterminée conformément au Règlement (CEE) n° 2913/92 du Conseil du 12 octobre 1992 établissant le code des douanes communautaire.

Pour la détermination de la part de produits originaires des pays tiers, ne sont pas pris en compte les pays tiers auxquels le Conseil de l'Union européenne a étendu le bénéfice de la Directive 2004/17/CE du Parlement et du Conseil du 31 mars 2004 portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux.

Art. 55. Les articles 5 à 11, 15, 17, §§ 1^{er} et 2, 19 à 22, 24 et 25, 28 à 30, 32 et 33, 35 à 43, ainsi que l'article 2 de la loi du 16 juin 2006 relative à l'attribution, à l'information aux candidats et soumissionnaires et au délai d'attente concernant les marchés publics et certains marchés de travaux, de fournitures et de services, sont également applicables aux marchés publics visés par le présent titre.

L'article 17, § 2, ne s'applique toutefois pas aux entreprises publiques.

L'article 30 s'applique également à la procédure négociée avec publicité.

e) het gaat om de aankoop van leveringen tegen bijzondere gunstige voorwaarden, hetzij bij een leverancier die definitief zijn handelsactiviteit stopzet, hetzij bij curatoren of vereffenaars van een faillissement, een gerechtelijk akkoord of een in de nationale wetgevingen of reglementeringen bestaande procedure van dezelfde aard;

5° in het geval van een overheidsopdracht voor diensten wanneer de opdracht op een ontwerpenwedstrijd volgt en, overeenkomstig de toepasselijke regels, moet worden gegund aan de winnaar of aan één van de winnaars van de wedstrijd. In dit laatste geval moeten alle winnaars worden uitgenodigd om aan de onderhandelingen deel te nemen;

6° in het geval van een overheidsopdracht voor diensten waarvan het totaal bedrag niet hoger is dan het bedrag voor bekendmaking op Europees niveau wanneer :

a) de diensten, omwille van technische noodwendigheden of voorafgaande belangrijke investeringen, slechts aan één bepaalde dienstverlener kunnen worden toevertrouwd;

b) het gaat om nieuwe diensten bestaande uit een herhaling van soortgelijke diensten, die aan de aannemer van de eerste opdracht worden toegewezen door dezelfde aanbestedende overheid of het overheidsbedrijf, op voorwaarde dat deze diensten overeenstemmen met een basisontwerp en dat dit ontwerp het voorwerp uitmaakte van een eerste opdracht die werd gegund na mededinging. De mogelijkheid om deze procedure aan te wenden dient bij het in mededinging stellen van de eerste verrichting te worden vermeld.

Art. 54. § 1. In het geval van een overheidsopdracht voor leveringen mag de aanbestedende overheid of het overheidsbedrijf elke offerte afwijzen die voor meer dan de helft van de totale waarde, producten bevat die afkomstig zijn uit derde landen. Voor de toepassing van dit artikel wordt de programmatuur gebruikt in de uitrusting van telecommunicatienetwerken, beschouwd als een product.

Wordt verstaan onder derde landen, alle landen waarmee de Europese Gemeenschap in een bilateraal of multilateraal verband geen overeenkomst heeft gesloten die aan ondernemingen van de Gemeenschap een vergelijkbare en daadwerkelijke toegang waarborgt tot de opdrachten van deze landen volgens de voorwaarden van artikel 21.

Indien twee of meer offertes gelijkwaardig geoordeeld worden, dient de aanbestedende overheid of het overheidsbedrijf de voorkeur te geven aan die offerte die niet kan worden afgewezen met toepassing van het eerste lid. Inzake het prijs criterium wordt dergelijke offerte als gelijkwaardig beschouwd indien ze het bedrag van de offerte waarop het eerste lid van toepassing is, niet met meer dan drie percent overschrijdt.

De verplichting bedoeld in het voorgaande lid geldt nochtans niet indien de aanbestedende overheid of het overheidsbedrijf hierdoor zou moeten overgaan tot het aanschaffen van materieel dat op technisch gebied verschilt van het reeds bestaande materieel en dat een onverenigbaarheid of technische moeilijkheden inzake gebruik of onderhoud of overmatige kosten zou teweegbrengen.

§ 2. Voor de toepassing van § 1, wordt het gedeelte van de producten afkomstig uit derde landen bepaald overeenkomstig de Verordening (EEG) nr. 2913/92 van de Raad van 12 oktober 1992 tot vaststelling van het communautair douanewetboek.

Voor de bepaling van het gedeelte van de producten afkomstig uit derde landen, wordt geen rekening gehouden met de derde landen die de Raad van de Europese Unie heeft opgenomen in het toepassingsgebied van Richtlijn 2004/17/EG van het Parlement en de Raad van 31 maart 2004 houdende coördinatie van de procedures voor het plaatsen van opdrachten in de sectoren water- en energievoorziening, vervoer en postdiensten.

Art. 55. De artikelen 5 tot 11, 15, 17, §§ 1 en 2, 19 tot 22, 24 en 25, 28 tot 30, 32 en 33, 35 tot 43, alsook artikel 2 van de wet van 16 juni 2006 betreffende de gunning, informatie aan kandidaten en inschrijvers en wachttermijn inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, zijn eveneens van toepassing op de overheidsopdrachten bedoeld in deze titel.

Artikel 17, § 2, is nochtans niet van toepassing op de overheidsbedrijven.

Artikel 30 is eveneens van toepassing op de onderhandelingsprocedure met bekendmaking.

TITRE IV. — Mise en concurrence dans le cadre de la Communauté européenne de certains marchés de travaux, de fournitures et de services dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux

CHAPITRE I^{er}. — Principes généraux

Art. 56. Les entités adjudicatrices traitent les entrepreneurs, les fournisseurs et les prestataires de services dans le respect de l'égalité, de manière non discriminatoire et agissent avec transparence.

Art. 57. Les marchés sont attribués après mise en concurrence, après vérification du droit d'accès, sélection qualitative et examen des offres des participants, conformément à une des procédures de passation déterminées au chapitre II du présent titre.

Art. 58. Le Roi fixe les règles applicables aux moyens de communication entre les entités adjudicatrices et les entrepreneurs, les fournisseurs et les prestataires de services. Les moyens de communication choisis doivent être généralement disponibles et ne peuvent avoir pour effet de restreindre l'accès à la procédure de passation.

Le Roi fixe les règles applicables à l'information des candidats et des soumissionnaires concernant leur demande de participation ou leur offre ou une décision de renoncer à attribuer le marché ou de refaire la procédure.

Art. 59. Une entité adjudicatrice qui recourt à une centrale d'achat ou de marchés au sens de l'article 2, 4^o, est dispensée de l'obligation d'organiser elle-même une procédure de passation.

CHAPITRE II. — Marchés de travaux, de fournitures et de services conclus par des entreprises privées

Section 1^{re}. — Champ d'application et dispositions générales

Sous-section 1^{re}. — Entités adjudicatrices et marchés

Art. 60. § 1^{er}. Les dispositions du présent titre sont applicables aux entités adjudicatrices au sens de l'article 2, 3^o.

§ 2. Les dispositions du présent titre ne s'appliquent que pour les marchés définis à l'article 4, 1^o, 2^o et 6^o, dont les montants estimés sont égaux ou supérieurs aux seuils fixés pour la publicité européenne.

Le présent titre ne s'applique pas aux concessions de travaux au sens de l'article 4, 6^o, qui sont octroyées par les entités adjudicatrices exerçant une ou plusieurs activités visées au présent titre lorsque ces concessions sont octroyées pour l'exercice de ces activités.

Sous-section II. — Marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux et exclusions spécifiques

Art. 61. Les articles 46 à 51 s'appliquent également pour déterminer les activités des entités adjudicatrices visées au présent titre.

Art. 62. Le présent titre ne s'applique pas :

1^o aux marchés qu'une entité adjudicatrice passe pour la poursuite des activités visées au présent titre dans un pays tiers à la Communauté européenne, dans des conditions n'impliquant pas l'exploitation physique d'un réseau ou d'une aire géographique à l'intérieur de la Communauté européenne;

2^o aux marchés passés en vue d'une revente ou d'une location à des tiers lorsque l'entité adjudicatrice ne bénéficie d'aucun droit spécial ou exclusif pour vendre ou louer l'objet de ces marchés et lorsque d'autres personnes peuvent librement le vendre ou le louer dans les mêmes conditions que l'entité adjudicatrice;

3^o aux marchés lorsqu'ils sont déclarés secrets par l'autorité publique ou lorsque leur exécution doit s'accompagner de mesures particulières de sécurité, conformément à des dispositions législatives, réglementaires ou administratives en vigueur, ou lorsque la protection des intérêts essentiels de la sécurité du pays l'exige;

4^o aux marchés régis par des règles procédurales différentes et passés en vertu de la procédure spécifique d'une organisation internationale;

TITEL IV. — Mededinging in het raam van de Europese Gemeenschap van bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en postdiensten

HOOFDSTUK I. — Algemene beginselen

Art. 56. De aanbestedende entiteiten behandelen de aannemers, de leveranciers en de dienstverleners op gelijke, niet-discriminerende en transparante wijze.

Art. 57. De opdrachten worden gegund na mededinging, na onderzoek van het toegangsrecht, de kwalitatieve selectie en de offertes van de deelnemers, overeenkomstig één van de in hoofdstuk II van deze titel bepaalde gunningsprocedures.

Art. 58. De Koning bepaalt de regels die van toepassing zijn op de communicatiemiddelen tussen de aanbestedende entiteiten en de aannemers, leveranciers en dienstverleners. De gekozen communicatiemiddelen moeten algemeen beschikbaar zijn en mogen de toegang tot de gunningsprocedure niet beperken.

De Koning bepaalt de regels die van toepassing zijn op de informatie verstrekt aan de kandidaten en inschrijvers over hun aanvraag tot deelneming of offerte, of over een beslissing om af te zien van het gunnen van de opdracht of om de procedure te herbeginnen.

Art. 59. Een aanbestedende entiteit die een beroep doet op een aankoop- of opdrachtcentrale zoals bedoeld in artikel 2, 4^o, is vrijgesteld van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren.

HOOFDSTUK II. — Opdrachten voor werken, leveringen en diensten gegund door privéondernemingen

Afdeling I. — Toepassingsgebied en algemene bepalingen

Onderafdeling I. — Aanbestedende entiteiten en opdrachten

Art. 60. § 1. De bepalingen van deze titel zijn van toepassing op de aanbestedende entiteiten in de zin van artikel 2, 3^o.

§ 2. De bepalingen van deze titel zijn enkel van toepassing op de in artikel 4, 1^o, 2^o en 6^o, omschreven opdrachten, waarvan de geraamde bedragen gelijk zijn aan of hoger zijn dan de drempelbedragen voor de Europese bekendmaking.

Deze titel is niet van toepassing op de concessies voor werken in de zin van artikel 4, 6^o, die worden toegekend door aanbestedende entiteiten die één of meerdere activiteiten bedoeld in deze titel uitoefenen wanneer deze concessies worden toegekend voor de uitoefening van deze activiteiten.

Onderafdeling II. — Opdrachten in de sectoren water, energie, vervoer en postdiensten en specifieke uitsluitingen

Art. 61. De artikelen 46 tot 51 zijn eveneens van toepassing teneinde de activiteiten van de in deze wet bedoelde aanbestedende entiteiten te bepalen.

Art. 62. Deze titel is niet van toepassing op :

1^o de opdrachten gegund door een aanbestedende entiteit met het oog op de uitoefening van de in deze titel bedoelde activiteiten in een derde land buiten de Europese Gemeenschap, onder voorwaarden die niet leiden tot de materiële uitbating van een netwerk of van een geografisch gebied binnen de Europese Gemeenschap;

2^o de opdrachten gegund met het oog op een doorverkoop of het verhuren aan derden wanneer de aanbestedende entiteit geen enkel bijzonder of uitsluitend recht geniet voor de verkoop of het verhuren van het voorwerp van deze opdrachten en wanneer andere personen, onder dezelfde voorwaarden als de aanbestedende entiteit, het vrij kunnen verkopen of verhuren;

3^o de opdrachten die door de overheid geheim zijn verklaard of waarvan de uitvoering gepaard moet gaan met bijzondere veiligheidsmaatregelen, overeenkomstig de van kracht zijnde wettelijke, reglementaire of administratieve bepalingen of wanneer de bescherming van de fundamentele belangen van de veiligheid van het land dit vereist;

4^o de opdrachten waarvoor andere procedurevoorschriften gelden en die gegund worden krachtens de specifieke procedure van een internationale instelling;

5° aux marchés régis par des règles procédurales différentes à passer en vertu d'un accord international conclu, en conformité avec le Traité instituant la Communauté européenne, entre un Etat membre et un ou plusieurs pays tiers et portant sur des travaux ou des fournitures destinés à la réalisation ou à l'exploitation en commun d'un ouvrage ou des services ou concours de projets destinés à la réalisation ou à l'exploitation en commun d'un projet par les Etats signataires;

6° aux marchés régis par des règles procédurales différentes à passer en vertu d'un accord international conclu en relation avec le stationnement de troupes et concernant des entreprises d'un Etat membre ou d'un pays tiers;

7° aux marchés que les entités adjudicatrices passent ou organisent à des fins autres que la poursuite de leurs activités visées au présent titre;

8° a) aux marchés qu'une entité adjudicatrice passe auprès d'une entreprise liée, ou

b) qu'une co-entreprise constituée, aux fins de la poursuite des activités visées au présent titre, de plusieurs entités adjudicatrices au sens du présent titre passe auprès d'une de ces entités adjudicatrices ou d'une entreprise liée à une de celles-ci.

L'article 52, 3°, alinéa 2 et suivants, s'applique également pour déterminer les conditions d'application de cette exception;

9° aux marchés que les entités adjudicatrices passent pour la poursuite des activités visées au présent titre si l'activité prestée est directement exposée à la concurrence, sur des marchés dont l'accès n'est pas limité. L'application de cette exclusion est toutefois subordonnée à une procédure de demande d'exemption de l'autorité nationale compétente et à une décision de la Commission européenne.

Section II. — Droit d'accès et sélection qualitative

Art. 63. Le Roi fixe les règles en matière de droit d'accès ainsi que celles relatives à la sélection qualitative des candidats et des soumissionnaires.

Art. 64. Les entrepreneurs, les fournisseurs et les prestataires de services originaires de pays tiers à la Communauté européenne ne sont admis à déposer une demande de participation ou une offre en application du présent titre que s'ils peuvent, à cette fin, se fonder sur un traité international ou un acte d'une institution internationale, dans les limites et les conditions prévues par l'acte concerné.

L'avis de marché ou, en son absence, le cahier des charges, peut prévoir une disposition contraire.

Art. 65. Une entité adjudicatrice peut, dans le respect des principes du Traité instituant la Communauté européenne, réserver l'accès à la procédure de passation à des ateliers protégés ou en réserver l'exécution dans le cadre de programmes d'emplois protégés, lorsque la majorité des travailleurs concernés sont des personnes handicapées qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales.

L'avis de marché, ou, en son absence, le cahier des charges, fait mention de cette réservation d'accès.

Section III. — Modes de passation des marchés et règles applicables aux concours de projets

Art. 66. § 1^{er}. Les marchés sont passés en principe par procédure ouverte, par procédure restreinte ou par procédure négociée avec publicité.

§ 2. Les marchés ne peuvent être passés par procédure négociée sans publicité que dans les cas suivants :

1° dans le cas d'un marché de travaux, de fournitures ou de services lorsque :

a) dans la mesure strictement nécessaire, l'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles pour les entités adjudicatrices ne permet pas de respecter les délais exigés par la procédure ouverte, restreinte ou négociée avec publicité. Les circonstances invoquées pour justifier l'urgence impérieuse ne doivent en aucun cas être imputables à l'entité adjudicatrice;

5° de opdrachten waarvoor andere procedurevoorschriften gelden en die worden gegund krachtens een internationale overeenkomst die, in overeenstemming met het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, wordt gesloten tussen een lidstaat en één of meer derde landen, en die betrekking hebben op werken of leveringen bestemd voor de gemeenschappelijke verwezenlijking of exploitatie van een bouwwerk of op diensten of ontwerpenwedstrijden bestemd voor de gemeenschappelijke verwezenlijking of exploitatie van een project door de ondertekenende Staten;

6° de opdrachten die geregeld worden door procedurevoorschriften en worden gegund krachtens een internationale overeenkomst gesloten in verband met de legering van strijdkrachten en betreffende ondernemingen van een lidstaat of een derde land;

7° de opdrachten die door de aanbestedende entiteiten gegund of geregeld worden voor andere doeleinden dan de uitoefening van de activiteiten bedoeld in deze titel;

8° a) de opdrachten die door een aanbestedende entiteit aan een verbonden onderneming worden gegund, of

b) die, met het oog op de uitoefening van de in deze titel bedoelde activiteiten, door een gemeenschappelijke onderneming, bestaande uit meerdere aanbestedende entiteiten in de zin van deze titel, worden gegund aan één van deze aanbestedende entiteiten of aan een onderneming die verbonden is met één van deze entiteiten.

Artikel 52, 3°, tweede lid en volgende, is eveneens van toepassing teneinde de toepassingsvoorwaarden van deze uitzondering te bepalen;

9° de opdrachten die door de aanbestedende entiteiten worden gegund met het oog op de uitoefening van de in deze titel bedoelde activiteiten, wanneer de uitgeoefende activiteiten rechtstreeks blootstaan aan mededinging op markten waar de toegang niet beperkt is. De toepassing van deze uitsluiting is evenwel afhankelijk van een procedure inzake vrijstellingsaanvragen door de bevoegde nationale overheid en van de beslissing van de Europese Commissie.

Afdeling II. — Toegangsrecht en kwalitatieve selectie

Art. 63. De Koning bepaalt de voorschriften inzake het toegangsrecht en die inzake de kwalitatieve selectie van de kandidaten en inschrijvers.

Art. 64. De aannemers, leveranciers en dienstverleners uit derde landen buiten de Europese Gemeenschap mogen enkel een aanvraag tot deelneming of een offerte met toepassing van deze titel indienen, mits zij zich daarvoor kunnen beroepen op een internationaal verdrag of een akte van een internationale instelling, met inachtneming van de perken en de voorwaarden bepaald in de betrokken akte.

De aankondiging van opdracht of, bij ontstentenis daarvan, het bestek, kan in een andersluidende bepaling voorzien.

Art. 65. Een aanbestedende entiteit kan, overeenkomstig de beginselen van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, de toegang tot de gunningsprocedure reserveren voor beschutte werkplaatsen of de uitvoering ervan reserveren in het kader van programma's voor beschermde arbeid indien de meerderheid van de betrokken werknemers personen met een handicap zijn die wegens de aard of de ernst van hun handicap geen beroepsactiviteit in normale omstandigheden kunnen uitoefenen.

De aankondiging van opdracht of, bij ontstentenis daarvan, het bestek, moet deze toegangsreservatie vermelden.

Afdeling III. — Gunningswijzen van de opdrachten en regels van toepassing op de ontwerpenwedstrijden

Art. 66. § 1. De opdrachten worden in principe gegund bij open of beperkte procedure of bij onderhandelingsprocedure met bekendmaking.

§ 2. De opdrachten mogen enkel worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking in de volgende gevallen :

1° in het geval van een opdracht voor werken, leveringen of diensten wanneer :

a) in strikt noodzakelijke gevallen, de dwingende spoed, voortvloeiend uit voor de aanbestedende entiteiten onvoorzienbare gebeurtenissen, de naleving van de voor de openbare procedure, de beperkte procedure of de onderhandelingsprocedure met bekendmaking vereiste termijnen, onmogelijk maakt. De ter rechtvaardiging van de dwingende spoed ingeroepen omstandigheden mogen in geen geval aan de aanbestedende entiteit te wijten zijn;

b) aucune demande de participation ou candidature appropriée, aucune offre ou offre appropriée n'a été déposée en réponse à une procédure avec mise en concurrence préalable, pour autant que les conditions initiales du marché ne soient pas substantiellement modifiées;

c) les travaux, fournitures ou services ne peuvent en raison de leur spécificité technique, artistique ou pour des raisons tenant à la protection des droits d'exclusivité être confiés qu'à un entrepreneur, fournisseur ou prestataire de services déterminé;

d) le marché est passé uniquement à des fins de recherche, d'expérimentation, d'étude ou de développement et non dans le but d'assurer une rentabilité ou de récupérer les coûts de recherche et de développement et dans la mesure où la passation d'un tel marché ne porte pas préjudice à la mise en concurrence des marchés subséquents qui poursuivent notamment ces buts;

e) pour les marchés à passer sur la base d'un accord-cadre, pour autant que cet accord-cadre ait été passé selon une des procédures prévues au § 1^{er};

2° dans le cas d'un marché de travaux ou de services pour des travaux ou des services complémentaires ne figurant pas dans le projet initialement adjugé ni dans le premier marché conclu et qui sont devenus nécessaires, à la suite d'une circonstance imprévue, à l'exécution de ce marché, à condition que l'attribution soit faite à l'entrepreneur ou au prestataire de services qui exécute le marché initial :

— lorsque ces travaux ou services complémentaires ne peuvent être techniquement ou économiquement séparés du marché principal sans inconvénient majeur pour les entités adjudicatrices,

ou

— lorsque ces travaux ou services complémentaires, quoique séparables de l'exécution du marché initial, sont strictement nécessaires à son perfectionnement;

3° dans le cas d'un marché de travaux, pour des travaux nouveaux, consistant dans la répétition d'ouvrages similaires, qui sont attribués à l'entreprise titulaire du marché initial par la même entité adjudicatrice, à condition que ces travaux soient conformes à un projet de base et que ce projet ait fait l'objet d'un premier marché passé après mise en concurrence. Toutefois, la possibilité de recourir à cette procédure doit être indiquée dès la mise en concurrence du premier marché;

4° dans le cas d'un marché de fournitures lorsque :

a) des fournitures complémentaires sont à effectuer par le fournisseur initial et sont destinées soit au renouvellement partiel de fournitures ou d'installations d'usage courant, soit à l'extension de fournitures ou d'installations existantes, lorsque le changement de fournisseur obligerait l'entité adjudicatrice à acquérir un matériel de technique différente entraînant une incompatibilité ou des difficultés d'utilisation et d'entretien disproportionnées;

b) il s'agit de fournitures cotées et achetées à une bourse de matières premières;

c) il s'agit d'achats d'opportunité, s'il est possible d'acquérir des fournitures en profitant d'une occasion particulièrement avantageuse qui s'est présentée dans une période de temps très courte et pour lesquelles le prix à payer est considérablement plus bas que les prix normalement pratiqués sur le marché;

d) des fournitures sont achetées dans des conditions particulièrement avantageuses soit auprès d'un fournisseur cessant définitivement ses activités commerciales, soit auprès des curateurs ou liquidateurs d'une faillite, d'un concordat judiciaire ou d'une procédure de même nature existant dans les législations ou réglementations nationales;

5° dans le cas d'un marché de services lorsque le marché fait suite à un concours de projets et doit, conformément aux règles y applicables, être attribué au lauréat ou à un des lauréats de ce concours. Dans ce dernier cas, tous les lauréats doivent être invités à participer aux négociations.

b) geen of geen geschikte aanvraag tot deelneming of offerte werd ingediend ingevolge een procedure met voorafgaande mededinging, voorzover de oorspronkelijke voorwaarden van de opdracht niet wezenlijk worden gewijzigd;

c) van de technische of artistieke specificiteit, of omwille van de bescherming van alleenrechten, de uitvoering van de werken, leveringen of diensten slechts kan worden toevertrouwd aan één bepaalde aannemer, leverancier of dienstverlener;

d) de opdracht enkel gegund wordt voor onderzoeks-, proefnemings-, studie- of ontwikkelingsdoelstellingen en niet met de bedoeling rendabiliteit na te streven of de kosten van het onderzoek en de ontwikkeling te dekken en voor zover de gunning van een dergelijke opdracht niet verhindert dat een oproep tot mededinging wordt gedaan voor latere opdrachten waarmee dit doel wel wordt beoogd;

e) de opdrachten te gunnen zijn op grond van een raamovereenkomst, voorzover deze raamovereenkomst werd gegund overeenkomstig één van de in § 1 bepaalde procedures;

2° in het geval van een opdracht voor werken of diensten wanneer het gaat om aanvullende werken of diensten die niet werden opgenomen in het oorspronkelijk aanbestede project, noch in de eerste afgesloten opdracht en die ingevolge onvoorziene omstandigheden noodzakelijk zijn geworden voor de uitvoering van deze opdracht, op voorwaarde dat ze worden toegewezen aan de aannemer of aan de dienstverlener die de oorspronkelijke opdracht uitvoert :

— wanneer deze aanvullende werken of diensten technisch of economisch niet van de hoofdadapt kunnen worden gescheiden, zonder een ernstig bezwaar op te leveren voor de aanbestedende entiteiten,

of

— wanneer deze aanvullende werken of diensten, alhoewel scheidbaar van de uitvoering van de oorspronkelijke opdracht, strikt noodzakelijk zijn voor de vervolmaking ervan;

3° in het geval van een opdracht voor werken wanneer het gaat om nieuwe werken die een herhaling zijn van soortgelijke werken, toevertrouwd aan de onderneming die de eerste opdracht toegewezen kreeg door dezelfde aanbestedende entiteit, op voorwaarde dat deze werken overeenstemmen met een basisproject en dat dit ontwerp het voorwerp uitmaakte van een eerste opdracht die gegund werd na mededinging. De mogelijkheid om deze procedure aan te wenden dient evenwel bij het in mededinging stellen van de eerste opdracht vermeld te worden;

4° in het geval van een opdracht voor leveringen wanneer :

a) bijkomende leveringen te verrichten zijn door de oorspronkelijke leverancier, die bestemd zijn hetzij voor de gedeeltelijke vernieuwing van leveringen of installaties voor gewoon gebruik, hetzij voor de uitbreiding van bestaande leveringen of installaties, indien verandering van leverancier de aanbestedende entiteit ertoe zou verplichten apparatuur aan te schaffen met andere technische eigenschappen zodat onverenigbaarheid ontstaat of bij gebruik en onderhoud zich onevenredige technische moeilijkheden voordoen;

b) het gaat om op een grondstoffenmarkt genoteerde en aangekochte leveringen;

c) het gaat om opportuniteitsaankopen, wanneer het mogelijk is leveringen aan te schaffen tegen uiterst gunstige voorwaarden die slechts een zeer korte tijd gelden en waarvoor de te betalen prijs merkbaar lager is dan de op de markt gangbare prijzen;

d) het gaat om aankopen van leveringen tegen zeer gunstige voorwaarden ofwel bij een leverancier die definitief zijn handelsactiviteit stopzet, ofwel bij curatoren of vereffenaars van faillissementen, gerechtelijke akkoorden of gelijkaardige procedures die in de nationale wetgevingen of reglementeringen voorkomen;

5° in het geval van een opdracht voor diensten wanneer de opdracht op een ontwerpenwedstrijd volgt en volgens de toepasselijke voorschriften aan de laureaat of aan één van de laureaten van deze wedstrijd moet worden gegund. In dit laatste geval dienen alle laureaten te worden uitgenodigd om aan de onderhandelingen deel te nemen.

Art. 67. Sans préjudice de l'article 69, les marchés sont attribués :

— soit au soumissionnaire qui a remis le prix le plus bas,

— soit au soumissionnaire qui a remis l'offre économiquement la plus avantageuse du point de vue de l'entité adjudicatrice, en tenant compte de divers critères liés à l'objet du marché et indiqués dans l'avis de marché ou dans le cahier des charges, tels que le délai de livraison ou d'exécution, le coût d'utilisation, la rentabilité, la qualité, le caractère esthétique et fonctionnel, les caractéristiques environnementales, la valeur technique, le service après-vente et l'assistance technique, les garanties en matière de pièces de rechange, la sécurité d'approvisionnement et le prix.

L'entité adjudicatrice précise la pondération relative qu'elle attribue à chacun des critères d'attribution, celle-ci pouvant éventuellement être exprimée dans une fourchette dont l'écart maximal doit être approprié. Lorsque, d'après l'entité adjudicatrice, la pondération n'est pas possible pour des raisons démontrables, les critères sont classés par ordre décroissant d'importance.

Art. 68. Les articles 66 et 67 ne s'appliquent pas aux marchés de services visés à l'annexe II, B, de la présente loi.

Art. 69. Dans le cas d'un marché de fournitures, l'entité adjudicatrice peut, dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 54, rejeter toute offre dont la part de produits originaires de pays tiers à la Communauté européenne excède la moitié de la valeur totale des produits composant cette offre.

En application des mêmes conditions et exceptions telles que définies à l'article 54, l'entité adjudicatrice doit, si deux ou plusieurs offres sont jugées équivalentes, donner la préférence à l'offre qui ne peut être rejetée en application de l'alinéa 1^{er}.

Section IV. — Conditions d'exécution

Art. 70. Dans le respect des principes du Traité instituant la Communauté européenne, et pour autant qu'elles ne soient pas directement ou indirectement discriminatoires et qu'elles soient mentionnées selon le cas dans l'avis de marché ou dans le cahier spécial des charges, l'entité adjudicatrice peut imposer des conditions d'exécution permettant de tenir compte d'objectifs tels que :

1° la mise en œuvre d'actions de formation professionnelle pour les chômeurs ou les jeunes;

2° la promotion de la politique de l'égalité des chances par rapport à l'emploi des personnes qui ne sont pas suffisamment intégrées dans le circuit professionnel;

3° la lutte contre le chômage;

4° l'obligation de respecter, en substance, les dispositions des conventions fondamentales de l'Organisation internationale du Travail, dans l'hypothèse où celles-ci n'auraient pas déjà été mises en œuvre dans le droit national du pays de production;

5° la protection de l'environnement.

Section V. — Spécifications techniques et normes

Art. 71. L'entité adjudicatrice inclut les spécifications techniques dans le cahier des charges du marché, dans les documents en tenant lieu, ou dans les documents généraux applicables à ce marché.

Le Roi fixe les autres modalités ayant trait à la formulation des spécifications techniques, des normes et des agréments techniques. Celles-ci doivent être formulées :

1° soit par référence à des spécifications techniques;

2° soit en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles;

3° soit en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles visées au 2° se référant aux spécifications visées au 1° comme un moyen de présomption de conformité à ces performances ou exigences fonctionnelles;

4° soit par une référence aux spécifications visées au 1° pour certaines caractéristiques et aux performances ou aux exigences fonctionnelles visées au 2° pour d'autres caractéristiques.

Art. 67. Onverminderd artikel 69, worden de opdrachten gegund :

— ofwel aan de inschrijver met de laagste prijs,

— ofwel aan de inschrijver die, vanuit het oogpunt van de aanbestedende entiteit, de economisch voordeligste offerte heeft ingediend, rekening houdend met de verschillende criteria die met het voorwerp van de opdracht verband moeten houden en in de aankondiging van opdracht of in het bestek zijn vermeld, zoals de leveringstermijn, de uitvoeringstermijn, de gebruikskosten, de rentabiliteit, de kwaliteit, de esthetische en functionele kenmerken, de milieutechnische eigenschappen, de technische waarde, de klantenservice en technische bijstand, de waarborgen met betrekking tot reserveonderdelen, de gewaarborgde materiaalvoorziening en de prijs.

De aanbestedende entiteit specificeert de weging van elke gunningscriterium die eventueel kan worden uitgedrukt binnen een vork met een passend verschil tussen minimum en maximum. Indien een dergelijke weging om aantoonbare redenen niet mogelijk is, worden de criteria vermeld in dalende volgorde van belangrijkheid.

Art. 68. De artikelen 66 en 67 zijn niet van toepassing op de opdrachten voor diensten als bedoeld in bijlage II, B, van deze wet.

Art. 69. In het geval van een opdracht voor leveringen mag de aanbestedende entiteit, volgens dezelfde voorwaarden als die bepaald in artikel 54, elke offerte afwijzen die voor meer dan de helft van de totale waarde, producten bevat die afkomstig zijn uit derde landen buiten de Europese Gemeenschap.

Volgens dezelfde voorwaarden en met dezelfde uitzonderingen als bepaald in artikel 54 dient de aanbestedende entiteit indien twee of meer offertes gelijkwaardig geoordeeld worden, de voorkeur te geven aan de offerte die met toepassing van het eerste lid niet kan worden afgewezen.

Afdeling IV. — Uitvoeringsvoorwaarden

Art. 70. Overeenkomstig de beginselen van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, en voor zover ze niet rechtstreeks of onrechtstreeks discriminerend zijn en, naargelang van het geval, ze worden vermeld in de aankondiging van opdracht of in het bestek, kan de aanbestedende entiteit uitvoeringsvoorwaarden opleggen die het mogelijk maken rekening te houden met doelstellingen zoals :

1° het verstrekken van beroepsopleidingen aan werklozen en jongeren;

2° het bevorderen van het gelijke kansenbeleid inzake de arbeidsparticipatie van onvoldoende in het arbeidsproces geïntegreerde personen;

3° de strijd tegen de werkloosheid;

4° de verplichting om, in hoofdzaak, de bepalingen van de basisconventies van de Internationale Arbeidsorganisatie na te leven, in de veronderstelling dat die niet reeds worden toegepast in het nationale recht van het land waar de productie plaatsvindt;

5° de bescherming van het leefmilieu.

Afdeling V. — Technische specificaties en normen

Art. 71. De aanbestedende entiteit neemt de technische specificaties op in het bestek van de opdracht, in de als zodanig geldende documenten of in de algemene documenten toepasselijk op deze opdracht.

De Koning bepaalt de andere modaliteiten die betrekking hebben op het voorschrijven van de technische specificaties, de normen en de technische erkenningen. Dit voorschrijven gebeurt :

1° hetzij door verwijzing naar technische specificaties;

2° hetzij in termen van prestatie-eisen of functionele eisen;

3° hetzij in termen van prestatie-eisen of functionele eisen bedoeld in 2°, waarbij onder vermoeden van overeenstemming met deze prestatie-eisen of functionele eisen wordt verwezen naar de in 1° bedoelde specificaties;

4° hetzij door verwijzing naar de in 1° bedoelde specificaties voor bepaalde kenmerken, en naar de in 2° bedoelde prestatie-eisen en functionele eisen voor andere kenmerken.

CHAPITRE III. — *Marchés conclus par des entreprises publiques ou se rapportant à la production d'électricité*

Art. 72. Les dispositions de l'article 4 et du titre IV sont applicables aux entreprises publiques définies à l'article 2, 2°, pour les marchés, contrats, accords ou concours dont les montants estimés sont égaux ou supérieurs à ceux prévus à l'article 60, § 2, et qui n'ont pas trait à leurs tâches de service public au sens d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance mais se rapportent à une des activités visées à l'article 61.

Les dispositions de l'article 4 et du titre IV sont également applicables aux pouvoirs adjudicateurs visés à l'article 2, 1°, pour les marchés, contrats, accords ou concours dont les montants estimés égalent ou dépassent ceux visés à l'alinéa 1^{er} et qui se rapportent à la production d'électricité.

TITRE V. — *Dispositions diverses et finales*

Art. 73. § 1^{er}. Un marché public ou un marché destiné à la poursuite de plusieurs activités est soumis aux règles applicables à l'activité à laquelle il est principalement destiné.

§ 2. Lorsque le marché public ou le marché concerne plusieurs activités et qu'il est objectivement impossible d'établir à quelle activité celui-ci est principalement destiné, les règles suivantes s'appliquent :

1° si une des activités à laquelle le marché public ou le marché est destiné est soumise au titre II et l'autre activité au titre III ou au titre IV, le marché public ou le marché est attribué conformément aux règles du titre II;

2° si une des activités à laquelle le marché public ou le marché est destiné est soumise au titre III ou au titre IV et l'autre activité n'est soumise à aucun des titres, le marché public ou le marché est attribué conformément aux règles, selon le cas, du titre III ou du titre IV.

§ 3. Toutefois, le choix entre la passation d'un seul marché public ou d'un seul marché pour plusieurs activités et la passation de plusieurs marchés publics ou de plusieurs marchés séparés ne peut être effectué en vue d'exclure l'un ou l'autre du champ d'application de la présente loi.

Art. 74. Dans les limites de ses attributions, chaque ministre est compétent pour prendre les décisions relatives à la passation et à l'exécution des marchés de l'autorité fédérale et des organismes qui relèvent de son autorité hiérarchique.

Pour les personnes de droit public autres que celles visées à l'alinéa 1^{er}, les pouvoirs relatifs à la passation et l'exécution des marchés sont exercés par les autorités et organes compétents, en vertu des dispositions d'une loi, d'un décret, d'une ordonnance, d'une disposition réglementaire ou statutaire les régissant.

Les pouvoirs conférés en vertu des alinéas 1^{er} et 2 peuvent, pour les autorités et organes compétents visés auxdits alinéas et relevant de l'autorité fédérale, être délégués dans les limites fixées par le Roi, sauf lorsqu'une disposition légale particulière règle cette délégation.

Art. 75. § 1^{er}. Le Roi peut prendre les mesures nécessaires, y compris l'abrogation, l'ajout, la modification ou le remplacement de dispositions légales, pour assurer la transposition des dispositions obligatoires résultant du Traité instituant la Communauté européenne et des actes internationaux pris en vertu de celui-ci et concernant les marchés publics et les marchés de travaux, de fournitures et de services visés par la présente loi.

Ces mesures font l'objet d'un rapport soumis à la Chambre des représentants.

HOOFDSTUK III. — *Opdrachten gesloten door overheidsbedrijven of inzake de productie van elektriciteit*

Art. 72. De bepalingen van artikel 4 en van titel IV zijn van toepassing op de overheidsbedrijven zoals omschreven in artikel 2, 2°, voor de opdrachten, overeenkomsten en wedstrijden waarvan de geraamde bedragen gelijk zijn aan of hoger zijn dan de bedragen vastgesteld in artikel 60, § 2, en die geen betrekking hebben op taken van openbare dienst als bedoeld in een wet, een decreet of een ordonnantie maar wel op één van de activiteiten bedoeld in artikel 61.

De bepalingen van artikel 4 en van titel IV zijn eveneens van toepassing op de in artikel 2, 1°, bedoelde aanbestedende overheden voor de opdrachten, overeenkomsten en wedstrijden waarvan de geraamde bedragen gelijk zijn aan of hoger zijn dan de in het eerste lid bedoelde bedragen en die betrekking hebben op de productie van elektriciteit.

TITEL V. — *Diverse bepalingen en slotbepalingen*

Art. 73. § 1. Een overheidsopdracht of een opdracht gegund met het oog op de uitoefening van meerdere activiteiten, is onderworpen aan de voorschriften die van toepassing zijn op de activiteit waarvoor de opdracht hoofdzakelijk bedoeld is.

§ 2. Wanneer de overheidsopdracht of de opdracht evenwel betrekking heeft op meerdere activiteiten en objectief onmogelijk is vast te stellen voor welke activiteit deze hoofdzakelijk is bedoeld, zijn de volgende regels van toepassing :

1° indien één van de activiteiten waarvoor de overheidsopdracht of de opdracht is bestemd, onderworpen is aan titel II en de andere activiteit aan titel III of aan titel IV, wordt de overheidsopdracht of de opdracht gegund overeenkomstig de regels van titel II;

2° indien één van de activiteiten waarvoor de overheidsopdracht of de opdracht is bestemd, onderworpen is aan titel III of aan titel IV en de andere activiteit niet onderworpen is aan één van deze titels, wordt de overheidsopdracht of de opdracht gegund, naargelang van het geval, overeenkomstig de regels van titel III of van titel IV.

§ 3. De keuze tussen één enkele overheidsopdracht of opdracht voor meerdere activiteiten en meerdere overheidsopdrachten of opdrachten mag niet tot doel hebben de ene of de andere aan het toepassingsgebied van deze wet te onttrekken.

Art. 74. Elke minister kan, binnen de grenzen van zijn bevoegdheden, de beslissingen nemen inzake de gunning en uitvoering van opdrachten voor rekening van de federale overheid en van de instellingen die onder zijn hiërarchisch gezag staan.

Voor de andere publiekrechtelijke personen dan deze bedoeld in het eerste lid worden de bevoegdheden voor het gunnen en uitvoeren van opdrachten uitgeoefend door de overheden en organen bevoegd krachtens de bepalingen van een wet, decreet, ordonnantie, reglement of statuut.

De bevoegdheden toegekend krachtens het eerste en tweede lid kunnen, voor de bevoegde overheden en organen bedoeld in deze leden, die tot de bevoegdheid van de federale overheid behoren, worden overgedragen binnen de grenzen vastgesteld door de Koning, behalve wanneer een bijzondere wettelijke bepaling deze overdracht regelt.

Art. 75. § 1. De Koning kan de maatregelen nemen, met inbegrip van de opheffing, aanvulling, wijziging of vervanging van wetsbepalingen, die nodig zijn om de omzetting te verzekeren van de verplichte bepalingen die voortvloeien uit het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap en de internationale akten die genomen werden krachtens dit verdrag en die de overheidsopdrachten en de opdrachten voor werken, leveringen en diensten betreffen bedoeld in deze wet.

De maatregelen maken het voorwerp uit van een verslag dat aan de Kamer van volksvertegenwoordigers wordt voorgelegd.

§ 2. Le Roi peut charger le Premier Ministre d'adapter certains montants fixés dans les mesures d'exécution en fonction des révisions prévues dans les directives européennes, déterminant la valeur des seuils indiqués dans ces directives.

Art. 76. Le Roi peut mettre le texte des dispositions organiques et statutaires en concordance avec celui de la présente loi, pour les pouvoirs adjudicateurs et les entreprises publiques visés respectivement à l'article 2, 1^o, et 2^o, et qui relèvent, en vertu d'une loi ou d'un arrêté, de l'autorité hiérarchique ou du contrôle d'un ministre fédéral.

Art. 77. A la loi du 20 mars 1991 organisant l'agrégation d'entrepreneurs de travaux sont apportées les modifications suivantes :

1^o à l'article 1^{er}, 2^o, les mots "la loi relative aux marchés publics : la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services" sont remplacés par les mots : "la loi relative aux marchés publics : la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services";

2^o à l'article 2, l'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

« La présente loi est applicable aux marchés publics de travaux tels que définis à l'article 3, 2^o, de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, qui sont attribués par les pouvoirs adjudicateurs et les entreprises publiques tels que définis à l'article 2, 1^o et 2^o, de la même loi. »;

3^o l'article 4, § 1^{er}, 4^o, a), est remplacé par la disposition suivante :

« 4^o a) ne pas faire l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement ayant force de chose jugée pour :

— participation à une organisation criminelle telle que définie à l'article 2, § 1^{er}, de l'Action commune 98/773/JAI du Conseil;

— corruption, telle que définie à l'article 3 de l'acte du Conseil du 26 mai 1997 et à l'article 3, § 1^{er}, de l'action commune 98/742/JAI du Conseil;

— fraude au sens de l'article 1^{er} de la convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes;

— blanchiment de capitaux tel que défini à l'article 1^{er} de la Directive 91/308/CEE du Conseil du 10 juin 1991 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux;

— tout autre délit affectant par sa nature la moralité professionnelle de l'entrepreneur. »

Art. 78. Sont abrogés :

— l'article 11, § 1^{er}, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;

— la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

— l'article 115 de la loi du 14 janvier 2002 portant des mesures en matière de soins.

Art. 79. Les arrêtés royaux pris en exécution ou en application de la présente loi sont délibérés en Conseil des Ministres.

§ 2. De Koning kan de Eerste Minister belasten met de aanpassing van bepaalde bedragen die in de uitvoeringsmaatregelen voorkomen in functie van de herzieningen voorzien in de Europese richtlijnen en die de waarde aangeven van de drempels waarvan sprake in deze richtlijnen.

Art. 76. De Koning kan de organieke en statutaire bepalingen in overeenstemming brengen met de bepalingen van deze wet wat de in respectievelijk artikel 2, 1^o, en 2^o, bedoelde aanbestedende overheden en overheidsbedrijven betreft die, krachtens een wet of besluit, onder het hiërarchische gezag of het toezicht van een federale minister staan.

Art. 77. Aan de wet van 20 maart 1991 houdende regeling van de erkenning van aannemers van werken worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in artikel 1, 2^o, worden de woorden "de wet betreffende de overheidsopdrachten : de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten" vervangen door het volgende : "de wet betreffende de overheidsopdrachten : de wet overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten van 15 juni 2006";

2^o in artikel 2, wordt het eerste lid vervangen door het volgende lid :

« Deze wet is van toepassing op de overheidsopdrachten voor werken, zoals gedefinieerd in artikel 3, 2^o, van de wet overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten van 15 juni 2006, die worden gegund door de aanbestedende overheden en overheidsbedrijven zoals gedefinieerd in artikel 2, 1^o en 2^o, van dezelfde wet. »;

3^o artikel 4, § 1, 4^o, a), wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 4^o a) niet, bij een vonnis dat in kracht van gewijsde is gegaan veroordeeld zijn voor :

— deelname aan een criminele organisatie als bedoeld in artikel 2, § 1, van het Gemeenschappelijk Optreden 98/773/JBZ van de Raad;

— omkoping als bedoeld in artikel 3 van het besluit van de Raad van 26 mei 1997 en in artikel 3, § 1, van het Gemeenschappelijk Optreden 98/742/JBZ van de Raad;

— fraude als bedoeld in artikel 1 van de overeenkomst aangaande de bescherming van de financiële belangen van de Gemeenschap;

— witwassen van geld als bedoeld in artikel 1 van Richtlijn 91/308/EEG van de Raad van 10 juni 1991 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld;

— elk ander misdrijf dat door zijn aard de beroepsmoraal van de aannemer aantast. »

Art. 78. Worden opgeheven :

— artikel 11, § 1, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;

— de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

— artikel 115 van de wet van 14 januari 2002 houdende maatregelen inzake gezondheidszorg.

Art. 79. De koninklijke besluiten welke in uitvoering of met toepassing van deze wet worden vastgesteld, worden in Ministerraad overlegd.

Art. 80. Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur des titres I^{er}, II, III et IV et de chacune des dispositions du titre V.

Le présent article ainsi que les articles 15, 31, 77 et 79 entrent en vigueur le jour de leur publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtu du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 15 juin 2006.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
G. VERHOFSTADT

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

Note

(1) *Session 2005-2006.*

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Projet de loi, nr. 51-2237/1. — Amendements, n° 51-2237/2. — Rapport, n° 51-2237/3. — Texte adopté par la commission, n° 51-2237/4. — Amendements, n° 51-2237/5. — Rapport complémentaire, n° 51-2237/6. — Article modifié par la commission, n° 51-2237/7. — Amendements, n° 51-2237/8. — Avis du Conseil d'Etat, n° 51-2237/9. — Rapport complémentaire, n° 51-2237/10. — Texte adopté par la commission (article 78 de la Constitution), n° 51-2237/11. — Texte adopté par la commission (article 77 de la Constitution), n° 51-2237/12. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 51-2237/13.

Compte rendu intégral : 4 mai 2006.

Sénat :

Documents parlementaires. — Projet évoqué par le Sénat, n° 3-1689/1. Amendements, n° 3-1689/2. — Rapport, n° 3-1689/3. — Amendements, n° 3-1689/4. — Décision de ne pas amender, n° 3-1689/5.

Annales du Sénat : 1^{er} juin 2006.

Corrections de texte : voir document n° 3-1689/3, pp. 11 à 13.

Art. 80. De Koning stelt voor titels I, II, III en IV en voor iedere bepaling van titel V de datum van inwerkingtreding vast.

Dit artikel alsook de artikelen 15, 31, 77 en 79 treden in werking op de dag van hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 15 juni 2006.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
G. VERHOFSTADT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

Nota

(1) *Zitting 2005-2006.*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, nr. 51-2237/1. — Amentementen, nr. 51-2237/2. — Verslag, nr. 51-2237/3. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 51-2237/4. — Amendementen, nr. 51-2237/5. — Aanvullend verslag, nr. 51-2237/6. — Artikel gewijzigd voor de commissie, nr. 51-2237/7. — Amendementen, nr. 51-2237/8. — Advies van de Raad van State, nr. 51-2237/9. — Aanvullend verslag, nr. 51-2237/10. — Tekst aangenomen door de commissie (artikel 78 van de Grondwet), nr. 51-2237/11. — Tekst aangenomen door de commissie (artikel 77 van de Grondwet), nr. 51-2237/12. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 51-2237/13.

Integraal verslag : 4 mei 2006.

Senaat :

Parlementaire stukken. — Ontwerp geëvoceerd door de Senaat, nr. 3-1689/1. — Amendementen, nr. 3-1689/2. — Verslag, nr. 3-1689/3. Amendementen, nr. 3-1689/4. — Beslissing om niet te amenderen, nr. 3-1689/5.

Handelingen van de Senaat : 1 juni 2006.

Tekstcorrecties : zie stuk nr. 3-1689/3, blz. 11 to 13.

Bijlage I

Lijst van werkzaamheden in de zin van artikel 3 van de wet overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten van 15 juni 2006

NACE (1)					
Sectie F			BOUWNIJVERHEID		code CPV
Afdeling	Groep	Klasse	Omschrijving	Toelichting	
45			Bouwnijverheid	Deze afdeling omvat : - Nieuwbouw, restauratiewerk en gewone reparaties.	45000000
	45.1		Het bouwrijp maken van terreinen		45100000
		45.11	Slopen van gebouwen; grondverzet	Deze klasse omvat : - het slopen van gebouwen en andere bouwwerken; - het ruimen van bouwterreinen; - het grondverzet: graven, ophogen, egaliseren en nivelleren van bouwterreinen, graven van sleuven en geulen, verwijderen van rotsen, grondverzet met behulp van explosieven enz.; - het geschikt maken van terreinen voor mijnbouw : - verwijderen van deklagen en overige werkzaamheden in verband met de ontsluiting van delfstoffen en de voorbereiding van de ontginning. Deze klasse omvat voorts : - de drainage van bouwterreinen; - de drainage van land- en bosbouwgrond.	45110000
		45.12	Proefboren en boren	Deze klasse omvat : - het proefboren en het nemen van bodemonsters ten behoeve van de bouw of voor geofysische, geologische of dergelijke doeleinden. Deze klasse omvat niet : - het boren van putten voor de aardolie- of aardgaswinning, zie 11.20; - het boren van waterputten, zie 45.25; - het delven van mijnschachten, zie 45.25; - de aardolie- en aardgasexploratie en geofysisch, geologisch en seismisch onderzoek, zie 74.20.	45120000

NACE (1)					
Sectie F			BOUWNIJVERHEID		code CPV
Afdeling	Groep	Klasse	Omschrijving	Toelichting	
	45.2		Burgerlijke en utiliteitsbouw, weg- en waterbouw;		45200000
		45.21	Algemene bouwkundige en civieltechnische werken	<p>Deze klasse omvat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de bouw van alle soorten gebouwen; - de uitvoering van civieltechnische werken : - bruggen (inclusief die voor verhoogde wegen), viaducten, tunnels en ondergrondse doorgangen, - pijpleidingen, kabels en hoogspanningsleidingen over lange afstand, - pijpleidingen, kabels en hoogspanningsleidingen in de bebouwde kom, bijkomende werken; - het monteren en optrekken van geprefabriceerde constructies ter plaatse. <p>Deze klasse omvat niet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - diensten in verband met de aardolie- en de aardgaswinning, zie 11.20; - het optrekken van volledige geprefabriceerde constructies van zelf vervaardigde onderdelen, niet van beton, zie 20, 26, 28; - bouwwerkzaamheden aan of in stadions, zwembaden, sporthallen, tennisbanen, golfterreinen en andere sportaccommodaties, andere dan het optrekken van gebouwen, zie 45.23; - installatiewerkzaamheden, zie 45.3; - de afwerking van gebouwen, zie 45.4; - architecten en ingenieurs, zie 74.20; - projectbeheer voor de bouw, zie 74.20. 	45210000
		45.22	Dakbedekking en bouw van dakconstructies	<p>Deze klasse omvat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de bouw van daken; - dakbedekking; - het waterdicht maken. 	45220000
		45.23	Wegenbouw	<p>Deze klasse omvat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de bouw van autowegen, straten en andere wegen en paden voor voertuigen en voetgangers; - de bouw van spoorwegen; - de bouw van start- en landingsbanen; - bouwwerkzaamheden aan of in stadions, zwembaden, sporthallen, tennisbanen, golfterreinen en andere sportaccommodaties, andere dan het optrekken van gebouwen; - het schilderen van markeringen op wegen en parkeerplaatsen. <p>Deze klasse omvat niet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - voorafgaand grondverzet, zie 45.11. 	45230000
		45.24	Waterbouw	<p>Deze klasse omvat :</p> <p>de aanleg van :</p> <ul style="list-style-type: none"> - waterwegen, haven- en rivierwerken, jachthavens, sluizen enz.; - dammen en dijken; - baggerwerk; - werkzaamheden onder water. 	45240000
		45.25	Overige gespecialiseerde werkzaamheden in de bouw	<p>Deze klasse omvat gespecialiseerde bouwwerkzaamheden ten behoeve van diverse bouwwerken, waarvoor specifieke ervaring of een speciale uitrusting nodig is :</p> <ul style="list-style-type: none"> - bouw van funderingen, inclusief heien; - boren en aanleggen van waterputten, delven van mijnschachten; - opbouw van niet zelf vervaardigde elementen van staal; - buigen van staal; - metselen, inclusief zetten van natuursteen; - optrekken en afbreken van steigers en werkplatforms, inclusief verhuur van steigers en werkplatforms; - bouw van schoorstenen en industriële ovens. <p>Deze klasse omvat niet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de verhuur van steigers zonder optrekken en afbreken, zie 71.32. 	45250000
	45.3		Installatie		45300000
		45.31	Elektrische installatie	<p>Deze klasse omvat de installatie in gebouwen en andere bouwwerken van :</p> <ul style="list-style-type: none"> - elektrische bedrading en toebehoren; - telecommunicatiesystemen; - elektrische verwarmingssystemen; - antennes; - apparatuur voor brandalarm; - alarminstallaties tegen diefstal; - liften en roltrappen; - bliksemafleiders enz. 	45310000
		45.32	Isolatie	<p>Deze klasse omvat :</p> <ul style="list-style-type: none"> - het aanbrengen in gebouwen en andere bouwwerken van isolatiemateriaal (warmte, geluid, trillingen). <p>Deze klasse omvat niet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - het waterdicht maken, zie 45.22. 	45320000

NACE (1)					
Sectie F			BOUWNIJVERHEID		code CPV
Afdeling	Groep	Klasse	Omschrijving	Toelichting	
		45.33	Loodgieterswerk	Deze klasse omvat de installatie in gebouwen en andere bouwwerken van : - waterleidingen en artikelen voor sanitair gebruik; - gasaansluitingen; - apparatuur en leidingen voor verwarming, ventilatie, koeling en klimaatregeling; - sprinklerinstallaties. Deze klasse omvat niet : - de installatie en reparatie van elektrische verwarmingsinstallaties, zie 45.31.	45330000
		45.34	Overige bouwinstallatie	Deze klasse omvat : - de installatie van verlichtings- en signaleringssystemen voor wegen, spoorwegen, luchthavens en havens; - de installatie in en aan gebouwen en andere bouwwerken van toebehoren, niet elders geklasseerd.	45340000
	45.4		Afwerking van gebouwen		45400000
		45.41	Stukadoorswerk	Deze klasse omvat : - het aanbrengen van pleister- en stukadoorswerk (inclusief het aanbrengen van een hechtgrond) aan de binnen- of buitenzijde van gebouwen en andere bouwwerken.	45410000
		45.42	Schrijnwerk	Deze klasse omvat : - het plaatsen van niet zelf vervaardigde deuren, vensters, kozijnen, inbouwkeukens, trappen, winkel-inrichtingen en dergelijke, van hout of van ander materiaal; - de binnenafwerking, zoals plafonds, wandbekleding van hout, verplaatsbare tussenwanden enz. Deze klasse omvat niet : - het leggen van parket of andere houten vloerbedekking, zie 45.43.	45420000
		45.43	Vloerafwerking en behangen	Deze klasse omvat het aanbrengen in gebouwen en andere bouwwerken van : - vloer- of wandtegels van keramische stoffen, beton of gehouwen steen; - parket en andere houten vloerbedekking; - tapijt en vloerbedekking van linoleum, rubber of kunststof; - vloerbedekking en wandbekleding van terrazzo, marmer, graniet of lei; - behang.	45430000
		45.44	Schilderen en glaszetten	Deze klasse omvat : - het schilderen van het binnen- en buitenwerk van gebouwen; - het schilderen van wegen- en waterbouwkundige werken; - het aanbrengen van glas, spiegels enz. Deze klasse omvat niet : - de installatie van vensters, zie 45.42.	45440000
		45.45	Overige werkzaamheden in verband met de afwerking van gebouwen	Deze klasse omvat : - de installatie van particuliere zwembaden; - gevelreiniging met behulp van stoom, door middel van zandstralen enz.; - overige werkzaamheden in verband met de afwerking van gebouwen, niet elders geklasseerd. Deze klasse omvat niet : - het reinigen van het interieur van gebouwen en andere bouwwerken, zie 74.70.	45450000
	45.5		Verhuur van bouw- of sloopmachines met bedieningspersoneel		45500000
		45.50	Verhuur van bouw- of sloopmachines met bedieningspersoneel	Deze klasse omvat niet : - de verhuur van bouw- en sloopmachines zonder bedieningspersoneel, zie 71.32.	

Bijlage II

**Diensten in de zin van artikel 3 van de wet overheidsopdrachten
en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten van 15 juni 2006.**

Bijlage II A (2)

Categorie	Benaming	CPC-indeling (3)	CPV-indeling
1	Onderhoud en reparatie	6112, 6122, 633, 886	50100000 tot en met 50982000 (met uitzondering van 50310000 tot en met 50324200 en 50116510-9, 50190000-3, 50229000-6, 50243000-0)
2	Vervoer te land(4), met inbegrip van vervoer per pantserwagen en koerier, met uitzondering van postvervoer	712 (m.u.v. 71235), 7512, 87304	60112000-6 tot en met 60129300-1 (met uitzondering van 60121000 tot en met 60121600, 60122200-1, 60122230-0), en 64120000-3 tot en met 64121200-2
3	Luchtvervoer van passagiers en vracht, met uitzondering van postvervoer	73 (m.u.v. 7321)	62100000-3 tot en met 62300000-5 (met uitzondering van 62121000-6, 62221000-7)
4	Postvervoer te land (5) en door de lucht	71235, 7321	60122200-1, 60122230-0 62121000-6, 62221000-7
5	Telecommunicatie	752	64200000-8 tot en met 64228200-2, 72318000-7, en 72530000-9 tot en met 72532000-3
6	Diensten van financiële instellingen : a) verzekeringsdiensten b) bankdiensten en diensten in verband met beleggingen (6)	Ex 81, 812, 814	66100000-1 tot en met 66430000-3 en 67110000-1 tot en met 67262000-1
7	Diensten in verband met computers	84	50300000-8 tot en met 50324200-4, 72100000-6 tot en met 72591000-4 (met uitzondering van 72318000-7 en 72530000-9 tot en met 72532000-3)
8	Onderzoeks- en ontwikkelingswerk (7)	85	73000000-2 tot en met 73300000-5 (met uitzondering van 73200000-4, 73210000-7, 73220000-0)
9	Accountants en boekhouders	862	74121000-3 tot en met 74121250-0
10	Markt- en opinieonderzoek	864	74130000-9 tot en met 74133000-0, en 74423100-1, 74423110-4
11	Advies inzake bedrijfsvoering en beheer en aanverwante diensten (8)	865, 866	73200000-4 tot en met 73220000-0, 74140000-2 tot en met 74150000-5 (met uitzondering van 74142200-8), en 74420000-9, 74421000-6, 74423000-0, 74423200-2, 74423210-5, 74871000-5, 93620000-0
12	Diensten van architecten; diensten van ingenieurs en geïntegreerde diensten van ingenieurs bij kant-en-klaar opgeleverde projecten; diensten in verband met stedenbouw en landschapsarchitectuur; diensten in verband met aanverwante wetenschappelijke en technische adviezen; diensten voor keuring en controle	867	74200000-1 tot en met 74276400-8, en 74310000-5 tot en met 74323100-0, en 74874000-6
13	Reclamewezens	871	74400000-3 tot en met 74422000-3 (met uitzondering van 74420000-9 en 74421000-6)
14	Reiniging van gebouwen en beheer van onroerend goed	874, 82201 t/m 82206	70300000-4 tot en met 70340000-6, en 74710000-9 tot en met 74760000-4
15	Uitgeven en drukken, voor een vast bedrag of op contractbasis	88442	78000000-7 tot en met 78400000-1
16	Straatreiniging en afvalverzameling; afvalwaterverzameling en -verwerking en aanverwante diensten	94	90100000-8 tot en met 90320000-6, en 50190000-3, 50229000-6, 50243000-0

Bijlage II B (2)

Categorie	Benaming	CPC-indeling (3)	CPV-indeling
17	Hotels en restaurants	64	55000000-0 tot en met 55524000-9, en 93400000-2 tot en met 93411000-2
18	Vervoer per spoor	711	60111000-9, en 60121000-2 tot en met 60121600-8
19	Vervoer over water	72	61000000-5 tot en met 61530000-9, en 63370000-3 tot en met 63372000-7
20	Vervoersondersteunende activiteiten	74	62400000-6, 62440000-8, 62441000-5, 62450000-1, 63000000-9 tot en met 63600000-5 (met uitzondering van 63370000-3, 63371000-0, 63372000-7), en 74322000-2, 93610000-7
21	Juridische diensten	861	74110000-3 tot en met 74114000-1
22	Arbeidsbemiddeling (9)	872	74500000-4 tot en met 74540000-6 (met uitzondering van 74511000-4), en 95000000-2 tot en met 95140000-5
23	Opsporing en beveiliging, met uitzondering van vervoer per pantserwagen	873 (m.u.v. 87304)	74600000-5 tot en met 74620000-1
24	Onderwijs	92	80100000-5 tot en met 80430000-7

Categorie	Benaming	CPC-indeling (3)	CPV-indeling
25	Gezondheidszorg en maatschappelijke dienstverlening	93	74511000-4, en 85000000-9 tot en met 85323000-9 (met uitzondering van 85321000-5 en 85322000-2)
26	Cultuur, sport en recreatie (10)	96	74875000-3 tot en met 74875200-5, en 92000000-1 tot en met 92622000-7 (met uitzondering van 92230000-2)
27	Overige diensten		

—
Nota's

(1) Bij verschillen tussen CPV en NACE, heeft de NACE-nomenclatuur voorrang - Verordening (EEG) nr. 3037/90 van de Raad van 9 oktober 1990 betreffende de statistische nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap (PB L 293 van 24.10.1990, blz. 1). Verordening gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 761/93 van de Commissie (PB L 83 van 3.4.1993, blz. 1).

(2) In geval van verschillen tussen CPV en CPC, heeft de CPC-nomenclatuur voorrang.

(3) CPC-nomenclatuur (voorlopige versie), gebruikt om het toepassingsgebied van Richtlijn 92/50/EEG te bepalen.

(4) Met uitzondering van vervoer per spoor, dat onder categorie 18 valt.

(5) Met uitzondering van vervoer per spoor, dat onder categorie 18 valt.

(6) Met uitzondering van financiële diensten betreffende de uitgifte, de aankoop, de verkoop en de overdracht van effecten of andere financiële instrumenten, en door de centrale banken verleende diensten.

Uitgesloten zijn tevens diensten betreffende de verwerving of de huur, ongeacht de financiële modaliteiten ervan, van grond, bestaande gebouwen of andere onroerende zaken of betreffende de rechten hierop; de overeenkomsten betreffende financiële diensten die voorafgaand aan, gelijktijdig met of als vervolg op het koop- of huurcontract worden verstrekt, zijn echter, ongeacht hun vorm, aan deze wet onderworpen.

(7) Met uitzondering van onderzoeks- en ontwikkelingswerk anders dan dat waarvan de resultaten in hun geheel toebehoren aan de aanbestedende dienst voor gebruik ervan in de uitoefening van zijn eigen werkzaamheden, voorzover de dienstverlening volledig door de aanbestedende dienst wordt beloond.

(8) Met uitzondering van diensten voor arbitrage en bemiddeling.

(9) Met uitzondering van arbeidsovereenkomsten.

(10) Met uitzondering van overeenkomsten voor de aankoop, ontwikkeling, productie of coproductie van programmamateriaal door radio-omroeporganisaties en overeenkomsten betreffende zendtijd.

—
Annexe I^{re}

**Liste des activités de travaux visées à l'article 3 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics
et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services**

NACE (1)					
Section F			CONSTRUCTION		Code CPV
Division	Groupe	Classe	Description	Notes	
45			Construction	Cette division comprend : la construction de bâtiments et d'ouvrages neufs, la restauration et les réparations courantes	45000000
	45.1		Préparation des sites		45100000
		45.11	Démolition et terrassements	Cette classe comprend : - la démolition d'immeubles et d'autres constructions - le déblayage des chantiers - les travaux de terrassement : creusement, comblement, nivellement de chantiers de construction, ouverture de tranchées, dérochement, destruction à l'explosif, etc. - la préparation de sites pour l'exploitation minière : - enlèvement de déblais et autres travaux d'aménagement et de préparation des terrains et des sites miniers Cette classe comprend également : - le drainage des chantiers de construction - le drainage des terrains agricoles et sylvicoles	45110000
		45.12	Forages et sondages	Cette classe comprend : - les sondages d'essai, les forages d'essai et les carottages pour la construction ainsi que pour les études géophysiques, géologiques et similaires Cette classe ne comprend pas : - le forage de puits d'extraction de pétrole ou de gaz, voir 11.20 - le forage de puits d'eau, voir 45.25 - le fonçage de puits, voir 45.25 - la prospection de gisements de pétrole et de gaz ainsi que les études géophysiques, géologiques et sismiques, voir 74.20	45120000
	45.2		Construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil		45200000

NACE (1)						
Section F			CONSTRUCTION			Code CPV
Division	Groupe	Classe	Description	Notes		
		45.21	Travaux de construction	<p>Cette classe comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la construction de bâtiments de tous types - la construction d'ouvrages de génie civil : - ponts (y compris ceux destinés à supporter des routes surélevées), viaducs, tunnels et passages souterrains - conduites de transport, lignes de communication et de transport d'énergie électrique à longue distance - conduites de transport, lignes de communication et de transport d'énergie électrique pour réseaux urbains; travaux annexes d'aménagement urbain - l'assemblage et la construction d'ouvrages préfabriqués sur les chantiers 	45210000	
				<p>Cette classe ne comprend pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les services liés à l'extraction du pétrole et du gaz, voir 11.20 - la construction d'ouvrages entièrement préfabriqués au moyen d'éléments, autres qu'en béton, fabriqués par l'unité qui exécute les travaux, voir 20, 26 et 28 - la construction d'équipements (autres que les bâtiments) pour stades, piscines, gymnases, courts de tennis, parcours de golf et autres installations sportives, voir 45.23 - les travaux d'installation, voir 45.3 - les travaux de finition, voir 45.4 - les activités d'architecture et d'ingénierie, voir 74.20 - la gestion de projets de construction, voir 74.20 		
		45.22	Réalisation de charpentes et de couvertures	<p>Cette classe comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le montage de charpentes - la pose de couvertures - les travaux d'étanchéification 	45220000	
		45.23	Construction de chaussées	<p>Cette classe comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la construction d'autoroutes, de routes, de chaussées et d'autres voies pour véhicules et piétons - la construction de voies ferrées - la construction de pistes d'atterrissage - la construction d'équipements (autres que les bâtiments) pour stades, piscines, gymnases, courts de tennis, parcours de golf et autres installations sportives - le marquage à la peinture des chaussées et des aires ou des parcs de stationnement <p>Cette classe ne comprend pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les terrassements préalable, voir 45.11 	45230000	
		45.24	Travaux maritimes et fluviaux	<p>Cette classe comprend la construction de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - voies navigables, ports, ouvrages fluviaux, ports de plaisance (marinas), écluses, etc. - barrages et digues - le dragage - les travaux sous-marins 	45240000	
		45.25	Autres travaux de construction	<p>Cette classe comprend les activités de construction spécialisées qui concernent un aspect commun à différents ouvrages et requièrent des compétences ou du matériel spécialisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réalisation de fondations, y compris battage de pieux - forage et construction de puits d'eau, fonçage de puits - montage d'éléments de structures métalliques non fabriqués par l'unité qui exécute les travaux - cintrage d'ossatures métalliques - maçonnerie et pavage - montage et démontage d'échafaudages et de plates-formes de travail propres ou loués - construction de cheminées et de fours industriels <p>Cette classe ne comprend pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la location d'échafaudages sans montage ni démontage, voir 71.32 	45250000	
	45.3		Travaux d'installation		45300000	
		45.31	Travaux d'installation électrique	<p>Cette classe comprend l'installation dans des bâtiments ou d'autres projets de construction des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - câbles et appareils électriques - systèmes de télécommunication - installations de chauffage électriques - antennes d'immeubles - systèmes d'alarme incendie - systèmes d'alarme contre les effractions - ascenseurs et escaliers mécaniques - paratonnerres, etc. 	45310000	
		45.32	Travaux d'isolation	<p>Cette classe comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise en œuvre dans des bâtiments ou d'autres projets de construction de matériaux d'isolation thermique, acoustique et antivibratile <p>Cette classe ne comprend pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les travaux d'étanchéification, voir 45.22 	45320000	

NACE (1)					
Section F			CONSTRUCTION		Code CPV
Division	Groupe	Classe	Description	Notes	
		45.33	Plomberie	<p>Cette classe comprend l'installation dans des bâtiments ou d'autres projets de construction des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - plomberie et appareils sanitaires - appareils à gaz - équipements et conduites de chauffage, de ventilation, de réfrigération ou de climatisation - installation d'extinction automatique d'incendie <p>Cette classe ne comprend pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la pose d'installations de chauffage électriques, voir 45.31 	45330000
		45.34	Autres travaux d'installation	<p>Cette classe comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'installation de systèmes d'éclairage et de signalisation pour chaussées, voies ferrées, aéroports et installations portuaires - l'installation dans des bâtiments ou d'autres projets de construction d'installations et d'appareils non classés ailleurs 	45340000
	45.4		Travaux de finition		45400000
		45.41	Plâtrerie	<p>Cette classe comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise en œuvre dans des bâtiments ou d'autres projets de construction de plâtre ou de stuc pour enduits intérieurs et extérieurs, y compris les matériaux de lattage associés 	45410000
		45.42	Menuiserie	<p>Cette classe comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'installation de portes, de fenêtres, de dormants de portes et de fenêtres, de cuisines équipées, d'escaliers, d'équipements pour magasins et d'équipements similaires, en bois ou en d'autres matériaux, non fabriqués par l'unité qui exécute les travaux - les aménagements intérieurs tels que plafonds, revêtements muraux en bois, cloisons mobiles, etc. <p>Cette classe ne comprend pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la pose de parquets et d'autres revêtements de sols en bois, voir 45.43 	45420000
		45.43	Revêtement des sols et des murs	<p>Cette classe comprend la pose dans des bâtiments ou d'autres projets de construction des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - revêtement muraux ou carrelages en céramique, en béton ou en pierre de taille - parquets et autres revêtements de sols en bois - moquettes et revêtements de sols en linoléum, y compris en caoutchouc ou en matières plastiques - revêtements de sols et de murs en granit, en marbre, en granit ou en ardoise - papiers peints 	45430000
		45.44	Peinture et vitrerie	<p>Cette classe comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la peinture intérieure et extérieure des bâtiments - la feinture des ouvrages de génie civil - la pose de vitres, de miroirs, etc. <p>Cette classe ne comprend pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'installation de fenêtres, voir 45.42 	45440000
		45.45	Autres travaux de finition	<p>Cette classe comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'installation de piscines privées - le nettoyage à la vapeur, le sablage et les activités analogues appliquées aux parties extérieures des bâtiments - les autres travaux d'achèvement et de finition des bâtiments n.c.a. <p>Cette classe ne comprend pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nettoyage des parties intérieures de bâtiments et d'autres constructions, voir 74.70 	45450000
	45.5		Location avec opérateur de matériel de construction		45500000
		45.50	Location avec opérateur de matériel de construction	<p>Cette classe ne comprend pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la location de machines et de matériels de construction ou de démolition sans opérateur, voir 71.32 	

Annexe II

Services visés à l'article 3 de la loi du 15 juin 2006 relative marchés publics
et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services

Annexe II A (2)

Catégories	Désignation des services	Numéros de référence CPC (3)	Numéros de référence CPV
1	Services d'entretien et de réparation	6112, 6122, 633, 886	De 50100000 à 50982000 (sauf 50310000 à 50324200 et 50116510-9, 50190000-3, 50229000-6, 50243000-0)
2	Services de transports terrestres (4) y compris les services de véhicules blindés et les services de courrier, à l'exclusion des transports de courrier	712 (sauf 71235), 7512, 87304	De 60112000-6 à 60129300-1 (sauf 60121000 à 60121600, 60122200-1, 60122230-0), et de 64120000-3 à 64121200-2
3	Services de transports aériens : transports de voyageurs et de marchandises, à l'exclusion des transports de courrier	73 (sauf 7321)	De 62100000-3 à 62300000-5 (sauf 62121000-6, 62221000-7)
4	Transports de courrier par transport terrestre (5) et par air	71235, 7321	60122200-1, 60122230-0, 62121000-6, 62221000-7
5	Services de télécommunications	752	De 64200000-8 à 64228200-2, 72318000-7, et de 72530000-9 à 72532000-3
6	Services financiers : a) services d'assurances b) services bancaires et d'investissement (6)	ex 81, 812, 814	De 66100000-1 à 66430000-3 et De 67110000-1 à 67262000-1
7	Services informatiques et services connexes	84	De 50300000-8 à 50324200-4, De 72100000-6 à 72591000-4 (sauf 72318000-7 et de 72530000-9 à 72532000-3)
8	Services de recherche et de développement (7)	85	De 73000000-2 à 73300000-5 (sauf 73200000-4, 73210000-7, 7322000-0)
9	Services comptables, d'audit et de tenue de livres	862	De 74121000-3 à 74121250-0
10	Services d'études de marché et de sondages	864	De 74130000-9 à 74133000-0, et 74423100-1, 74423110-4
11	Services de conseil en gestion (8) et services connexes	865, 866	De 73200000-4 à 73220000-0, De 74140000-2 à 74150000-5 (sauf 74142200-8), et 74420000-9, 74421000-6, 74423000-0, 74423200-2, 74423210-5, 74871000-5, 93620000-0
12	Services d'architecture; services d'ingénierie et services intégrés d'ingénierie; services d'aménagement urbain et d'architecture paysagère; services connexes de consultations scientifiques et techniques; services d'essais et d'analyses techniques	867	De 74200000-1 à 74276400-8, et De 74310000-5 à 74323100-0, et 74874000-6
13	Services de publicité	871	De 74400000-3 à 74422000-3 (sauf 74420000-9 et 74421000-6)
14	Services de nettoyage de bâtiments et services de gestion de propriétés	874, 82201 à 82206	De 70300000-4 à 70340000-6, et De 74710000-9 à 74760000-4
15	Services de publication et d'impression sur la base d'une redevance ou sur une base contractuelle	88442	De 78000000-7 à 78400000-1
16	Services de voirie et d'enlèvement des ordures; services d'assainissement et services analogues	94	De 90100000-8 à 90320000-6, et 50190000-3, 50229000-6, 50243000-0

Annexe II B (2)

Catégories	Désignation des services	Numéros de référence CPC (3)	Numéros de référence CPV
17	Services d'hôtellerie et de restauration	64	De 55000000-0 à 55524000-9, et De 93400000-2 à 93411000-2
18	Services de transports ferroviaires	711	60111000-9, et de 60121000-2 à 60121600-8
19	Services de transport par eau	72	De 61000000-5 à 61530000-9, et De 63370000-3 à 63372000-7
20	Services annexes et auxiliaires des transports	74	62400000-6, 62440000-8, 62441000-5, 62450000-1, De 63000000-9 à 63600000-5 (sauf 63370000-3, 63371000-0, 63372000-7), et 74322000-2, 93610000-7

Catégories	Désignation des services	Numéros de référence CPC (3)	Numéros de référence CPV
21	Services juridiques	861	De 74110000-3 à 74114000-1
22	Services de placement et de fourniture de personnel (9)	872	De 74500000-4 à 74540000-6 (sauf 74511000-4), et de 95000000-2 à 95140000-5
23	Services d'enquête et de sécurité, à l'exclusion des services des véhicules blindés	873 (sauf 87304)	De 74600000-5 à 74620000-1
24	Services d'éducation et de formation professionnelle	92	De 80100000-5 à 80430000-7
25	Services sociaux et sanitaires	93	74511000-4, et de 85000000 à 85323000 (sauf 85321000-5 et 85322000-2)
26	Services récréatifs, culturels et sportifs (10)	96	De 74875000-3 à 74875200-5, et De 92000000-1 à 92622000-7 (sauf 92230000-2)
27	Autres services		

Notes

(1) En cas d'interprétation différente entre le CPV et la NACE, la nomenclature NACE prévaut - Règlement (CEE) n° 3037/90 du Conseil du 9 octobre 1990 relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne (JO L 293 du 24.10.1990, p. 1). Règlement modifié par le règlement (CE) n° 761/93 de la Commission (JO L 83 du 3.4.1993, p. 1).

(2) En cas d'interprétation différente entre le CPV et le CPC, la nomenclature CPC prévaut.

(3) Nomenclature CPC (version provisoire), utilisée pour définir le champ d'application de la directive 92/50/CEE.

(4) A l'exclusion des services de transports ferroviaires couverts par la catégorie 18.

(5) A l'exclusion des services de transports ferroviaires couverts par la catégorie 18.

(6) A l'exclusion des services financiers relatifs à l'émission, à l'achat, à la vente et au transfert de titres ou d'autres instruments financiers, ainsi que des services fournis par des banques centrales.

Sont également exclus, les services consistant en l'acquisition ou la location, quelles qu'en soient les modalités financières, de terrains, de bâtiments existants ou d'autres biens immeubles ou qui concernent des droits sur ces biens; toutefois, les services financiers fournis parallèlement, préalablement ou consécutivement au contrat d'acquisition ou de location, sous quelque forme que ce soit, sont soumis à la présente loi.

(7) A l'exclusion des services de recherche et de développement autres que ceux dont les fruits appartiennent exclusivement au pouvoir adjudicateur pour son usage dans l'exercice de sa propre activité pour autant que la prestation du service soit entièrement rémunérée par le pouvoir adjudicateur.

(8) A l'exclusion des services d'arbitrage et de conciliation.

(9) A l'exception des contrats d'emploi.

(10) A l'exception des contrats d'acquisition, de développement, de production ou de coproduction de programmes par des organismes de radiodiffusion et des contrats concernant les temps de diffusion.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE**

F. 2007 — 775

[C - 2006/21342]

16 JUIN 2006. — Loi relative à l'attribution, à l'information aux candidats et soumissionnaires et au délai d'attente concernant les marchés publics et certains marchés de travaux, de fournitures et de services (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales et définitions*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Elle transpose la Directive 2004/17/CE du 31 mars 2004 portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux et la Directive 2004/18/CE du 31 mars 2004 relative à la coordination des procédures de passation des marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER**

N. 2007 — 775

[C - 2006/21342]

16 JUNI 2006. — Wet betreffende de gunning, informatie aan kandidaten en inschrijvers en wachttermijn inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen en definities*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Ze voorziet in de omzetting van de Richtlijn 2004/17/EG van 31 maart 2004 houdende coördinatie van de procedures voor het plaatsen van opdrachten in de sectoren water- en energievoorziening, vervoer en postdiensten en de Richtlijn 2004/18/EG van 31 maart 2004 betreffende de coördinatie van de procedures voor het plaatsen van overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten.

CHAPITRE II. — Attribution, information aux candidats et soumissionnaires et délai d'attente dans le cadre des marchés publics

Art. 2. § 1^{er}. L'attribution d'un marché public visé à l'article 3 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, dénommée ci-après la loi relative aux marchés publics, est la décision prise par le pouvoir adjudicateur désignant l'adjudicataire du marché et, le cas échéant, approuvant son offre. L'information relative à cette décision qui est communiquée en vertu du § 2 ne crée aucun engagement contractuel.

La conclusion du marché a lieu par la notification de l'engagement contractuel à l'adjudicataire du marché. Pour la procédure négociée visée à l'article 3 de la loi relative aux marchés publics, le Roi peut prévoir d'autres formes de conclusion. Une fois le marché conclu, le contrat n'est plus susceptible d'une suspension ou d'une annulation par le juge, fondée sur une passation irrégulière, sans préjudice de l'application du § 4.

§ 2. Les candidats et soumissionnaires ont le droit d'obtenir les informations relatives à la décision prise par le pouvoir adjudicateur concernant leur demande de participation ou leur offre ou la décision visée à l'article 35 de la loi relative aux marchés publics. Le Roi peut prévoir des exceptions à ce droit pour les marchés inférieurs à certains montants.

Certains renseignements ne peuvent pas être communiqués lorsque leur divulgation ferait obstacle à l'application d'une loi, serait contraire à l'intérêt public, porterait préjudice aux intérêts commerciaux légitimes d'entreprises publiques ou privées ou pourrait nuire à une concurrence loyale entre entreprises.

§ 3. Le pouvoir adjudicateur respecte un délai d'attente avant de conclure le marché. Pendant ce délai, le soumissionnaire lésé ou risquant de l'être peut requérir la suspension de l'attribution du marché, sans qu'un préjudice grave et difficilement réparable ne soit requis. Quand cette requête est introduite à temps, le délai d'attente est prolongé pour permettre le déroulement de la procédure de suspension. Si au terme de cette prolongation, le prononcé d'une décision n'est pas intervenu, la conclusion du marché peut avoir lieu sans plus attendre.

La demande est introduite, soit selon la procédure d'urgence appropriée prévue par les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, soit en référé devant le juge ordinaire si le pouvoir adjudicateur ne relève pas du contrôle juridictionnel du Conseil d'Etat. La décision prend également en compte la balance entre l'intérêt public et l'intérêt du soumissionnaire.

Le Roi détermine le point de départ du délai d'attente, sa durée raisonnable et sa prolongation éventuelle, conformément au droit européen. Il peut prévoir des exceptions au respect d'un délai d'attente pour certains types de marchés et de procédures et pour des marchés inférieurs à certains montants.

§ 4. En cas de conclusion du marché avant l'expiration du délai d'attente, le soumissionnaire lésé ou risquant de l'être peut, dans les trente jours à compter à partir de la date où il a pris connaissance de la conclusion du marché, demander l'annulation du contrat au président du tribunal compétent statuant comme en référé. La demande doit être dirigée contre le pouvoir adjudicateur et contre l'adjudicataire.

Le juge rejette la demande :

- 1° si, en dehors de la méconnaissance du délai d'attente, l'attribution a eu manifestement lieu de manière régulière;
- 2° si le soumissionnaire concerné n'entre manifestement pas en considération pour pouvoir prétendre à l'attribution du marché.

Le juge peut rejeter la demande lorsque le marché est partiellement ou totalement exécuté au moment du prononcé.

CHAPITRE III. — Attribution, information aux candidats et soumissionnaires et délai d'attente dans le cadre de certains marchés de travaux, de fournitures et de services dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux

Art. 3. § 1^{er}. Les candidats et soumissionnaires ont le droit d'obtenir les informations relatives à la décision prise par l'entité adjudicatrice visée à l'article 2, 3°, de la loi relative aux marchés publics, ainsi que par l'entreprise publique ou le pouvoir adjudicateur visés à l'article 72 de la loi relative aux marchés publics, concernant leur demande de participation ou leur offre ou la décision de ne pas attribuer le marché. Le Roi peut prévoir des exceptions à ce droit pour les marchés inférieurs à certains montants.

HOOFDSTUK II. — Gunning, informatie aan kandidaten en inschrijvers en wachttermijn in het kader van overheidsopdrachten

Art. 2. § 1. De gunning van een overheidsopdracht als bedoeld in artikel 3 van de wet overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten van 15 juni 2006, hierna genoemd de wet overheidsopdrachten, is de beslissing van de aanbestedende overheid tot aanduiding van de begunstigde van de opdracht en, in voorkomend geval, tot goedkeuring van zijn offerte. De informatie over deze beslissing, krachtens § 2, doet geen enkele contractuele verbintenis ontstaan.

De toewijzing van de opdracht gebeurt door de kennisgeving van de contractuele verbintenis aan de begunstigde van de opdracht. Voor de onderhandelingsprocedure bedoeld in artikel 3 van de wet overheidsopdrachten kan de Koning voorzien in andere vormen van toewijzing. Zodra de opdracht is toegewezen, is de overeenkomst niet meer vatbaar voor schorsing of vernietiging door de rechter op grond van een onregelmatige gunning, onverminderd de toepassing van § 4.

§ 2. De kandidaten en inschrijvers hebben recht op informatie over de beslissing van de aanbestedende overheid over hun aanvraag tot deelneming, hun offerte of de beslissing bedoeld in artikel 35 van de wet overheidsopdrachten. De Koning kan voorzien in uitzonderingen op dit recht voor opdrachten beneden bepaalde bedragen.

Bepaalde gegevens mogen niet worden meegedeeld indien de openbaarmaking ervan de toepassing van een wet zou belemmeren, strijd zou zijn met het algemeen belang, nadelig zou zijn voor de rechtmatige commerciële belangen van overheidsbedrijven of particuliere ondernemingen of de eerlijke mededinging tussen ondernemingen zou kunnen schaden.

§ 3. De aanbestedende overheid respecteert een wachttermijn alvorens de opdracht toe te wijzen. Tijdens deze termijn kan de inschrijver die benadeeld is of benadeeld dreigt te worden, de schorsing vorderen van de gunning van de opdracht, zonder dat een moeilijk te herstellen ernstig nadeel is vereist. Wanneer deze vordering tijdig is ingesteld, wordt de wachttermijn verlengd om de afwikkeling van de schorsingsprocedure toe te laten. Indien de schorsingsprocedure na verloop van de verlenging niet is beslecht, kan de toewijzing zonder verwijl gebeuren.

De vordering wordt ingesteld, hetzij volgens de geëigende spoedprocedure waarin de gecoördineerde wetten op de Raad van State voorzien, hetzij voor de gewone rechter in kort geding in geval de aanbestedende overheid niet aan de rechtsmacht van de Raad van State is onderworpen. De uitspraak over de vordering gebeurt mede met inachtneming van de afweging tussen het algemeen belang en de belangen van de inschrijver.

De Koning bepaalt de ingangsdatum van de wachttermijn, de redelijke duur alsook de eventuele verlenging ervan, conform het Europees recht. Hij kan voorzien in uitzonderingen op het in acht nemen van een wachttermijn voor bepaalde soorten opdrachten en procedures, en voor opdrachten beneden bepaalde bedragen.

§ 4. Als de opdracht wordt toegewezen vóór het verstrijken van de wachttermijn, kan de benadeelde inschrijver of deze die benadeeld dreigt te worden, binnen dertig dagen vanaf de datum waarop hij kennis heeft genomen van de toewijzing van de opdracht, de vernietiging van de overeenkomst vragen aan de voorzitter van de bevoegde rechtbank, zetelend zoals in kort geding. De eis dient te worden gericht tegen de aanbestedende overheid en tegen de begunstigde van de opdracht.

De rechter wijst de eis af :

- 1° indien, buiten de miskennis van de wachttermijn, de gunning klaarblijkelijk op regelmatige wijze is verlopen;
- 2° indien de betrokken inschrijver klaarblijkelijk niet in aanmerking komt als begunstigde van de opdracht.

De rechter kan de eis afwijzen wanneer de opdracht reeds geheel of gedeeltelijk is uitgevoerd op het ogenblik van de uitspraak.

HOOFDSTUK III. — Gunning, informatie aan kandidaten en inschrijvers en wachttermijn in het kader van bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en postdiensten

Art. 3. § 1. De kandidaten en inschrijvers hebben recht op informatie over de beslissing van de aanbestedende entiteit bedoeld in artikel 2, 3°, van de wet overheidsopdrachten, alsook van het overheidsbedrijf of de aanbestedende overheid bedoeld in artikel 72 van de wet overheidsopdrachten, over hun aanvraag tot deelneming, hun offerte of de beslissing de opdracht niet te gunnen. De Koning kan voorzien in uitzonderingen op dit recht voor opdrachten beneden bepaalde bedragen.

Certains renseignements ne peuvent pas être communiqués lorsque leur divulgation ferait obstacle à l'application d'une loi, serait contraire à l'intérêt public, porterait préjudice aux intérêts commerciaux légitimes d'entreprises publiques ou privées ou pourrait nuire à une concurrence loyale entre entreprises.

§ 2. L'entité adjudicatrice, ainsi que l'entreprise publique ou le pouvoir adjudicateur visés à l'article 72 de la loi relative aux marchés publics, respecte un délai d'attente avant de conclure le marché. Pendant ce délai, le soumissionnaire lésé ou risquant de l'être peut requérir la suspension de l'attribution du marché sans qu'un préjudice grave et difficilement réparable ne soit requis. Quand cette requête est introduite à temps, le délai d'attente est prolongé pour permettre le déroulement de la procédure de suspension. Si au terme de cette prolongation le prononcé d'une décision n'est pas intervenu, la conclusion du marché peut avoir lieu sans plus attendre.

La demande est introduite, soit selon la procédure d'urgence appropriée prévue par les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, soit en référé devant le juge ordinaire si l'entité adjudicatrice, l'entreprise publique ou le pouvoir adjudicateur ne relèvent pas du contrôle juridictionnel du Conseil d'Etat. La décision prend également en compte la balance entre l'intérêt public et l'intérêt du soumissionnaire.

Le Roi détermine le point de départ du délai d'attente, sa durée raisonnable et sa prolongation éventuelle, conformément aux directives européennes en la matière. Il peut prévoir des exceptions au respect d'un délai d'attente pour certains types de marchés et de procédures.

§ 3. Une fois le marché conclu, le contrat n'est plus susceptible d'une suspension ou d'une annulation par le juge, fondée sur une passation irrégulière, sans préjudice de l'application du présent paragraphe.

En cas de conclusion du marché avant l'expiration du délai d'attente, le soumissionnaire lésé ou risquant de l'être peut, dans les trente jours à compter à partir de la date où il a pris connaissance de la conclusion du marché, demander l'annulation du contrat au président du tribunal compétent statuant comme en référé. La demande doit être dirigée contre l'entité adjudicatrice, l'entreprise publique ou le pouvoir adjudicateur visés à l'article 72 de la loi relative aux marchés publics et contre le bénéficiaire du marché.

Le juge rejette la demande :

1° si, en dehors de la méconnaissance du délai d'attente, l'attribution a eu manifestement lieu de manière régulière;

2° si le soumissionnaire concerné n'entre manifestement pas en considération pour pouvoir prétendre à l'attribution du marché.

Le juge peut rejeter la demande lorsque le marché est partiellement ou totalement exécuté au moment du prononcé.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 16 juin 2006.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
G. VERHOFSTADT

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

—
Note

(1) *Session 2005-2006.*

Chambre des représentants :

Document parlementaire. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 51-2461/1.

Sénat :

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 3-1690/1. — Rapport, n° 3-1690/2. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 3-1690/3.

Bepaalde gegevens mogen niet worden meegedeeld indien de openbaarmaking ervan de toepassing van een wet zou belemmeren, in strijd zou zijn met het algemeen belang, nadelig zou zijn voor de rechtmatige commerciële belangen van overheidsbedrijven of particuliere ondernemingen of de eerlijke mededinging tussen ondernemingen zou kunnen schaden.

§ 2. De aanbestedende entiteit, alsook het overheidsbedrijf of de aanbestedende overheid bedoeld in artikel 72 van de wet overheidsopdrachten, respecteren een wachtermijn alvorens de opdracht te sluiten. Tijdens deze termijn kan de inschrijver die benadeeld is of benadeeld dreigt te worden, de schorsing vorderen van de gunning van de opdracht zonder dat een moeilijk te herstellen ernstig nadeel is vereist. Wanneer deze vordering tijdig is ingesteld, wordt de wachtermijn verlengd om de afwikkeling van de schorsingsprocedure toe te laten. Indien de schorsingsprocedure na verloop van de verlenging niet is beslecht, kan de toewijzing van de opdracht zonder verwijl gebeuren.

De vordering wordt ingesteld, hetzij volgens de geëigende spoedprocedure waarin de gecoördineerde wetten op de Raad van State voorzien, hetzij voor de gewone rechter in kort geding in geval de aanbestedende entiteit, het overheidsbedrijf of de aanbestedende overheid niet aan de rechtsmacht van de Raad van State onderworpen zijn. De uitspraak over de vordering gebeurt mede met inachtneming van de afweging tussen het algemeen belang en de belangen van de inschrijver.

De Koning bepaalt de ingangsdatum van de wachtermijn, alsook de redelijke duur en de eventuele verlenging ervan, conform de Europese richtlijnen terzake. Hij kan voorzien in uitzonderingen op het in acht nemen van een wachtermijn voor bepaalde soorten opdrachten en procedures.

§ 3. Zodra de opdracht is gesloten, is de overeenkomst niet meer vatbaar voor schorsing of vernietiging door de rechter op grond van een onregelmatige gunning, onverminderd de toepassing van de onderhavige paragraaf.

Als de opdracht wordt gesloten vóór het verstrijken van de wachtermijn, kan de benadeelde inschrijver of deze die benadeeld dreigt te worden, binnen dertig dagen vanaf de datum waarop hij kennis heeft genomen van de toewijzing van de opdracht, de vernietiging van de overeenkomst vragen aan de voorzitter van de bevoegde rechtbank, zetelend zoals in kort geding. De eis dient te worden gericht tegen de aanbestedende entiteit, het overheidsbedrijf of de aanbestedende overheid bedoeld in artikel 72 van de wet overheidsopdrachten en tegen de begunstigde van de opdracht.

De rechter wijst de eis af :

1° indien, buiten de miskennis van de wachtermijn, de gunning klaarblijkelijk op regelmatige wijze is verlopen;

2° indien de betrokken inschrijver klaarblijkelijk niet in aanmerking komt als begunstigde van de opdracht.

De rechter kan de eis afwijzen wanneer de opdracht reeds geheel of gedeeltelijk is uitgevoerd op het ogenblik van de uitspraak.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 16 juni 2006.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
G. VERHOFSTADT

Met 's Lands zegel gezegd :

De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

—
Nota

(1) *Zitting 2005-2006.*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementair document. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 51-2461/1.

Senaat :

Parlementaire documenten. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 3-1690/1. — Verslag, nr. 3-1690/2. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 3-1690/3.

SERVICE PUBLIC FEDERAL
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

F. 2007 — 776

[C - 2007/21007]

12 JANVIER 2007. — Loi modifiant la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. Un article 79bis rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services :

« Art. 79bis. Le Roi peut coordonner les dispositions de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de la loi du 16 juin 2006 relative à l'attribution, à l'information aux candidats et soumissionnaires et au délai d'attente concernant les marchés publics et certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et les dispositions qui les auraient expressément ou implicitement modifiées au moment où les coordinations seront établies.

A cette fin, Il peut :

1° modifier l'ordre, le numérotage et, en général, la présentation des dispositions à coordonner;

2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à coordonner en vue de les mettre en concordance avec le numérotage nouveau;

3° modifier la rédaction des dispositions à coordonner en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans ces dispositions.

Les coordinations porteront l'intitulé suivant : « Lois relatives aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, coordonnées le ... ». ».

Art. 3. A l'article 80, alinéa 2, de la même loi, les mots « les articles 15, 31, 77 et 79 » sont remplacés par les mots « les articles 2, 4°, 15, 31, 77, 3°, et 79 ».

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 12 janvier 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
G. VERHOFSTADT

Scellé du sceau de l'Etat :
La Ministre de la Justice,
Mme L. ONKELINX

—————
Note

(1) *Session 2005-2006.*

Chambre des représentants :

Documents. — Projet de loi, 51-2715 - n° 1. — Rapport, 51-2715 - n° 2. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, 51-2715 n° 3.

Compte rendu intégral. 7 décembre 2006.

Sénat :

Documents. — Projet évoqué par le Sénat, 3-1977 - n° 1. — Rapport, 3-1977 - n° 2. — Texte corrigé par la commission, 3-1977 - n° 3. — Décision de ne pas amender, 3-1977 - n° 4.

Annales. 21 décembre 2006.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

N. 2007 — 776

[C - 2007/21007]

12 JANUARI 2007. — Wet tot wijziging van de wet overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten van 15 juni 2006 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. In de wet overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten van 15 juni 2006, wordt een artikel 79bis ingevoegd, luidende :

« Art. 79bis. De Koning kan de bepalingen van de wet overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten van 15 juni 2006, van de wet van 16 juni 2006 betreffende de gunning, informatie aan kandidaten en inschrijvers en wachttermijn inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, en de bepalingen die daarin uitdrukkelijk of stilzwijgend wijzigingen hebben aangebracht tot het tijdstip van de coördinatie, coördineren.

Te dien einde kan Hij :

1° de te coördineren bepalingen anders inrichten, inzonderheid opnieuw ordenen en vernummeren;

2° de verwijzingen in de te coördineren bepalingen dienovereenkomstig vernummeren;

3° de te coördineren bepalingen met het oog op onderlinge overeenstemming en eenheid van terminologie herschrijven, zonder te raken aan de erin neergelegde beginselen.

De coördinatie krijgt het volgende opschrift : « Wetten overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten, gecoördineerd op ... ». ».

Art. 3. In artikel 80, tweede lid, van dezelfde wet, worden de woorden « de artikelen 15, 31, 77 en 79 » vervangen door de woorden « de artikelen 2, 4°, 15, 31, 77, 3°, en 79 ». Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 12 januari 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
G. VERHOFSTADT

Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
Mevr. L. ONKELINX

—————
Nota

(1) *Zitting 2005-2006.*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Stukken. — Wetsontwerp, 51-2715 - nr. 1. — Verslag, 51-2715 - nr. 2. Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, 51-2715 - nr. 3.

Integraal verslag. 7 december 2006.

Senaat :

Stukken. — Ontwerp geëvoceerd door de Senaat, 3-1977 - nr. 1. — Verslag, 3-1977 - nr. 2. — Tekst verbeterd door de commissie, 3-1977 - nr. 3. — Beslissing om niet te amenderen, 3-1977 - nr. 4.

Handelingen. 21 december 2006.

SERVICE PUBLIC FEDERAL
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

F. 2007 — 777

[C - 2007/21008]

12 JANVIER 2007. — Loi modifiant la loi du 16 juin 2006 relative à l'attribution, à l'information aux candidats et soumissionnaires et au délai d'attente concernant les marchés publics et certains marchés de travaux, de fournitures et de services (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. Un article 4, rédigé comme suit, est inséré dans la loi du 16 juin 2006 relative à l'attribution, à l'information aux candidats et soumissionnaires et au délai d'attente concernant les marchés publics et certains marchés de travaux, de fournitures et de services :

« Art. 4. Les arrêtés royaux pris en exécution de la présente loi sont délibérés en Conseil des Ministres. »

Art. 3. Un article 5, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 5. Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, à l'exception du présent article qui entre en vigueur le jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 12 janvier 2007.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,

G. VERHOFSTADT

Scellé du sceau de l'Etat :

La Ministre de la Justice,

Mme L. ONKELINX

 Note
(1) *Session 2005-2006.*

Chambre des représentants :

Documents. — Projet de loi, 51-2716 - n° 1. — Rapport, 51-2716 - n° 2. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, 51-2716 - n° 3.

Compte rendu intégral. 7 décembre 2006.

Sénat :

Documents. — Projet transmis par la Chambre des représentants, 3-1978 - n° 1. — Rapport, 3-1978 - n° 2. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, 3-1978 - n° 3.

Annales. 21 décembre 2006.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

N. 2007 — 777

[C - 2007/21008]

12 JANUARI 2007. — Wet tot wijziging van de wet van 16 juni 2006 betreffende de gunning, informatie aan kandidaten en inschrijvers en wachttermijn inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. In de wet van 16 juni 2006 betreffende de gunning, informatie aan kandidaten en inschrijvers en wachttermijn inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten wordt een artikel 4 ingevoegd, luidende :

« Art. 4. De koninklijke besluiten welke in uitvoering van deze wet worden vastgesteld, worden in Ministerraad overlegd. »

Art. 3. In dezelfde wet wordt een artikel 5 ingevoegd, luidende :

« Art. 5. De Koning stelt de datum van inwerkingtreding van deze wet vast, met uitzondering van dit artikel dat in werking treedt de dag waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 12 januari 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,

G. VERHOFSTADT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

Mevr. L. ONKELINX

 Nota
(1) *Zitting 2005-2006.*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Stukken. — Wetsontwerp, 51-2716 - nr. 1. — Verslag, 51-2716 - nr. 2. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, 51-2716 - nr. 3.

Integraal verslag. 7 december 2006.

Senaat :

Stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, 3-1977 - nr. 1. — Verslag, 3-1977 - nr. 2. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, 3-1977 - nr. 3.

Handelingen. 21 december 2006.